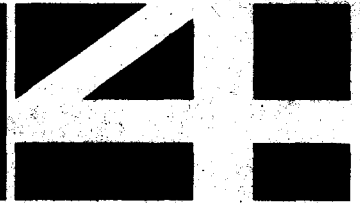


SPARTACIST



NUMERO 27

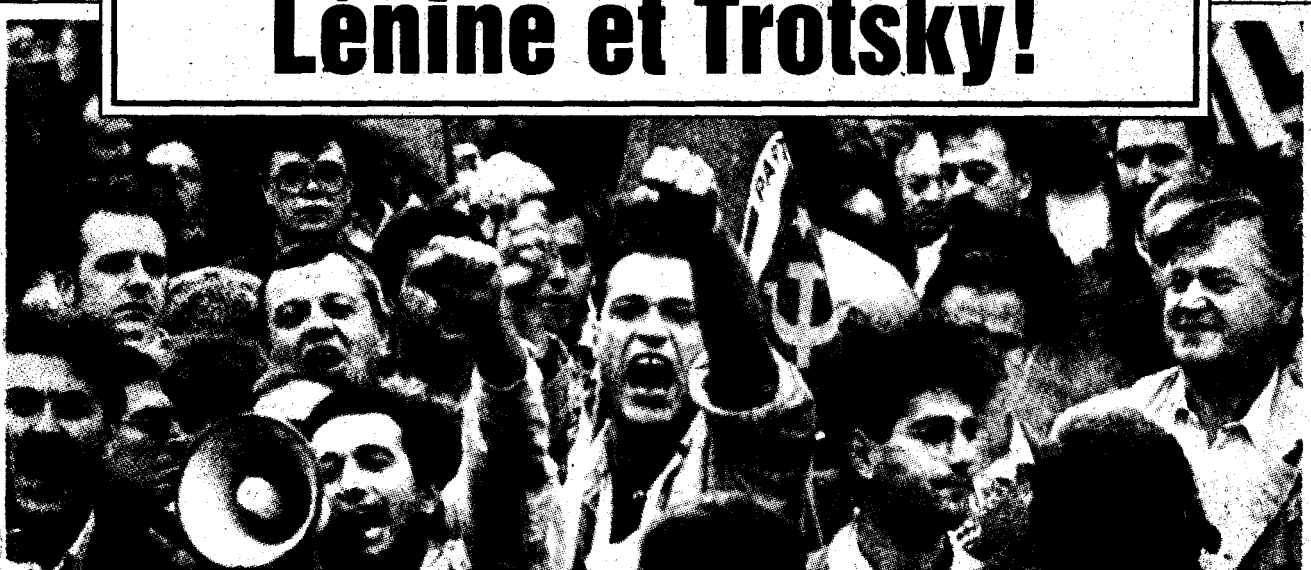
EDITION FRANÇAISE

ETE 1993



Document de la deuxième conférence de la
Ligue communiste internationale (quatrième internationaliste)

Pour le communisme de Lénine et Trotsky!



Berlin-Est, janvier 1990: 250 000 manifestants descendent dans la rue pour protester contre la profanation fasciste du monument aux soldats soviétiques de Treptower Park (en haut). Italie, automne 1992: les grèves combattives contre les mesures d'austérité du gouvernement s'étendent à tout le pays.

James P. Cannon et les premières années du communisme américain

Voir page 64

Pour le communisme de Lénine et Trotsky !

1. Introduction	2
2. Le stalinisme: la Révolution bolchévique trahie	10
3. La désintégration finale de la bureaucratie stalinienne	12
4. Août 1991: la contre-révolution prend le dessus	16
5. Allemagne: d'une révolution politique prolétarienne embryonnaire en RDA à l'Anschluss capitaliste	20
6. Nationalisme et contre-révolution en Europe de l'Est	28
7. France: la fin du front populaire de Mitterrand	32
8. Italie: crise du stalinisme et appels à un «Etat fort»	34
9. Les îles britanniques après Thatcher	34
10. Le déclin du capitalisme américain	37
11. Canada: regroupement et Québec	46
12. Le Mexique: une tête de pont vers l'Amérique latine	47
13. Japon: une poussée vers une nouvelle «Grande sphère de coprosperité extrême-orientale»	48
14. Australie: entré l'impérialisme yankee et le Japon SA	50
15. Afrique du Sud: le nationalisme et la collaboration de classes entravent la puissance du prolétariat	51
16. Le secrétariat international et le centre	52
17. La Ligue communiste internationale: l'entrée dans une période nouvelle	52
18. Vers un avenir communiste: l'humanité fait son histoire elle-même	55

A l'automne 1992, s'est tenue en Europe la deuxième conférence internationale de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste). La tâche principale de cette conférence était d'évaluer les tâches de notre parti face à la disparition de l'Union soviétique en tant qu'Etat ouvrier dégénéré (nous renvoyons également nos lecteurs à l'article «Le stalinisme: fossoyeur de la révolution - Comment l'Etat ouvrier soviétique a été étranglé», le Bolchévik n° 122, janvier-février 1993). Les autres questions examinées de façon approfondie au cours de la conférence ont été notre travail en direction des opposants réformistes et centristes (en particulier le «Secrétariat unifié» en décomposition d'Ernest Mandel) et la bataille pour les méthodes léninistes de fonctionnement collectif. Nous publions ci-dessous la résolution principale adoptée par la conférence; les amendements votés par la conférence ont été intégrés au texte du document.

1. Introduction

«La crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire.»

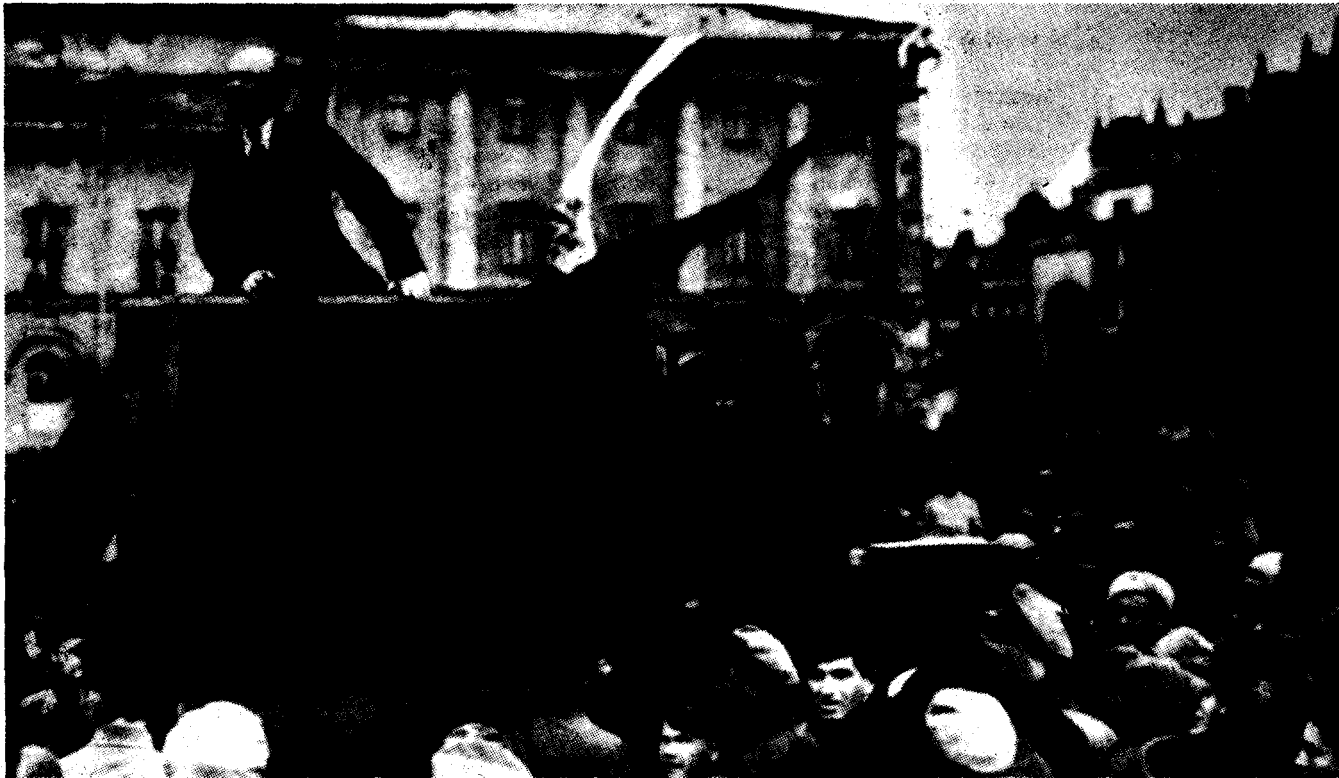
— Léon Trotsky, *l'Agonie du capitalisme et les Tâches de la IV^e Internationale* (1938)

«Voulant exposer les motifs économiques de l'internationalisme, Staline ne fait, en réalité, que motiver le socialisme national. Il n'est pas vrai que l'économie mondiale ne représente que la simple somme de fractions nationales similaires. Il n'est pas vrai que les traits spécifiques ne soient



Workers Vanguard

La deuxième conférence de la Ligue communiste internationale incline le drapeau rouge de la Quatrième Internationale en mémoire de la camarade Martha Phillips, tombée aux premières lignes du combat pour réimplanter le communisme de Lénine et Trotsky dans la patrie de la révolution d'Octobre.



G.P. Goldshtein

Lénine (Trotsky est à la droite de la tribune) harangue les soldats de l'Armée rouge qui partent stopper l'offensive du dictateur polonais Pilsudski contre la Russie des soviets, en mai 1920. Lénine espérait que la contre-offensive contre Pilsudski serait l'étincelle de révolutions prolétariennes en Pologne et en Allemagne.

qu'un "supplément aux traits généraux", une sorte de verrou sur la figure. En réalité les particularités nationales forment l'originalité des traits fondamentaux de l'évolution mondiale. Cette originalité peut déterminer la stratégie révolutionnaire pour de longues années.»

— Léon Trotsky, *la Révolution permanente*
(Préface de l'édition française, 1930)

Les maîtres bourgeois du monde triomphent. Avec l'écroulement des régimes staliniens en Europe de l'Est, maintenant que la contre-révolution a pris le dessus en Union soviétique, ils proclament la « mort du communisme ». Dans une guerre unilatérale contre un dictateur irakien qui a rompu sa laisse, l'impérialisme US déclare un « nouvel ordre mondial ». Bush annonce le « prochain siècle américain » dans un « monde d'une seule superpuissance ». L'impérialisme allemand reprend sa *Drang nach Osten* (poussée vers l'Est) en avalant l'Etat ouvrier déformé est-allemand, en dépeçant la Yougoslavie et en dominant l'Europe de l'Est par le truchement du deutschemark.

Pourtant, deux ans seulement après la réunification capitaliste de l'Allemagne, dix-huit mois après le massacre du golfe Arabo-Persique et un an après le contre-coup d'Etat d'Eltsine à Moscou, il règne dans le monde capitaliste un malaise général. Il n'y a guère de dirigeant impérialiste dont la position soit solidement assurée. L'éclatement de la bulle spéculative immobilière et le plongeon de la Bourse de Tokyo ont mis à mal le « miracle économique » japonais ; les luttes syndicales les plus âpres que l'on ait connues depuis des décennies ont éclaté en Allemagne occidentale ; un soulèvement racialement intégré des pauvres de Los Angeles a révélé un nouveau désordre mondial hautement instable.

Au centre des événements mondiaux, comme cela a été le cas pendant la plus grande partie de ce siècle, il y a le sort de l'Union soviétique, des acquis qui subsistent de la première, et jusqu'ici de la seule, révolution ouvrière victorieuse de l'histoire, assiégée par l'impérialisme, trahie par Staline et ses héritiers et aujourd'hui en proie à la contre-révolution. Les événements d'août 1991, au cours desquels les éléments ouvertement favorables à la restauration capitaliste ont pris le dessus en Union soviétique, ont marqué un tournant dans l'histoire mondiale contemporaine. Secteur par secteur, une consolidation de cette

édition française

SPARTACIST

Organe du marxisme révolutionnaire

Publié par le comité exécutif international de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

COMITE DE REDACTION : William Cazenave (responsable), Susan Adrian, Helene Brosius, Carine Gance, Elizabeth Gordon, Henri Riemann, Jean Thimbault

REALISATION : Susan Fuller

DIFFUSION : Karen Valdez (New York), Xavier Gomez (Paris)

SPARTACIST PUBLISHING CO.
Box 1377 GPO, New York, NY 10116, USA
Téléphone : (212) 732-7862

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

numéro 27



été 1993

contre-révolution a eu lieu. L'Etat ouvrier dégénéré de Staline et de ses héritiers a été détruit, ce qui représente une défaite historique pour la classe ouvrière internationale.

La Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste), s'appuyant fermement sur le programme de Lénine et Trotsky, s'est battue pied à pied contre la restauration du capitalisme et pour la révolution socialiste mondiale. Face à l'agonie du stalinisme, les trotskystes proclament : le communisme vit dans les luttes des travailleurs et dans le programme de son avant-garde révolutionnaire. *Nous sommes le parti de la Révolution russe!*

I

La révolution d'Octobre 1917 a ouvert une nouvelle ère pour l'humanité. Alors que toutes les révolutions sociales précédentes, à l'exception pour une courte période de la Révolution française, avaient placé le pouvoir entre les mains de petites minorités, exploiteuses, dans la Révolution bolchévique la classe ouvrière s'est levée pour devenir la libératrice de tous les opprimés. *Le Manifeste communiste*, écrit près de sept décennies plus tôt, acquérait une réalité de chair et de sang. La dictature du prolétariat – l'élimination de l'appareil d'Etat du capital et la concentration du pouvoir entre les mains de la classe ouvrière, dont la Commune de Paris de 1871 avait montré la possibilité – était réalisée par les bolchéviks à travers le pouvoir des soviets (conseils). Cet événement phare du XX^e siècle suscita un formidable enthousiasme parmi les travailleurs et les opprimés de toute la planète et provoqua la peur et la haine chez ceux qui vivent du travail de ceux-ci.

Les ouvriers sont arrivés au pouvoir dans un pays arriéré et à forte majorité paysanne. Emergeant des terribles destructions de la Première Guerre mondiale impérialiste, suivie d'une guerre civile et de l'invasion des corps expéditionnaires impérialistes, la jeune république soviétique est toutefois restée isolée. Sans l'aide vitale de révolutions dans les pays capitalistes avancés d'Europe, la révolution assiégée a dégénéré. Une bureaucratie conservatrice et nationaliste a usurpé le pouvoir politique de la classe ouvrière et pris le contrôle du Parti communiste à la mort de Lénine. A la tête de cette couche sociale, Staline a jeté aux orties le programme léniniste de la révolution mondiale et l'a remplacé, fin 1924, par le mensonge nationaliste du « socialisme dans un seul pays ».

Comme l'affirmait Trotsky, suivant en cela Marx, un Etat ouvrier isolé ne pouvait pas survivre dans le long terme historique, car son niveau de productivité ne pouvait pas dépasser celui des puissants Etats capitalistes-impérialistes avancés, déterminés à le détruire. Le pouvoir d'Etat prolétarien en URSS ne pouvait être préservé que par son *extension*, par la révolution socialiste mondiale. Après une suite ininterrompue de défaites et de trahisons, depuis

l'Allemagne et la Chine jusqu'à la Guerre civile espagnole en passant, à la fin des années 1930, par les purges sanglantes de Staline qui exterminèrent la vieille garde bolchévique et décimèrent l'état-major de l'Armée rouge, l'existence de l'Union soviétique était en grand danger. Mais malgré le sabotage de Staline, l'afflux d'énergie révolutionnaire dans la guerre contre l'invasion hitlérienne a donné un second souffle à l'Etat ouvrier bureaucratiquement dégénéré. A l'extérieur de l'URSS, par une ironie de l'histoire, les staliniens d'Europe de l'Ouest, qui avaient laissé Hitler prendre le pouvoir sans combat, contrôlaient au sortir de la guerre les ouvriers combattifs en Italie, en France et ailleurs, grâce à l'autorité gagnée pendant la résistance antifasciste.

La victoire de l'Union soviétique contre l'Allemagne nazie pendant la Deuxième Guerre mondiale et celle remportée par l'impérialisme US sur ses principaux rivaux impérialistes ont délimité les contours fondamentaux de la politique mondiale pendant les 45 années qui ont suivi. En Europe de l'Ouest et au Japon, le capitalisme avait été préservé (avec l'indispensable complicité des partis staliniens locaux) et revitalisé sous hégémonie américaine. Dans l'Europe de l'Est dominée par le Kremlin, la propriété capitaliste avait été expropriée et une économie collectivisée avait été établie par une révolution sociale bureaucratiquement contrôlée, engendrant ainsi des Etats modelés sur l'URSS dirigée par les staliniens. Pendant l'époque de la Guerre froide, la puissance militaire et industrielle de l'Union soviétique rendit possibles la victoire et la survie de révolutions sociales basées sur la paysannerie en Chine, à Cuba et au Vietnam, aboutissant également dans ces pays à la formation d'Etats ouvriers bureaucratiquement déformés.

Les événements de ces dernières années ont démontré la pleine validité de la prédiction faite par Trotsky dans les années 1930 : ou les ouvriers soviétiques chasseront la bureaucratie, ou la bureaucratie dévorera l'Etat ouvrier. Au milieu des années 1980, sous les pressions militaire, économique et politique cumulées de l'impérialisme mondial, la bureaucratie du Kremlin commença à se fissurer, une situation signalée par l'arrivée au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev, avec comme mots d'ordre la perestroïka (restructuration), la glasnost (transparence) et la « nouvelle pensée » en politique étrangère.

Mais cette dernière tentative d'autoréforme stalinienne (une espèce de néo-boukharinisme) était vouée à l'échec. L'abandon de l'Afghanistan et de l'Europe de l'Est par Gorbatchev en 1989-90 précéda de peu l'écroulement de la bureaucratie stalinienne, dans son noyau central russe. Pour le pouvoir stalinien en URSS, le coup de grâce est arrivé en août 1991, quand Eltsine a profité d'une tentative de coup d'Etat lamentablement inefficace fomentée par les principaux lieutenants de Gorbatchev. Eltsine se lança dans un contre-coup d'Etat orchestré par les Etats-Unis, inaugurant ainsi une période de contre-révolution déclarée.

II

L'Union soviétique n'étant plus une force capable de faire contrepoids, l'impérialisme US engagea en 1990-91 une guerre d'anéantissement contre l'Irak. L'objectif de Washington était de s'assurer le contrôle des sources d'énergie vitales dans le monde et de démontrer à ses principaux rivaux impérialistes, le Quatrième Reich allemand nouvellement réuni et le Japon SA, l'étendue de

RECTIFICATIF

Dans l'article « Pour la clarté marxiste et pour aller de l'avant », par Albert St. John, publié dans *Spartacist* n°26 (printemps 1991), l'ex-premier ministre est-allemand Hans Modrow, qui a présidé à la liquidation de la RDA en 1989-90, est présenté comme l'ex-maire de Leipzig. En réalité, il était le chef de la direction locale stalinienne à Dresde.



San Francisco, janvier 1991 – Le cortège de la Spartacist League/US dans une manifestation antiguerre appelle à une action ouvrière contre le massacre impérialiste du peuple irakien orchestré par les Etats-Unis.

la puissance militaire américaine et sa brutale détermination à en faire usage. Dans le soi-disant « nouvel ordre mondial », d'après une étude stratégique du Pentagone, le « premier objectif », « pour le siècle prochain », est d'« empêcher l'émergence d'un nouveau rival » et de « tout futur concurrent mondial potentiel ». Mais la puissance américaine repose sur une base industrielle déclinante et obsolète, un système financier banquier et une classe ouvrière dont le niveau de vie se détériore depuis deux décennies.

La fin de la guerre froide n'amènera pas un nouveau « siècle américain », mais une intensification des rivalités interimpérialistes. Le système mondial de « libre échange » – le ciment économique qui maintenait la cohésion de l'alliance antisoviétique dominée par les USA – s'écroule, les grandes puissances capitalistes cherchant à rediviser le monde en blocs commerciaux régionaux. 1) Les Etats-Unis cherchent à constituer une zone de libre-échange nord-américaine protectionniste, qui déjà fait perdre des emplois au Canada et qui accroîtra et intensifiera l'exploitation du Mexique par Wall Street, tout en érigeant des barrières douanières continentales face aux concurrences européenne et japonaise. 2) L'Allemagne a entrepris de renforcer sa domination sur le Marché commun européen au moyen du traité de Maastricht, imposant des restrictions supplémentaires aux importations et aux investissements des USA et du Japon, tout en cherchant à établir une force militaire indépendante de l'OTAN qui est dominée par les Américains. 3) Le Japon, dont une dépendance presque totale vis-à-vis des matières premières importées fait de lui la plus vulnérable des grandes puissances capitalistes, se taille sa propre zone économique, qui va de la Corée jusqu'à l'Asie du Sud-Est et l'Australie – une version contemporaine de la « Grande sphère de coprosperité extrême-orientale » de la fin des années 1930. Mais aujourd'hui, l'impérialisme US possède dans cette région des intérêts économiques encore plus importants que quand il est entré en guerre avec le Japon en 1941 pour le contrôle de la partie asiatique de la zone Pacifique.

Depuis le printemps 1992, nous avons assisté à la plus grande vague de grèves que l'on ait connue en Allemagne

occidentale depuis la fin des années 1940 et aux plus grandes mobilisations ouvrières en Italie depuis l'« automne chaud » prérévolutionnaire de 1969. Il y a eu aussi une vague massive de grèves en Grèce, à laquelle ont pris part environ un million de travailleurs, principalement dans le secteur public. Pendant cette période, la France a été mise en état d'ébullition politique par le référendum sur Maastricht qui a été à deux doigts de mettre l'établissement bourgeois dans une situation extrêmement embarrassante.

La simultanéité de ces événements n'est pas accidentelle. Avec la défaite de la révolution portugaise en 1975 (défaite dans laquelle la social-démocratie allemande a joué un rôle clé, par l'intermédiaire de la bien-nommée Fondation Friedrich Ebert), l'Allemagne de l'Ouest, soutenue par Washington, avait réussi à stabiliser l'ordre bourgeois en Europe de l'Ouest. Mais aujourd'hui, l'impérialisme allemand, économiquement parlant, a embrassé plus qu'il ne peut étreindre, tandis que la peur de la domination allemande provoque des réactions d'inquiétude dans la population du reste de l'Europe de l'Ouest.

Le régime Kohl a tenté d'absorber l'ex-RDA et de subventionner les nouveaux régimes contre-révolutionnaires en Europe de l'Est et dans l'ex-URSS sans réduire de façon notable le niveau de consommation en Allemagne occidentale. Pour empêcher la dépréciation par l'inflation des actifs financiers allemands, la Bundesbank a fait monter les taux d'intérêt à un niveau qui a déstabilisé l'économie capitaliste d'Europe de l'Ouest tout entière et qui a maintenant de sérieuses répercussions politiques.

En Italie, pour restaurer la stabilité économique et la confiance financière internationale suite à la dévaluation de la lire, le gouvernement Amato a décrété un programme d'austérité tellement drastique qu'il a provoqué une révolte ouvrière spontanée non seulement contre le gouvernement, mais aussi contre la bureaucratie syndicale. Des luttes ouvrières explosives pourraient bien se produire en Espagne et peut-être au Portugal. En Grande-Bretagne, la dévaluation de la livre, sur fond d'écroulement du Système monétaire européen, a rouvert les profondes divisions qui existent à propos du Marché commun au sein tant du Parti

conservateur bourgeois au pouvoir que parmi l'opposition travailliste.

De même que l'alliance impérialiste mondiale contre l'Union soviétique avait partiellement étouffé les conflits entre les Etats-Unis et le Japon, de même elle avait étouffé les conflits entre la France et l'Allemagne. Et maintenant, de même qu'aux Etats-Unis la principale expression du nationalisme populaire, auparavant dirigée contre l'URSS, s'est reportée contre le Japon, on assiste en France à une recrudescence d'hostilité à l'égard de l'Allemagne.

Le référendum sur Maastricht était en substance un plébiscite sur l'alliance Paris-Bonn. La campagne pro-Maastricht menée par Mitterrand en appelait elle aussi, à sa manière, aux sentiments antiallemands. Cette Allemagne nouvelle et puissante, argumentait-on, doit être enchaînée à des institutions européennes fortes. L'ampleur du « non » a indiqué que beaucoup de Français se rendent compte qu'une telle perspective est *illusoire*. Avec la réunification et l'écroulement de l'Union soviétique, la France a perdu le levier politique qu'elle avait sur l'Allemagne de l'Ouest pendant la guerre froide. Cela sera déterminé par des luttes politiques. Nous devons nous attendre à une tension accrue entre Paris et Bonn.

En résumé, l'ordre politique et économique en Europe de l'Ouest – longtemps défini par l'OTAN et le Marché commun – se défait. Et cela nous offrira des occasions favorables.

L'après-guerre froide ressemble de plus en plus au monde d'avant 1914, un monde de rivalités interimpérialistes exacerbées qui recourent des conflits nationalistes régionaux. L'expansionnisme de l'Etat sioniste d'Israël, doté d'armes nucléaires, pourrait être le détonateur d'une conflagration générale au Moyen-Orient, une région d'importance critique pour le capitalisme mondial. L'éclatement du pouvoir stalinien en Yougoslavie a déclenché dans les Balkans un bain de sang nationaliste intercommunautaire qui pourrait impliquer les Etats voisins et les puissances impérialistes occidentales.

Mais une importante différence entre aujourd'hui et la période qui avait précédé la Première Guerre mondiale est que l'emploi des armes nucléaires pourrait détruire l'humanité tout entière. Ainsi, écrivions-nous il y a quelques années :

« L'impérialisme mondial a déjà conduit la civilisation humaine au bord de l'abîme avec deux guerres mondiales. Un être humain rationnel ne s'engagerait pas consciemment dans une voie menant à une guerre nucléaire mondiale. Mais le capitalisme a depuis longtemps créé des forces économiques qui se heurtent aux frontières des Etats-nations dans lesquels elles sont entravées : l'impérialisme mondial n'est pas rationnel, et les hommes qui nous gouvernent dans son intérêt ne le sont pas non plus. »

– Introduction aux « Documents on the "Proletarian Military Policy" », *Prometheus Research Series* n° 2 (février 1989)

Une autre différence clé avec la période d'avant 1914 est qu'aujourd'hui les forces socialistes révolutionnaires sont bien plus faibles. La banqueroute manifeste et les multiples trahisons du réformisme stalinien et social-démocrate n'ont pas été sans conséquences, comme cela apparaît clairement avec l'étendue des luttes nationalistes sanglantes qui ravagent les ex-Etats ouvriers déformés et dégénéré.

III

La publication par un idéologue du Département d'Etat US, Francis Fukuyama, en 1989, d'un article intitulé « La

fin de l'histoire ? » montrait à quel point les impérialistes américains étaient intoxiqués par l'illusion de leur puissance. Au milieu des proclamations de la « victoire » de l'Occident capitaliste dans la guerre froide, Fukuyama argumentait que la « démocratie libérale » constituait le « point final de l'évolution idéologique du genre humain » et la « forme achevée de gouvernement humain ». Ce triomphalisme « démocratique bourgeois » béat s'est depuis largement dissipé. La propagande impérialiste exprime de plus en plus un mépris des peuples d'Europe de l'Est, qui sont jugés trop primitifs pour reproduire l'ordre politique « libéral » de l'Ouest. De cette manière, Washington et les capitales du Marché commun préparent la justification idéologique qui leur permettra de soutenir des régimes bonapartistes réactionnaires en Europe de l'Est et dans l'ex-Union soviétique.

La propagande sur la « mort du communisme » a eu un profond impact sur la gauche. En Europe, les partis communistes, depuis longtemps stalinisés, sont aujourd'hui en déclin et s'empressent de jeter leur nom aux orties et de se débarrasser de tout ce qui pourrait rappeler Lénine et la révolution d'Octobre. La gauche latino-américaine est unie autour d'appels à une « révolution démocratique », le slogan idéologique du reaganisme. La myriade de groupes pseudo-trotskyistes a depuis longtemps répudié la politique révolutionnaire de la Quatrième Internationale de Trotsky ; aujourd'hui, le principal prétendant à incarner la Quatrième Internationale, le « Secrétariat unifié » (SU) d'Ernest Mandel, est à la recherche d'une « unité » avec les débris de la Deuxième et de la Troisième. Toute une industrie littéraire s'est mise à produire des revues comme *Rethinking Marxism* [Repenser le marxisme], des essais tels que « Post-Marxism Without Apologies » [L'après-marxisme sans regrets] et des livres écrits par d'anciens membres de la « Nouvelle gauche » comme *After the Fall: The Failure of Communism and the Future of Socialism* [Après la chute : l'échec du communisme et le futur du socialisme].

Pourtant, l'effondrement du stalinisme *confirme* pleinement les principes, le programme et l'analyse du marxisme. En 1846 déjà, Marx et Engels insistaient que le communisme nécessiterait le plus haut niveau de développement des forces productives, « car, sans lui, c'est la *pénurie* qui deviendrait générale, et, avec le *besoin*, c'est aussi la lutte pour le nécessaire qui recommencerait et l'on retomberait fatalement dans la même vieille gadoue ». « Des relations *universelles* du genre humain peuvent être établies uniquement par ce développement universel des forces productives », et sans lui « toute extension des échanges abolirait le communisme local » (*l'Idéologie allemande*). Trotsky s'est appuyé sur ce passage célèbre pour réfuter la prétention antimarxiste de Staline à construire le « socialisme dans un seul pays ». Aujourd'hui, la banqueroute du stalinisme est patente et « la même vieille gadoue » ressurgit.

IV

Dans le *Programme de transition*, le document fondateur de la Quatrième Internationale, Léon Trotsky écrivait :

« Les bavardages de toutes sortes selon lesquels les conditions historiques ne seraient pas encore « mûres » pour le socialisme ne sont que le produit de l'ignorance ou d'une tromperie consciente. Les prémisses objectives de la révolution prolétarienne ne sont pas seulement mûres ; elles ont même commencé à pourrir. Sans révolution socialiste, et cela dans la prochaine période historique, la civilisation humaine tout entière est menacée d'être emportée dans

une catastrophe. Tout dépend du prolétariat, c'est-à-dire au premier chef de son avant-garde révolutionnaire. La crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire.»

l'Agonie du capitalisme et les Tâches de la IV^e Internationale (1938)

Beaucoup de gens qui, comme Ernest Mandel, se présentent comme trotskystes tout en abandonnant le programme révolutionnaire trotskyste, rejettent ouvertement cette thèse fondamentale et parlent d'un «néo-capitalisme» et d'un prétendu développement des forces productives dans le «long boom de l'après-guerre» qui aurait conduit à une nouvelle période de réformisme. Mais la réalité qui nous entoure apporte la démonstration concluante qu'un tel développement est un mythe bourgeois.

Dans les pays impérialistes, le niveau de vie des ouvriers (ainsi que d'importantes couches non prolétariennes de la population) a été réduit de façon drastique. Aux Etats-Unis, pendant les années 1980, les 4/5 des familles ont vu leur revenu réel diminuer, tandis que les riches devenaient considérablement plus riches. Pour les travailleurs, les salaires réels ont atteint leur niveau le plus élevé en 1973 et diminuent depuis (atteignant maintenant le niveau de 1960). Les acquis syndicaux ont été laminés, de nombreux syndicats ont été brisés, les salaires différenciés pour un même travail ont été introduits et de nombreux ouvriers plus âgés ont été rejetés dans des emplois au salaire minimum. Ce que Marx appelait l'«armée de réserve industrielle» devient une gigantesque masse semi-prolétarienne, livrée au chômage permanent; chez les jeunes des ghettos, le taux de chômage dépasse maintenant 50%.

L'explosion de colère de Los Angeles, où le peu d'industrie syndiquée existante a été liquidé dans les années 1970 et 1980, est symptomatique de la situation qui prévaut dans tout l'Occident capitaliste. En Europe de l'Ouest, le taux de chômage se maintient autour de 10% depuis les années 1970. Mais en Allemagne orientale, où la réunification capitaliste a signifié la destruction en masse de l'industrie, plus de la moitié des ouvriers ont été jetés sur le

pavé. Ces dernières années, les grandes villes britanniques ont connu à intervalles réguliers des explosions de colère de la jeunesse sans emploi dans les quartiers ouvriers de Manchester, Bristol, Brixton, Newcastle et d'ailleurs. Ce haut niveau de misère, exploité par des forces réactionnaires, a provoqué sur tout le continent une montée de la terreur raciste. Le cas le plus tristement célèbre est celui des agressions anti-immigrés perpétrées par les skinheads nazis en Allemagne, non seulement contre les ouvriers turcs et les réfugiés non blancs d'Asie et d'Afrique, mais aussi contre les Polonais et les Soviétiques. Des agressions racistes similaires sont devenues monnaie courante en Angleterre, en France, en Italie et en Espagne.

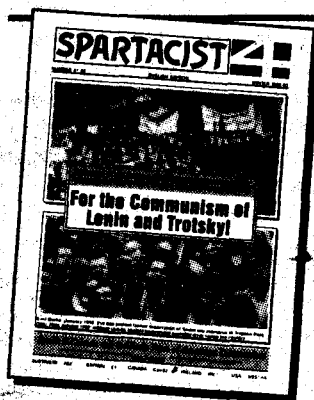
Mais il y a eu aussi une opposition de plus en plus forte et combative à ces agressions. Il est clair que les questions enchevêtrées de l'immigration, du nationalisme et du fascisme détermineront l'activité politique de toutes les sections de la LCI en Europe pour une longue période; elles doivent figurer dans notre propagande et dans l'application de tactiques de front unique. Notre programme révolutionnaire marxiste centré sur le prolétariat peut être un outil puissant pour attirer à nos sections l'avant-garde des ouvriers et de la jeunesse ouvrière et étudiante. Ceci fournira aussi un moyen d'intersecter la jeunesse radicalisée qui rompt avec ses organisations réformistes et centristes précisément sur la question de la défense des immigrés et des réfugiés.

Avec la disparition de l'Union soviétique comme puissance mondiale rivale, les impérialistes considèrent les habitants de l'Afrique, du sous-continent indien et d'une bonne partie de l'Amérique du Sud comme des populations excédentaires, dont la mort par famine et par maladie n'affecterait en aucune manière les intérêts impérialistes, sauf dans des cas particuliers où la surexploitation, largement basée sur des industries d'extraction, entre en ligne de compte. Que ce soit en Amérique latine, accablée par une dette auprès des impérialistes de 450 milliards de dollars (plus de 1 000 dollars pour chaque homme, femme ou

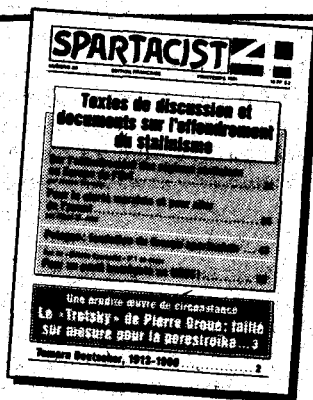
SPARTACIST

Organe du marxisme révolutionnaire

Spartacist publie les documents et les textes théoriques essentiels de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste). Publié sous la direction du comité exécutif international en anglais, français, allemand et espagnol, Spartacist représente l'engagement internationaliste léniniste de la LCI.



English edition No. 47-48 (56 pages) US \$1.50



Edition française n° 26 (56 pages) 10 FF



Deutsche Ausgabe Nr. 15 (64 Seiten) DM 2.—



Edición en español No. 24 (64 páginas) US \$1



Boris Eltsine et ses acolytes capitalistes-restaurationnistes devant la « Maison Blanche » de Moscou, en août 1991. Une action ouvrière déterminée pour démanteler les barricades contre-révolutionnaires aurait été le coup d'envoi d'une révolution politique prolétarienne.

enfant) et où 183 millions de personnes vivent officiellement dans une pauvreté abjecte, où les conditions sanitaires et celles de la santé publique sont si épouvantables que le choléra, une maladie pratiquement éradiquée au début du siècle, a frappé 400 000 personnes et en a tué 20 000 en un an et demi, dans un continent avec 20 millions d'enfants sans abri; que ce soit dans un « tiers monde » où 40 000 enfants meurent de faim *chaque jour*, et enfin dans un monde où quelque 10 millions de personnes ont été infectées par le virus mortel du sida – la situation réclame à cor et à cri une révolution socialiste.

Une grande partie de la « désindustrialisation » des Etats-Unis est due à ce que l'on appelle la « globalisation de la production », le fait que des capitalistes ont transféré des pans entiers de l'industrie vers des pays du « tiers monde » à bas salaires, afin de regonfler leurs profits déclinants en augmentant le taux d'exploitation. Cela signifie non seulement la dévastation de villes industrielles dans les pays capitalistes avancés, mais aussi une paupérisation de masse dans les pays « en voie d'industrialisation ». Le document des Nations unies *Human Development Report 1992* constate que l'écart entre les plus riches et les plus pauvres des pays de la planète a doublé au cours des trois dernières décennies. Au Mexique (un des plus importants pays d'accueil des « runaway shops » américaines [entreprises qui « fuient » à l'étranger pour échapper aux accords syndicaux]), pendant la « crise de la dette » des années 1980, crise manigancée par les banques, les salaires réels ont été réduits de plus de 50 % et sont retombés à un niveau inférieur à celui de 1940. Les « miracles économiques » du Brésil, du Chili et de la Corée du Sud ont été basés sur des régimes militaires brutaux, des salaires de misère et des semaines de 60 heures.

Mais tout cela a aussi créé de gigantesques classes ouvrières surexploitées dans les pays les plus industrialisés du tiers monde. Nombre de ces classes ouvrières n'avaient pas la propagande sur la « mort du communisme ». La situation est particulièrement explosive en Corée du Sud, où un prolétariat industriel important et combatif et une jeunesse étudiante radicalisée à gauche sont confrontés à un régime militaire bonapartiste à peine déguisé. En Afrique du Sud, le régime de la domination blanche est confronté aux millions de travailleurs constituant la classe ouvrière noire,

qui occupe une position clé vis-à-vis des deux tiers du continent et qui pendant ses grèves brandit le drapeau rouge frappé de la faucille et du marteau du communisme. L'escroquerie du « partage du pouvoir » dans une « démocratie de l'après-apartheid » est brutalement démasquée par la poursuite des massacres dans les townships. Mais le plus grand obstacle à une révolution socialiste contre le capitalisme du néo-apartheid est le Parti communiste sud-africain stalinien, qui cherche désespérément à conclure un accord avec les « randlords ». Et en Amérique du Sud, la gauche est tellement immergée dans des systèmes parlementaires corrompus que le mécontentement des masses ne trouve pour s'exprimer que des émeutes de la faim, le soutien au brutal mouvement antiouvrier basé sur la paysannerie du Sendero Luminoso au Pérou ou la sympathie pour des militaires nationalistes réactionnaires.

Aujourd'hui comme en 1917, la perspective de la *révolution permanente* de Trotsky garde toute sa validité : dans cette époque impérialiste, seule la prise du pouvoir par le prolétariat prenant la tête de la paysannerie, sous la direction d'un authentique parti communiste, peut résoudre même les plus élémentaires des tâches démocratiques de la révolution, en passant aux tâches socialistes et aux nécessaires développement et achèvement de la révolution prolétarienne sur l'arène internationale.

V

La situation est effectivement « plus que mûre » pour la révolution socialiste, et la crise de la direction révolutionnaire – le besoin urgent d'une avant-garde authentiquement communiste – est effectivement au cœur de la crise de l'humanité. De récents et spectaculaires événements – les émeutes de Los Angeles et l'agitation violente autour du droit à l'avortement aux USA, la grève de la fonction publique en Allemagne occidentale, le krach de la Bourse de Tokyo – ont étalé au grand jour les contradictions des principales puissances impérialistes, tempéré le triomphalisme bourgeois et détourné l'attention des classes dirigeantes et de la société en général vers les problèmes intérieurs. Même des idéologues bourgeois de droite reconnaissent maintenant que de Los Angeles aux Andes, de la Ruhr à l'Afrique du Sud, le monde de l'après-guerre froide est de

plus en plus instable, hideux et dangereux. Si nous pouvons nous attendre à une période de luttes sociales de masse, nous avons déjà sous les yeux une conséquence fortement négative du « nouveau désordre mondial » : l'explosion des antagonismes nationaux. Partout où le « principe national » établit son hégémonie dans les ex-Etats ouvriers déformés, la possibilité d'émergence d'un axe de classe dans les luttes est noyée dans le sang.

Contre tous ceux qui se réclament frauduleusement du trotskysme tout en se mettant à la remorque de forces de classe étrangères au prolétariat, la LCI, fidèle au drapeau de la Quatrième Internationale, a combattu pour l'indépendance de la classe ouvrière. Notre tendance a été formée dans la lutte sur la « question russe », en défendant Cuba contre l'impérialisme yankee tout en étant contre un soutien politique au régime stalinien petit-bourgeois de Castro. Dans les années 1970, alors que les illusions dans le front-populisme dominaient la gauche au niveau international, nous étions les seuls à mettre en garde contre le fait que tout soutien politique à de telles coalitions de collaboration de classes était une trahison des intérêts des travailleurs, trahison qui dans le cas du Chili d'Allende a conduit à une terrible et sanglante défaite.

Le document de notre première conférence internationale, en 1979, notait :

« La campagne des "droits de l'homme" de Carter, ranimant la rhétorique de la guerre froide dans le but de réarmer moralement l'impérialisme américain après le Vietnam et le Watergate, a conditionné un rapide mouvement à droite du mouvement pseudo-trotskyiste. »

— *Spartacist* édition française n° 15-16, printemps 1980

En l'espace de quelques mois, ce glissement à droite s'exprimait dans une capitulation de « troisième camp » achevée devant l'antisoviétisme impérialiste, quand ces groupes se joignirent au tapage belliciste autour de l'intervention soviétique en Afghanistan, avant d'acclamer Solidarność et Walesa en Pologne.

Au contraire, seule notre tendance défendait la position trotskyiste de défense de l'Union soviétique. Notre mot d'ordre « Salut à l'Armée rouge en Afghanistan ! » et notre appel à « stopper la contre-révolution de Solidarność » provoquèrent les vociférations de la pseudo-gauche anti-soviétique. Les bonzes syndicaux, et plus généralement la social-démocratie au niveau international, ont gueulé pour Solidarność et l'ont financé par l'intermédiaire de l'« AFL-CIA » ; une grande partie de la soi-disant gauche s'est directement plongée dans le mouvement du « syndicalisme libre » de guerre froide. Ces suivistes indécorables ne pouvaient pas voir plus loin que le fait que « dix millions de travailleurs polonais », écoeurés par les crimes du stalinisme, avaient été poussés derrière Walesa et Cie ; ils se sont alignés derrière la CIA, le Vatican et le nationalisme pilsudskiste. Nous étions préparés pour nager contre le courant et dire la vérité, aussi amère soit-elle, au prolétariat, comme l'exige le programme de la Quatrième Internationale de Trotsky.

A cette époque, notre position principielle a forcé le respect pour les « trotskyistes qui défendent l'Union soviétique », en particulier parmi de larges couches de membres de partis communistes et de militants ouvriers qui n'avaient jamais auparavant rencontré le trotskysme authentique. La justesse de la position spartaciste a été confirmée de façon spectaculaire par les événements ultérieurs, ce qui a renforcé

notre autorité politique pour combattre la vague contre-révolutionnaire. A l'époque des événements d'août 1991 à Moscou, alors que tout le monde dans la gauche — depuis les partis communistes occidentaux jusqu'à ceux qui se réclament du trotskysme — s'effondrait ou prenait ouvertement parti pour la contre-révolution, seule la LCI a appelé les ouvriers soviétiques à « écraser la contre-révolution d'Elsine-Bush ».

Début 1989, alors que Gorbatchev capitulait devant Washington en retirant les troupes soviétiques d'Afghanistan, nous avons offert d'organiser une brigade internationale, recrutée parmi la gauche et les organisations nationalistes de gauche dans le tiers monde, pour défendre le régime de Kaboul assiégé contre les moudjahidins soutenus par la CIA. Par l'intermédiaire du Partisan Defense Committee, nous avons alors organisé une campagne de solidarité avec les victimes civiles de la ville de Jalalabad, en première ligne des combats. Prenant en compte le fait que nombre de militants qui se voulaient communistes, dans et autour des partis staliniens, se sentaient abandonnés par leurs dirigeants, notre comité exécutif international annonça à la même époque que la tendance spartaciste internationale était devenue la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste). Un article expliqua ce changement :

« Les regroupements révolutionnaires, sur la base du programme de l'internationalisme léniniste, constituent le moyen de surmonter la contradiction et la disproportion entre la faiblesse de nos forces et nos tâches. Les héritiers de Staline ne sont manifestement pas capables de défendre le pouvoir soviétique dont ils sont simultanément, depuis soixante-cinq ans, le défenseur parasitaire et le désorganisateur contre-révolutionnaire. Cependant, en même temps qu'ils ont discrédité le "communisme" par les crimes qu'ils ont commis en son nom, ils ont aussi réduit de manière significative leur capacité à manipuler, dans le monde entier, la loyauté d'ouvriers procommunistes dévoués. »

— « Vive la Ligue communiste internationale ! », *Spartacist* édition française n° 25, été 1989

Dans la période à venir, les sections et les groupes de la Ligue communiste internationale seront impliqués dans toute une variété de luttes sociales. Aux Etats-Unis, nous avons été à l'initiative et avons organisé des mobilisations victorieuses contre le Ku Klux Klan et les nazis dans plusieurs centres urbains dans tout le pays. Avec la perspective d'une révolution politique prolétarienne en RDA (Allemagne de l'Est) à l'automne 1989, la LCI est intervenue de façon concertée, avec un impact considérable. Notre appel à une mobilisation ouvrière de front unique contre des provocations nazies devant le monument aux morts soviétiques à Treptow (Berlin-Est), repris par le Parti de l'unité socialiste (SED), le parti stalinien au pouvoir, a débouché sur une manifestation de 250 000 personnes.

VI

Comme il est noté dans l'appel du secrétariat international publié le 15 juillet 1992, la deuxième conférence internationale de la LCI « se tient au milieu de changements majeurs dans le paysage politique international, changements qui l'ont dans une large mesure rendue nécessaire ». Un événement qui ébranle le monde, comme la contre-révolution en RDA, ne peut pas ne pas avoir d'impact sur le parti. La plupart des courants centristes et réformistes ont été poussés rapidement à droite. Le SU est divisé entre certains qui voulaient sabler le « champagne » pour célébrer la fin de la RDA et d'autres qui voulaient de l'« Alka-Seltzer » pour la digérer. Au contraire, la réaction de la LCI

à ce test historique a montré la solide homogénéité programmatique de la tendance.

Pour maintenir notre cohérence révolutionnaire pendant ces événements et la période agitée qui a suivi, le facteur crucial a été la vigilance internationale, quand des signaux d'alarme programmatiques s'allumaient dans une section ou que quelque chose semblait aller mal, et des débats internes menés vigoureusement. Il y a eu une discussion intense et critique autour de la RDA. Quatre numéros de l'*International Internal Bulletin* ont été consacrés au bilan des événements et de notre intervention dans ce pays.

Dans différentes sections de notre internationale sont apparues des indications au moins d'une désorientation suite aux événements en Europe de l'Est et en Union soviétique. Tirant des conclusions historiquement pessimistes de l'effondrement de la RDA, plusieurs camarades dans l'internationale ont écrit après le contre-coup d'Etat d'Eltsine en URSS que l'échec du « coup d'Etat » signifiait la fin de l'Union soviétique en tant qu'Etat ouvrier. Certains ont fait à cet effet un usage abusif de la catégorie de « non-Etat ». Les conclusions programmatiques de tels « sentiments » étaient exprimées de la façon la plus alarmante par deux dirigeants de premier plan de la section britannique, dont l'impulsion initiale vers la neutralité à l'égard des barricades d'Eltsine représentait une remise en cause directe du programme trotskyste de défense inconditionnelle contre la contre-révolution capitaliste.

La dérive politique dans la SL/B en direction du « troisième-campisme » reflétait les pressions de la social-démocratie de guerre froide et cherchait à les concilier. Mais dans d'autres sections, dans des pays où la majeure partie des ouvriers politiquement avancés constituaient la base de partis stalinien de masse et avaient longtemps considéré l'Union soviétique comme le bastion du « socialisme », il y a eu, chez certains camarades, un sentiment de démoralisation après l'écroulement du stalinisme en Europe de l'Est, et particulièrement en Union soviétique. Le document de la XII^e conférence de la Ligue trotskyste de France a noté « une déviation rampante qu'on peut appeler "Nous sommes le parti de la famille des défenseurs de l'Union soviétique", au lieu de "Nous sommes le parti de la Révolution russe" ». Une telle position – qui voit en nous l'aile consécutive de la « famille des défenseurs de l'Union soviétique » et dans les staliniens son aile inconsciente – réduit implicitement la nature contradictoire du stalinisme dans l'autre direction, à savoir que s'étant élevées sur la base des Etats ouvriers déformés, les bureaucraties stalinien étaient à un certain niveau engagées, quoi qu'il arrive, à défendre ces rapports de propriété. En conséquence, quand les staliniens de la RDA réduisirent leur « opposition » à pinailler sur les conditions de la réunification capitaliste, cela provoqua naturellement désorientation et/ou démoralisation chez les camarades qui croyaient que les staliniens devaient continuer à osciller entre les deux termes de leur contradiction historique, quelles que soient les circonstances.

Ces positions, et leurs manifestations spécifiques dans d'autres sections, revenaient à tirer à l'avance un trait sur la capacité des ouvriers soviétiques à se battre et à mener à bien une révolution politique. Au cours de ces batailles, il a été noté à plusieurs reprises que cela conduirait et avait conduit au défaitisme quant à la classe ouvrière dans son propre pays, ouvrant ainsi la voie à la capitulation là où les pressions sont les plus fortes, par exemple devant le

travailleurs ou le racisme social-démocrate, selon le pays.

Nos discussions sur l'Allemagne et l'Union soviétique revenaient à traiter du caractère central du facteur subjectif – le parti révolutionnaire – et les batailles et discussions internes ont été, sont et seront cruciales pour nous permettre de maintenir notre tranchant communiste. Nous entrerons ainsi dans la période nouvelle avec confiance dans notre programme et avec le collectif interne dont nous avons besoin.

2. Le stalinisme : la Révolution bolchévique trahie

La révolution d'Octobre 1917 a marqué jusqu'à ce jour l'apogée de la lutte de classe prolétarienne. Comme le dirigeant trotskyste américain James P. Cannon l'expliquait en 1939, dans la bataille contre l'opposition petite-bourgeoise qui avait abandonné la défense de l'Union soviétique au début de la Deuxième Guerre mondiale :

« La Révolution russe a montré en pratique, par l'exemple, comment on fait la révolution ouvrière [...]. Elle a montré dans la vie quel type de parti doivent avoir les travailleurs. Par sa victoire, et sa réorganisation du système social, la Révolution russe a prouvé pour toujours la supériorité de la propriété nationalisée et de l'économie planifiée sur la propriété privée capitaliste, la concurrence sans plan et l'anarchie de la production. »

– *The Struggle for a Proletarian Party*

La vague contre-révolutionnaire qui a englouti l'Europe de l'Est et qui balaie l'Union soviétique ne démontre ni la « fin du communisme », comme le proclame le triomphalisme bourgeois, ni que la révolution d'Octobre a été une expérience insignifiante, comme voudraient le faire croire certaines gens « de gauche ». Elle confirme au contraire, toutefois par la négative, le programme marxiste et trotskyste.

I

La création de l'Internationale communiste en 1919 était l'expression de la compréhension qu'avaient les bolchéviques que la Révolution russe était seulement le premier épisode, réversible, de la révolution socialiste mondiale. Le carnage de la Première Guerre mondiale avait brisé le système du capitalisme-impérialisme à son maillon le plus faible, la Russie tsariste. Lénine et d'autres dirigeants bolchéviques insistaient encore et toujours que la révolution devait soit s'étendre au moins à plusieurs des puissances industrielles plus avancées, soit succomber à l'encercllement impérialiste et à la contre-révolution. A la fin de la Guerre civile, en 1920, Lénine déclarait : « Tant que le capitalisme et le socialisme subsistent, ils ne peuvent pas vivre en paix : soit l'un, soit l'autre l'emportera à la fin, il faudra chanter un requiem soit pour la République des soviets, soit pour le capitalisme mondial. Ce n'est qu'un sursis de guerre » (*Oeuvres*, tome 31).

Mais le premier coup décisif porté contre l'Etat ouvrier soviétique le fut de l'intérieur. La pression de l'encercllement impérialiste, les ravages et l'éparpillement subis par la classe ouvrière russe pendant la Guerre civile, et l'échec et la défaite des révolutions prolétariennes au niveau international – en particulier la Révolution allemande de 1923 – avaient préparé le terrain pour l'accession au pouvoir d'une caste bureaucratique dirigée par J.V. Staline. Une opposition de gauche se rassembla autour de Trotsky ; la

« Plate-forme des 46 » d'octobre 1923 et le *Cours nouveau* de Trotsky (1923) mettaient en garde contre le danger de dégénérescence bureaucratique de la révolution.

Au milieu des années 1930, Trotsky concluait rétrospectivement que le Thermidor soviétique avait eu lieu en 1924. Il caractérisa l'Union soviétique comme un Etat ouvrier bureaucratiquement dégénéré, que le prolétariat avait obligation de défendre contre les attaques impérialistes à l'extérieur et la contre-révolution capitaliste à l'intérieur. Seule une révolution politique prolétarienne pour renverser la caste bureaucratique stalinienne pouvait restaurer l'Union soviétique comme bastion du socialisme mondial. Autrement, la dégénérescence bureaucratique aboutirait à la restauration du capitalisme, par un cheminement historique ou par un autre.

La bureaucratie nationaliste-conservatrice signifia son pouvoir en lançant une attaque frontale contre les fondements internationalistes du bolchévisme. Contredisant Marx, Lénine et ses propres déclarations vieilles seulement de huit mois, Staline affirma à la fin de 1924 que l'Union soviétique « peut et doit construire une société socialiste » dans les limites d'un seul pays arriéré. La doctrine du « socialisme dans un seul pays » n'était pas simplement une théorie erronée, mais la fausse conscience d'une couche bureaucratique qui s'était accoutumée à son statut privilégié, reposant sur la propriété collectivisée.

Dans l'espoir de prévenir une intervention militaire impérialiste, les partis communistes, sous la direction de Staline, cessèrent de plus en plus d'être des instruments révolutionnaires et soutinrent au contraire les secteurs de leur propre bourgeoisie considérés comme favorables à l'Union soviétique. Ceci fut codifié par la politique de front populaire entérinée par le VII^e congrès du Comintern, en 1935. Dans une interview accordée au journaliste occidental Roy Howard en 1936, Staline remit sur le tapis l'« exportation de la révolution », mot d'ordre abandonné depuis longtemps, dans le but de renoncer catégoriquement à toute intention d'encourager la révolution socialiste dans les pays capitalistes.

L'intervention militaire impérialiste n'était cependant pas l'unique, ni même le principal danger pour l'Etat soviétique isolé. Marx insistait que la base matérielle d'une société socialiste devait être un niveau de productivité économique plus élevé que celui des économies capitalistes même les plus avancées. Cela nécessite une économie planifiée au niveau international, qui applique les techniques scientifiquement les plus avancées. Dans son *Histoire de la Révolution russe* [Appendice II à l'édition anglaise], écrite en 1930, Trotsky expliquait pourquoi la doctrine du « socialisme dans un seul pays » était une utopie réactionnaire :

« Le socialisme est l'organisation d'une production sociale planifiée et harmonieuse, pour la satisfaction des besoins humains. La propriété collective des moyens de production n'est pas encore le socialisme, mais seulement ses prémisses juridiques. Le problème d'une société socialiste ne peut pas être abstrait du problème des forces productives qui, à l'étape actuelle du développement humain, sont par leur essence même mondiales. L'Etat séparé, devenu trop étroit pour le capitalisme, est d'autant moins capable de devenir l'arène d'une société socialiste achevée. L'arriération d'un pays révolutionnaire accroît en outre le danger qu'il a d'être rejeté vers le capitalisme. En excluant la perspective d'un développement socialiste isolé, les bolchéviks avaient en vue non pas un problème d'intervention isolé, mais tout le complexe de questions liées à la base internationale du socialisme. »

Seule l'Opposition de gauche a combattu résolument, et jusqu'au bout, la dégénérescence bureaucratique de la révolution. Même quand ils étaient exilés dans les camps de prisonniers en Sibérie ou quand ils se retrouvaient contre les murs maculés de sang des caves de la Loubianka, les trotskystes continuaient à défendre les objectifs d'Octobre. Les autres courants d'opposition apparus au sein de la vieille garde bolchévique ont capitulé devant Staline, démoralisés et déboussolés par ce qui était arrivé au pays de la révolution d'Octobre. Plusieurs décennies plus tard, Leopold Trepper, un communiste juif polonais qui, comme officier des services de renseignements militaires soviétiques, avait dirigé l'héroïque réseau d'espionnage de l'« Orchestre rouge » pendant la Deuxième Guerre mondiale, écrivit que seuls les trotskystes avaient une véritable compréhension du stalinisme et un programme révolutionnaire pour le combattre :

« Aujourd'hui, les trotskystes ont le droit d'accuser ceux qui jadis hurlèrent à la mort avec les loups. Qu'ils n'oublient pas toutefois qu'ils possédaient sur nous l'avantage immense d'avoir un système politique cohérent, susceptible de remplacer le stalinisme, et auquel ils pouvaient se raccrocher dans la détresse profonde de la Révolution trahie. Eux n'"avouaient" pas, car ils savaient que leurs aveux ne servaient ni le parti ni le socialisme. »

— le *Grand jeu* (1975)

II-

Les divers staliniens/maoïstes, anarchistes et renégats du trotskysme qui datent la dégénérescence décisive de l'Union soviétique quelque part entre 1919 et le « rapport secret » de Khrouchtchev en 1956 masquent un programme qui vise soit à nier la contre-révolution politique stalinienne, soit à abandonner la défense des conquêtes sociales de la révolution d'Octobre. Nous avons insisté au contraire : « Après janvier 1924, les gens qui gouvernaient l'URSS, la façon dont l'URSS était gouvernée et les objectifs en vue desquels l'URSS était gouvernée, tout cela avait changé » (« When Was the Soviet Thermidor? » [Quand a eu lieu le Thermidor soviétique?], *Spartacist* édition

Le Bolchévik

Organe de la Ligue trotskyste de France

Abonnez-vous !

30 FF pour 10 numéros (incluant *Spartacist*)

Hors Europe : 40 FF (avion 60 FF)

Etranger : mandat poste international

Algérie : 30 DA
Maroc : 20 DH
Tunisie : 3 000 m
Canada : \$ 12

Commande :
Le Bolchévik
BP 135-10
75463 Paris Cedex 10
France

LE BOLCHEVIK

Rendons coup pour coup à Mitterrand-Balladur !



Moscou : foire d'empoigne entre contre-révolutionnaires capitalistes

anglaise n° 43-44, été 1989).

Ceci a été récemment réaffirmé avec la force du témoignage vécu par Ivan Vratchev, un des délégués qui avaient combattu Staline lors de la XIII^e conférence du PCUS de janvier 1924, conférence bureaucratiquement truquée. Vratchev se souvient :

« Oui, je disais que les dernières heures de la démocratie dans le parti étaient en train de s'écouler [...]. Et c'est ainsi qu'il en advint. Plus jamais de tels discours ne seraient autorisés. Nulle part. A partir de ce moment a commencé la consolidation du pouvoir de Staline. »

Trotsky en était arrivé à la conclusion :

« L'écrasement de l'Opposition de gauche signifia, dans le sens le plus direct et le plus immédiat, le passage du pouvoir, des mains de l'avant-garde révolutionnaire aux mains des éléments les plus conservateurs de la bureaucratie et des sommets de la classe ouvrière. 1924, voilà l'année du commencement du Thermidor soviétique. »

– « L'Etat ouvrier, Thermidor et bonapartisme » (1935)

La destruction de la continuité révolutionnaire par la terreur de Staline qui s'ensuivit fut si totale que Vratchev et Mikhaïl Bitailsky sont les seuls survivants de l'Opposition de gauche soviétique des premiers temps, des militants qui ont conservé de la Révolution bolchévique, de ses objectifs et de ses valeurs, une compréhension non déformée par les perversions staliniennes ultérieures. C'est peut-être seulement aujourd'hui que nous prenons la pleine mesure du caractère systématique de la purge des éléments de gauche par Staline, qui est reflété dans l'absence de développement de courants politiques de gauche dans la classe ouvrière soviétique dans la période cruciale que nous traversons, 75 ans après la révolution d'Octobre.

Des révisionnistes contemporains comme Ernest Mandel – cherchant à s'attirer les faveurs des sociaux-démocrates occidentaux et de l'intelligentsia gorbatchévienne de l'époque, qui encensait l'Opposition de droite de Boukharine – ont cherché frauduleusement à présenter les trotskystes comme simplement les meilleurs et les plus conséquents des « démocrates » antistaliniens. En conséquence de quoi, ils ont imploré Gorbatchev de « réhabiliter » le dirigeant bolchévique. Au contraire, nous avons insisté que Léon Trotsky n'avait pas besoin d'un certificat de bonne conduite décerné par les héritiers de Staline.

De son côté, Pierre Broué critique l'Opposition de gauche pour avoir rejeté une alliance « gauche-droite » contre le centre bureaucratique de Staline à la fin des années 1920 et au début des années 1930. Comme nous l'avons écrit, l'opposition de Trotsky à un bloc politique avec l'Opposition de droite, derrière laquelle s'avancait la restauration capitaliste, a été la clé de la continuité du programme révolutionnaire de Lénine et du Parti bolchévique : la « démocratie » n'était pas un programme en soi, mais la condition dans laquelle les révolutionnaires de l'Opposition de gauche, combattant les trahisons staliniennes et l'usurpation du pouvoir politique de la classe ouvrière, pouvaient se battre pour regagner le Parti communiste au programme léniniste.

Un aspect central du combat de Trotsky contre le stalinisme était la compréhension que la défense de l'Union soviétique faisait partie intégrante de la lutte pour la révolution mondiale. Cette conception est rejetée avec la dernière énergie par l'assortiment des prétendants pseudo-trotskyistes, qui capitulent devant les pressions de l'« opinion publique » bourgeoise occidentale, souvent via la

social-démocratie. La défense de l'Union soviétique a été au cœur du dernier combat politique de Trotsky. Cette bataille est codifiée dans les textes réunis dans *Défense du marxisme*, ouvrage quasiment tabou pour les membres des organisations mandéliennes. Dans sa « Lettre aux travailleurs de l'URSS » d'avril 1940, le codirigeant de la révolution d'Octobre affirmait une fois encore :

« C'est le devoir des révolutionnaires de défendre bec et ongles toutes les positions conquises par la classe ouvrière, qu'il s'agisse des droits démocratiques, des échelles de salaires, ou d'une conquête de l'humanité aussi colossale que la nationalisation des moyens de production et l'économie planifiée. Ceux qui ne sont pas capables de défendre les conquêtes déjà arrachées ne pourront jamais se battre pour de nouvelles. »

3. La désintégration finale de la bureaucratie stalinienne

En 1918, la Russie des soviets a été envahie par plusieurs puissances impérialistes qui la déchiraient comme autant de hyènes. Plus tard, en dépit des efforts apparemment sans limites faits par Staline et ses héritiers pour brader les soulèvements prolétariens dans les autres pays, l'hostilité impérialiste n'a pas faibli. Hitler fit vœu d'extirper la « menace bolchévique mondiale » et déclencha l'opération Barbarossa contre l'Union soviétique, dont les défenses militaires avaient été criminellement affaiblies par Staline. Depuis la Deuxième Guerre mondiale, avec les deux guerres froides et les guerres par procuration, de la Corée à l'Afghanistan en passant par le Vietnam, aussi bien que pendant les brèves périodes de prétendue « coexistence pacifique », l'Union soviétique n'a pas cessé de subir harcèlements ou agressions ouvertes de la part des impérialistes.

Immédiatement après la Deuxième Guerre mondiale, les ex-alliés impérialistes de Staline se sont lancés dans une croisade de guerre froide visant à contenir la puissance militaire soviétique et à briser l'URSS économiquement au moyen d'un embargo de fait et au moyen de l'escalade de la « course aux armements ». Pendant les années 1950, des éléments influents des cercles dirigeants américains (par exemple George Kennan ou Nelson Rockefeller) soutenaient que le maintien d'une pression militaire suffisante pourrait faire craquer l'économie plus arriérée de l'Union soviétique. Cette stratégie a été suivie à outrance par Reagan-Bush dans les années 1980.

L'Amérique était sortie de la Deuxième Guerre mondiale en situation hégémonique par rapport à ses rivaux impérialistes. Les empires coloniaux, fragilisés de façon décisive, s'écroulèrent ou subirent les convulsions de luttes anti-impérialistes, un processus facilité par la victoire de l'URSS contre l'Allemagne nazie et qui introduisit dans les différentes métropoles impérialistes de longues périodes d'instabilité intérieure. La période qui sépare la première Guerre froide de la deuxième a été un interlude obtenu grâce aux sacrifices héroïques de la révolution vietnamienne et aux luttes sociales qui en résultèrent dans les pays impérialistes. La politique étrangère gaulliste cherchait à préserver une niche séparée pour la France, indépendante des deux camps de la Guerre froide, mais avec la lutte d'indépendance algérienne la France se retrouva au bord de la guerre civile.

Cette instabilité explosa en 1968 dans plusieurs pays. La trahison par le Parti communiste français de la situation



Yevgeni Khaldei

L'Union soviétique a écrasé le Troisième Reich nazi. Le 30 avril 1945, à Berlin, l'Armée rouge victorieuse hissait le drapeau rouge sur le Reichstag.

prérévolutionnaire ouverte par la grève générale et la révolte étudiante de mai-juin démontrait de la façon la plus claire possible que le PCF était un parti *contre-révolutionnaire*, déterminé à préserver l'ordre bourgeois, même en présence de la situation la plus favorable pour que le prolétariat s'empare du pouvoir. Un peu plus tard, la défaite de la révolution portugaise embryonnaire et la stabilisation de l'Europe de l'Ouest au profit de l'OTAN mirent fin à cette période.

I

Parce que la machine de guerre du Pentagone s'était enlisée depuis le milieu des années 1960 jusqu'au milieu des années 1970 dans la longue guerre, qu'elle perdra finalement, en Indochine, l'Union soviétique put atteindre la parité nucléaire stratégique avec les Etats-Unis, tout en augmentant substantiellement son niveau de consommation et en subventionnant l'Europe de l'Est, Cuba et divers régimes clients du tiers monde. Cependant, les succès illusoire de la politique de « détente » menée par Brejnev s'évaporerent après la guerre du Vietnam, quand l'impérialisme US lança une croisade antisoviétique des « droits de l'homme », suivie d'un effort d'armement agressif dirigé contre l'URSS. A la même époque, les effets cumulatifs de la mauvaise gestion bureaucratique conduisaient à un ralentissement brutal de la croissance économique soviétique. A partir du début des années 1970, les dirigeants du Kremlin déclaraient leur intention de passer à une croissance économique *intensive* grâce à la modernisation et au rééquipement des usines existantes. Cependant, comme Trotsky l'avait souligné dans *la Révolution trahie*, un développement économique intensif ne pouvait pas être obtenu, dans le cadre d'une planification centralisée, en l'absence de la *démocratie des soviets*. Une productivité élevée et le contrôle de la qualité ne peuvent être réalisés que par la coercition économique et la menace

de chômage (sous le capitalisme) ou par la compréhension qu'a le prolétariat que son travail sert les objectifs économiques et sociaux d'une société égalitaire. Dans une économie déformée par le commandisme, la corruption et les privilèges bureaucratiques, les efforts pour stimuler et réorganiser la production devaient bientôt se heurter à un mur.

Le régime de Staline des dernières années et plus encore ceux de Khrouchtchev et de Brejnev affirmaient leur légitimité politique non en référence à la Révolution de 1917, mais à la « Grande guerre patriotique ». La génération khrouchtchéviennne de la bureaucratie, en grande partie recrutée parmi les jeunes ouvriers et paysans éveillés à la vie politique par la révolution d'Octobre, se représentait le triomphe du socialisme comme l'extension de la croissance quantitative brute que l'Union soviétique avait connue dans les années 1930, puis dans la période de la reconstruction de l'après-guerre.

Avec le relâchement de la terreur totalitaire sous Khrouchtchev et Brejnev, la bureaucratie soviétique a perdu progressivement son ancienne cohésion en tant que caste fermée et hiérarchisée. La génération brejnéviennne, tout en continuant à se référer formellement au « marxisme-léninisme », avait comme idéologie fonctionnelle ce que l'on pourrait appeler le « surperpuissancisme ». En même temps, la corruption personnelle généralisée qui était le trait caractéristique de l'ère Brejnev engendra une « mafia » qui était protégée par des secteurs de la bureaucratie avec lesquels elle était imbriquée. Cette corruption attisait aussi les appétits de la jeune génération de l'appareil et de l'intelligentsia – les enfants éduqués et privilégiés de la bureaucratie – à vivre comme des capitalistes occidentaux.

Pendant les dernières années de l'ère Brejnev, les cercles dirigeants soviétiques, même les plus conservateurs d'entre eux, étaient profondément mécontents de la stagnation de l'économie et ils étaient prêts à accepter des changements structurels pour surmonter la pénurie en biens de consommation. Après les courts règnes de Constantin Tchernenko et de Iouri Andropov, l'arrivée au pouvoir, au début de 1985, de Mikhaïl Gorbatchev, le protégé d'Andropov, survenait au moment où il était patent que des changements radicaux se préparaient. Non content de relancer les campagnes d'Andropov contre la corruption et pour la discipline du travail, Gorbatchev eut recours sur le front ouvrier à un certain nombre de mesures économiques qui rappelaient l'époque de Staline : réintroduction du salaire aux pièces et élargissement du différentiel des salaires entre ouvriers qualifiés et non qualifiés, et entre les ouvriers et l'intelligentsia technique. Au sein du nouveau régime, un consensus existait pour expérimenter un programme néo-boukharinien de « réformes » orientées vers le marché afin d'augmenter l'efficacité micro-économique.

Au nom de la « nouvelle pensée », Gorbatchev arriva à la conclusion que des concessions majeures de la part de l'Union soviétique étaient nécessaires pour mettre fin à la deuxième guerre froide, dans l'espoir d'inaugurer une nouvelle période de « coexistence pacifique ». En même temps, nous avons noté l'aspect contradictoire de la politique de glasnost de Gorbatchev, qui créait une occasion précieuse pour la cristallisation d'un parti trotskyste en URSS. En 1987, nous écrivions dans un document pour une conférence nationale de la Spartacist League/US :

« Bien qu'il n'existe présentement aucune tendance connue au sein de l'intelligentsia soviétique qui se tourne du côté

du marxisme révolutionnaire, l'ébullition intellectuelle et l'ouverture actuelles pourraient ramener des éléments de l'intelligentsia vers le bolchévisme authentique [...].

« La *perestroïka* de Gorbatchev ne va pas seulement à l'encontre des intérêts matériels immédiats de la plupart des travailleurs, elle offense aussi leur profonde réserve de sentiments collectifs. En même temps, l'appel du régime à la *glasnost* permet un certain degré de contestation organisée contre la politique officielle [...]. La situation actuelle en Union soviétique est probablement plus favorable à l'émergence d'un mouvement ouvrier *indépendant* qu'à aucun autre moment depuis les années 1920. »

– « Toward Revolutionary Conjuncture » [Vers une conjoncture révolutionnaire] (juin 1987)

II

Ceci a été démontré de façon spectaculaire pendant l'été 1989, quand une vague de grèves de masse a déferlé sur les principales régions houillères de l'URSS – le Kouzbass dans l'ouest de la Sibérie, le Donbass à l'est de l'Ukraine et la région du Karaganda au Kazakhstan. Bien que les revendications des mineurs aient été limitées aux questions économiques, cette grève démontra l'existence d'une énorme puissance sociale sur le terrain. Des assemblées de masse débattaient de la stratégie pour la grève et des comités de mineurs commençaient à prendre le contrôle de la distribution dans des agglomérations et des régions entières, montrant ainsi la voie vers d'authentiques formations de type soviets. Par son évolution spontanée et rapide vers une situation de double pouvoir embryonnaire, la grève des mineurs démontrait non seulement la possibilité d'une révolution politique prolétarienne, mais aussi le besoin urgent d'une avant-garde révolutionnaire consciente pour diriger les luttes des ouvriers. En l'absence d'une direction trotskyste, la grève s'effiloche et Gorbatchev eut la possibilité, avec certains succès immédiats, de rallier à lui les grévistes en leur promettant que leurs légitimes revendications seraient satisfaites.

Ce vide de direction ne pouvait pas durer longtemps. A mesure que le régime trahissait ses promesses et que la situation continuait à se détériorer, dans les régions minières l'opinion se faisait violemment hostile au président soviétique. L'impérialisme US, agissant par l'intermédiaire de la bureaucratie syndicale américaine, est passé à l'action pour soumettre à ses intérêts la partie la plus politisée et la plus combative du prolétariat soviétique. En octobre 1990, à la fin d'une conférence des mineurs du Kouznetsk, un quarteron d'anticommunistes de choc – dont nombre de protégés de l'« AFL-CIA » – annoncèrent la formation d'un Syndicat indépendant des mineurs. Une grève dirigée par ce syndicat au printemps suivant contribua puissamment à saper un peu plus l'autorité en chute libre du régime de Gorbatchev.

A la conférence des mineurs d'octobre 1990, des représentants de la LCI purent faire notre première intervention directe dans le mouvement ouvrier soviétique. Nos camarades mirent temporairement en échec une campagne anti-communiste pour enrôler les mineurs soviétiques derrière la chasse aux sorcières internationale contre Arthur Scargill, le dirigeant du syndicat des mineurs britanniques. Une fois encore, l'opposition principale de la LCI à la contre-révolution de Solidarité fit ses preuves. Nos camarades soulignèrent que la bourgeoisie et ses laquais haïssaient Scargill parce qu'il avait dénoncé le « syndicat » favori de Reagan et Thatcher et parce qu'il avait dirigé en 1984-85 la grande grève des mineurs britanniques qui résistèrent



Dimitryev/Argumenty i Fakty

La grève des mineurs de l'été 1989 a ébranlé l'URSS, remettant en cause les « réformes de marché » anti-ouvrières de la perestroïka de Gorbatchev.

une année entière à la « Dame de fer », le premier ministre Margaret Thatcher.

A l'exception des mineurs de charbon, les actions de la classe ouvrière soviétique n'ont pas joué de rôle décisif dans l'issue de la crise finale du pouvoir stalinien. Néanmoins, la crainte de l'agitation populaire, et en particulier ouvrière, a *dissuadé* le régime de Gorbatchev de mettre pleinement en application la « transition vers une économie de marché » qu'il avait proclamée. Eltsine dénonçait les « demi-mesures » de Gorbatchev, tout en exploitant le mécontentement populaire croissant suscité par la misère et le chaos économique.

III

Le pas décisif conduisant à la désintégration de la bureaucratie au niveau économique a été franchi le 1^{er} janvier 1988, date à laquelle le régime de Gorbatchev a aboli dans les faits la planification et la gestion centralisées et les a remplacées par l'autofinancement des entreprises. En même temps, on a légalisé de petites entreprises capitalistes sous l'appellation pudique de « coopératives ». Mais au lieu de répondre aux demandes des consommateurs en assouplissant un système de « commandisme » pesant, la perestroïka a conduit au chaos économique quand, dans une économie planifiée, la planification a été abandonnée. Avec la disparition de la discipline bureaucratique dans l'administration économique, les gestionnaires pillèrent leurs entreprises et réduisirent la production des biens bon marché (et par conséquent non générateurs de profits), et les biens de consommation disparurent des magasins d'Etat.

Parallèlement, dès 1989 la bureaucratie stalinienne avait complètement perdu le monopole de l'organisation politique qui était auparavant le sien. Le Parti communiste de l'Union soviétique était divisé en fractions ouvertement

hostiles les unes aux autres, tandis que proliférait une myriade de partis nationalistes, anticommunistes et autres. Comme tactique de pression sur les apparatchiks conservateurs, Gorbatchev favorisait, en Russie et dans les Républiques baltes, des « fronts populaires » extérieurs au parti et composés d'intellectuels pro-perestroïka. En Russie, le mouvement du « front populaire » devint le vivier des « démocrates » anticommunistes qui se rassembleront plus tard autour d'Eltsine contre le régime de Gorbatchev. Dans les Républiques baltes, les fronts populaires passèrent rapidement sous le contrôle de nationalistes antisoviétiques qui réclamaient la sécession vis-à-vis de l'URSS pour rejoindre le « monde libre » capitaliste. La résistance bureaucratique contre le fait que Gorbatchev serait « allé trop loin, trop vite » se rassembla autour de la personnalité d'Egor Ligatchev, dont l'impuissance était l'expression de l'absence de programme alternatif, étant donné que la « solution » à la Staline – imposer la terreur et l'intimidation de masse pour réprimer toute menace potentielle – n'était plus une option viable.

La force destructrice des antagonismes nationalistes longtemps jugulés, libérée par la perestroïka de Gorbatchev, s'est déchaînée d'abord dans le Caucase. Le conflit déclenché début 1988 par des nationalistes arméniens sur la question du contrôle de la région autonome du Nagorny-Karabakh – une petite enclave à majorité arménienne à l'intérieur de l'Azerbaïdjan – a été une incitation à des massacres intercommunautaires. Alors qu'une grande partie de la gauche occidentale prenait fait et cause pour les nationalistes arméniens (chrétiens), nous avons dénoncé les affrontements fratricides sanglants et nous avons insisté sur le fait que la politique de marché de Gorbatchev encourageait les nationalités mieux nanties (comme l'Arménie) à chercher à améliorer leur sort aux dépens de leurs voisins plus faibles et plus pauvres. L'escalade de la guerre pour le Nagorny-Karabakh sapa l'autorité du gouvernement central soviétique. Dans les Etats baltes, l'opposition aux nationalistes ardemment procapitalistes, comme ceux du Sajudis lituanien, était initialement centrée sur le « Front internationaliste », composé en majorité d'ouvriers russo-phones. Pendant ce temps, le cœur même de l'URSS comme Etat multinational – l'union de la fédération de Russie et de l'Ukraine – était menacé par l'émergence des nationalistes ukrainiens du Roukh.

Dans le centre de gravité de l'Union soviétique que représente la Russie, la bureaucratie-intelligentsia se divisait en deux grands camps. Les partisans d'une économie de marché intégrale et d'une capitulation devant l'impérialisme occidental se qualifiaient eux-mêmes de « démocrates ». Nombre d'entre eux supposaient à tort que la restauration capitaliste leur offrirait instantanément un niveau de vie similaire à celui des « yuppies » de Wall Street et de Francfort. Une opposition hétérogène à ce cours était désignée sous le nom de « patriotes ». Ils étaient définis par leur prise de position en faveur d'un Etat fort centré sur la Russie, mais ils s'affrontaient sur des positions diamétralement opposées quant à la base socio-économique de cet Etat. Bien qu'un de ses porte-parole les plus en vue ait été le colonel Viktor Alksnis, un partisan déclaré du « modèle chilien » de transformation capitaliste, le milieu « patriote » était principalement composé de staliniens « durs » opposés à Gorbatchev. Nous avons mis dès le début en garde contre le fait qu'en revenant au nationalisme grand-russe, ces éléments renforçaient les forces réactionnaires, y compris les

antisémites déclarés.

Dans un premier temps, il manquait aux « démocrates » une base organisationnelle forte pour contrer l'appareil « conservateur » solidement retranché. Ils ont trouvé un point de ralliement en Boris Eltsine qui avait rompu avec Gorbatchev en 1987. Avec son come-back politique, en devenant président du Soviet suprême de Russie en mai 1990, Eltsine s'est construit un soutien populaire à coups de démagogie pseudo-populiste et de nationalisme russe antisoviétique. Tout à la fois, il vitupérait contre les privilèges bureaucratiques, appelait à une augmentation de la consommation grâce à une réduction des dépenses militaires et réclamait une autonomie économique accrue pour la République de Russie.

Sous la pression de sa base dans l'intelligentsia pro-occidentale et confronté à la montée de la crise économique, fin août 1990 Gorbatchev déclara ouvertement son soutien à la restauration capitaliste. Après beaucoup d'hésitations, il appuya un nouveau programme élaboré par ses conseillers économiques et par ceux d'Eltsine pour établir un capitalisme intégral en Union soviétique dans un délai de 500 jours. Dans notre premier tract en russe, nous écrivions :

« Le stalinien "libéral" Gorbatchev et ceux qui le soutiennent prétendaient que la perestroïka (restructuration) signifiait le renouveau et la modernisation du socialisme. Dès le début nous avons dit que ces "réformes" orientées vers le marché avaient pour but d'augmenter les privilèges des bureaucrates et intellectuels petits-bourgeois aux dépens de la classe ouvrière et jetteraient les bases d'une restauration capitaliste. Maintenant, on n'en est plus à jeter les bases, la question de la restauration capitaliste est carrément posée. »

– « Ouvriers soviétiques : brisez le "plan de 500 jours" de Gorbatchev-Eltsine ! », *le Bolchévik* n° 105, octobre 1990

Gorbatchev abandonna par la suite le programme des « 500 jours », mais il affirma son engagement en faveur de la restauration capitaliste, au moyen de « dénationalisations et privatisations » à un rythme plus lent. Ceci amena la bourgeoisie impérialiste à craindre qu'il se fût retrouvé « prisonnier » des « conservateurs » bureaucratiques. De même, le soutien de Gorbatchev à l'intervention de l'armée soviétique visant à empêcher la sécession de la Lituanie, en janvier 1991, et sa dénonciation du Sajudis lituanien comme cherchant à établir un « régime bourgeois » constituait pour les puissances occidentales des indications que le président soviétique n'était pas disposé à accepter l'éclatement de l'URSS en néo-colonies impérialistes comme il avait auparavant accepté l'éclatement de l'Europe de l'Est. L'impérialisme occidental commença ostensiblement à retirer son soutien à Gorbatchev, au bénéfice d'Eltsine.

L'évolution de Gorbatchev, des réformes du « socialisme de marché » à un programme de restauration capitaliste ouverte, prouvait une fois encore l'impossibilité de « réformer » le régime stalinien. La bureaucratie stalinienne était une caste fragile, dont l'existence était menacée par tout relâchement substantiel de son contrôle sur la vie politique et économique de la société. En 1956 en Hongrie, le régime « stalinien réformateur » d'Imre Nagy fut rapidement submergé par une révolution politique prolétarienne embryonnaire. En Union soviétique, le « socialisme de marché » a pavé la voie à la contre-révolution, comme ce fut le cas en Yougoslavie. Dans la brochure spartaciste « "Market Socialism" in Eastern Europe » [Le « socialisme de marché » en Europe de l'Est] publiée en juillet 1988 [reproduite dans *le Bolchévik* n° 87 (octobre 1988), n° 88 (novembre 1988)]

et n°89 (décembre 1988)], nous écrivions :

« Le programme du "socialisme de marché" est fondamentalement un produit du stalinisme libéral [...]. Il provoque chômage et inflation, aggrave les inégalités au sein de la classe ouvrière et dans toute la société, crée une dépendance vis-à-vis des banquiers internationaux, intensifie les divisions et les conflits nationaux et renforce considérablement les forces intérieures de la restauration capitaliste. »

4. Août 1991 : la contre-révolution prend le dessus

I

Les impérialistes ayant pris leurs distances vis-à-vis de Gorbatchev (en le renvoyant chez lui les mains vides après la conférence de Londres du G-7 en juillet 1991), son affaiblissement patent avait dressé le décor pour la lamentable tentative de coup d'Etat des apparatchiks menacés qui étaient les principaux ministres de son dernier gouvernement. Le détonateur fut l'imminence de la signature d'un nouveau traité d'union qui, en abandonnant aux républiques une partie importante des pouvoirs du centre, mettait à l'ordre du jour le démembrement de l'Union soviétique et menaçait de priver les hauts fonctionnaires et les pontes du parti de leurs fiefs bureaucratiques.

Dans la mesure où le « Comité d'Etat pour l'état d'urgence » mis en place par les organisateurs du coup d'Etat avait un programme cohérent, c'était la restauration bureaucratiquement contrôlée du capitalisme dans le cadre d'un Etat soviétique fort et unitaire : « la perestroïka sans la glasnost ». Nous l'avons qualifié de « coup d'Etat de la perestroïka ». Ledit comité ne se réclamait même pas démagiquement du « socialisme » ni des intérêts de la classe ouvrière. Il déclarait au contraire qu'il s'engageait à « soutenir l'entreprise privée » et avalisait l'abandon par Gorbatchev de l'Europe de l'Est à l'impérialisme de l'OTAN.

Il est significatif que les infortunés auteurs du coup d'Etat n'aient jamais tenté de s'en prendre à Boris Eltsine, leur principal adversaire, ni même à couper sa « ligne rouge » avec Washington, de peur de se mettre à dos les puissances occidentales et d'allumer une guerre civile qui aurait libéré des forces qu'ils ne pouvaient pas contrôler. La bourgeoisie impérialiste a saisi cette occasion, qu'elle attendait depuis longtemps, de détruire l'appareil gouvernemental de l'Union soviétique et d'installer à Moscou un régime capitaliste-restaurationniste à sa dévotion. Bush orchestrait ouvertement la « résistance » de la « Maison Blanche » d'Eltsine. Confronté à l'opposition de l'impérialisme mondial, le « coup d'Etat de la perestroïka » s'écroula en l'espace de trois jours.

Alors que la propagande impérialiste occidentale (relayée par une grande partie de la gauche) saluait dans le contre-coup d'Etat d'Eltsine la « nouvelle révolution russe », il n'y eut en réalité aucune opposition de masse significative au coup d'Etat du Kremlin. L'appel à une grève générale lancé au début par Eltsine fut complètement ignoré. Un des idéologues anticommunistes soviétiques les plus perspicaces, Alexandre Tshipko, écrivait : « Mais des millions de gens, l'écrasante majorité de la société, étaient indifférents au coup d'Etat. Si les conspirateurs avaient réussi à tenir bon et à jeter suffisamment de produits alimentaires sur les marchés, les gens se seraient réconciliés très rapidement

avec le nouveau gouvernement conservateur. »

Le Comité pour l'état d'urgence en refusant de s'en prendre à Eltsine, tout en ordonnant aux travailleurs de rester chez eux ou à leur travail, a dissuadé les ouvriers subjectivement socialistes et certains éléments des forces armées de combattre la racaille contre-révolutionnaire (fascistes, spéculateurs du marché noir, « yuppies ») qui était sur les barricades d'Eltsine. Si certains débris du stalinisme, comme le Conseil des ouvriers de Moscou, ont été jusqu'à parler de milices ouvrières, c'était pour « suivre les ordres et les instructions du Comité d'Etat », lequel ordonnait aux ouvriers de ne pas se mobiliser.

Ce qui était nécessaire, comme nous l'avons noté à l'époque, c'était d'appeler à des mobilisations ouvrières pour infliger une défaite aux forces eltsiniennes. *Cela aurait été le début d'une révolution politique prolétarienne.* Dans une polémique contre les thuriféraires pseudo-trotskyistes d'Eltsine, nous écrivions :

« Les "putschistes" non seulement manquaient de détermination, mais ils ne voulaient pas libérer les forces qui auraient pu vaincre les contre-révolutionnaires les plus extrêmes, car cela aurait pu conduire à une guerre civile si les eltsiniens avaient vraiment résisté. Et dans une lutte armée entre des restaurationnistes déclarés et des éléments récalcitrants de la bureaucratie, la défense de l'économie collectivisée aurait été mise à l'ordre du jour, quelles que soient les intentions des stalinien. »

– « Cheerleaders for Yeltsin's Counterrevolution »
[Les chefs de claue de la contre-révolution d'Eltsine], *Workers Vanguard* n° 535,
27 septembre 1991

Ainsi donc, la question était posée : le pouvoir d'Etat prolétarien établi par la révolution d'Octobre 1917 avait-il été détruit en août 1991, comme le proclamait la bourgeoisie impérialiste triomphante à laquelle faisaient écho la plupart de ceux qui se disent à gauche ? En réponse, nous avons rappelé ce que Trotsky affirmait dans « L'Etat ouvrier, Thermidor et bonapartisme » (1935) :

« L'écroulement inévitable du bonapartisme stalinien remettrait immédiatement en question le caractère d'Etat ouvrier de l'URSS. Une économie socialiste ne peut s'édifier sans pouvoir socialiste. Le sort de l'URSS, en tant qu'Etat socialiste, dépend du régime politique qui viendra remplacer le bonapartisme stalinien. » [Traduit par nos soins]

Le régime qui a remplacé immédiatement le bonapartisme stalinien en août 1991 était le régime capitaliste-restaurationniste d'Eltsine et Cie. Cependant, ce gouvernement a été mis en place par un contre-coup d'Etat dont la base était étroite, sans la participation, la bipolarisation ou la défaite de la classe ouvrière ou des forces armées. De ce fait, il était fragile et potentiellement transitoire. N'ayant pas à sa disposition de structure étatique solide pour imposer l'« ordre » contre-révolutionnaire, le régime d'Eltsine pouvait être renversé au cours d'une résistance ouvrière à la paupérisation du « libre marché ». En août, le pouvoir d'Etat prolétarien s'est donc trouvé fracturé mais non encore détruit. Nous écrivions : « Le pouvoir d'Etat s'est fracturé, le Parti communiste, qui en constituait le noyau dur bureaucratique, éclate en morceaux et est interdit dans le KGB et les forces armées ; l'union multinationale se disloque, république après république proclamant sa sécession » (*le Bolchévik* n° 113, septembre 1991).

La LCI a appelé à une révolution politique prolétarienne pour renverser le gouvernement capitaliste-restaurationniste d'Eltsine en Russie et ses semblables dans les autres républiques, et pour reforger l'Union soviétique sur des principes léninistes, sous la direction d'un parti d'avant-garde

authentiquement communiste. A l'époque, nous avons donné à cette perspective un contenu concret: 1) la formation de comités ouvriers indépendants dans les usines, les mines et les autres entreprises, pour empêcher les licenciements et les privatisations en prenant le contrôle de la production; 2) la formation dans les forces armées de comités de soldats et d'officiers pour empêcher les purges anticommunistes et l'utilisation de l'armée contre les intérêts des travailleurs; 3) la formation de gardes ouvrières multinationales de défense pour prévenir des massacres intercommunautaires.

Au contraire, la plupart des groupes se prétendant trotskystes soit ont pris place sur les barricades contre-révolutionnaires d'Eltsine (littéralement dans certains cas), soit se sont empressés sans vergogne de déclarer l'Union soviétique morte et enterrée, se débarrassant ainsi enfin du boulet de la défense de l'Union soviétique (une formule abstraite qui se concrétisait pour eux en son contraire).

II

Alors que le sort de la patrie de la révolution d'Octobre était en jeu de façon décisive, la LCI a publié un appel: «Ouvriers soviétiques: infligez une défaite à la contre-révolution d'Eltsine-Bush!» Distribué à des dizaines de milliers d'exemplaires, c'était la première propagande écrite diffusée à une large échelle en Union soviétique qui appelait à la résistance ouvrière contre les menées contre-révolutionnaires. Nos camarades sont intervenus dans l'énorme manifestation du 7 novembre 1991 pour l'anniversaire de la révolution, ainsi que dans les manifestations anti-Eltsine ultérieures, en tant que pôle révolutionnaire-internationaliste. Nous avons violemment dénoncé le chauvinisme grand-russe et l'antisémitisme et, de ces mobilisations hétérogènes, nous avons cherché à extraire et cristalliser un noyau de cadres déterminés à défendre les principes de l'Octobre de Lénine et Trotsky. Une banderole de la LCI, «Non à la restauration capitaliste! Oui aux acquis d'Octobre!», a été déployée bien en vue quand plusieurs milliers d'officiers de l'armée soviétique se sont réunis le 17 janvier 1992 au Kremlin.

Dans notre article qui suivait immédiatement le coup d'Etat (*le Bolchévik* n° 113, septembre 1991), nous écrivions: «Mais si Eltsine et Cie ont maintenant le champ libre pour une réintroduction à coups de trique du capitalisme, l'issue finale n'est pas encore acquise [...]. L'opposition venue des usines aux ravages de l'offensive capitaliste peut enrayer le processus, et empêcher la consolidation rapide de la contre-révolution.» Nous notions qu'aucune des puissances impérialistes n'était prête à «financer une OPA capitaliste». Et nous ajoutions: «Les forces qui soutiennent Eltsine voudraient bien devenir une classe capitaliste, mais elles n'en constituent pas encore une.»

Le prix que les impérialistes exigent même pour le plus misérable des programmes d'aide, c'est le chômage massif de la classe ouvrière et la *désindustrialisation* de la Russie, qui réduirait son économie à celle d'un pays du tiers monde fournisseur de matières premières, en particulier de pétrole et de gaz naturel, au marché mondial capitaliste. En décembre 1991, poussés par Washington, Eltsine et les dirigeants des autres territoires slaves, l'Ukraine et la Biélorussie, ont décrété la dissolution de l'URSS; Eltsine a pris le contrôle du Kremlin au nom de la Russie, déposant sans ménagement Gorbatchev en tant que chef en titre de ce qui

était formellement un gouvernement central.

Un mois plus tard, Eltsine imposait une hausse draconienne des prix des produits alimentaires et d'autres produits de première nécessité. Le 23 février 1992, la milice (police) et les unités d'élite OMON (unités paramilitaires de la police) étaient utilisées pour attaquer une manifestation à l'occasion de la Journée de l'armée soviétique. A cette époque, la LCI appelait à établir des comités ouvriers de défense pour prendre le contrôle des entrepôts gouvernementaux, confisquer les stocks accaparés par des personnes privées et superviser la distribution des produits de première nécessité. De tels noyaux de milices ouvrières, en coordination avec des éléments prosocialistes de l'armée soviétique, auraient pu être le fer de lance de la révolution politique.

En l'absence d'un prolétariat conscient, organisé en défense de ses intérêts de classe, les forces armées soviétiques, la seule institution multinationale qui subsiste, sont restées passives, la solde dépendant d'Eltsine. Des éléments du haut commandement se sont battus pour maintenir une armée unifiée devant le conflit qui oppose la Russie et l'Ukraine pour le contrôle de la flotte de la mer Noire, mais des secteurs significatifs du corps des officiers semblent être de plus en plus sous la coupe du chauvinisme grand-russe, et ce particulièrement dans les guerres fratricides où sont impliquées des minorités slavophones, comme en Moldavie. De tels conflits pourraient conduire à la russification rapide – tant en termes de composition ethnique que de conviction idéologique – du corps des officiers de l'Armée rouge, un processus comparable à la serbisation de l'Armée populaire yougoslave à travers les guerres nationalistes qui ont détruit cet Etat ouvrier déformé.

Alors que la sécession des mini-Etats baltes, sous la direction de nationalistes contre-révolutionnaires, n'avait pas fondamentalement remis en cause l'existence de l'Union soviétique, la déclaration d'indépendance de l'Ukraine, en décembre 1991, a signalé la dissolution de l'URSS. L'Ukraine était la deuxième république de l'URSS par la population et l'importance, le «grenier à blé» historique de l'Union soviétique. Cette proclamation d'indépendance était à la fois une concession et un encouragement aux forces nationalistes les plus extrêmes et aux fascistes, en particulier dans l'Ukraine occidentale aux populations fortement interpénétrées, où l'on a vu la résurgence monstrueuse des fascistes bandéristes qui avaient collaboré avec les occupants nazis pour massacrer des Polonais, des Juifs et des communistes. En même temps, il y a des indications qu'en Ukraine le nationalisme suscite une forte répulsion chez des éléments de gauche.

Le facteur le plus décisif est que la classe ouvrière, qui subit le poids de décennies d'atomisation et de paralysie sous la chape de plomb du stalinisme, n'est pas encore entrée en mouvement de façon significative; malgré une opposition évidente et largement répandue à la restauration du capitalisme. Une note du camarade Jim Robertson, datée du 11 avril 1992, résumait la situation en Russie:

«Si Eltsine peut obtenir des milliards d'aide financière des grandes puissances capitalistes, si la police devient un simple instrument mécanique et si les forces armées se retrouvent sous le contrôle du régime – ce qui ne semble pas être encore le cas –, alors l'effet cumulé de la passivité prolongée du gros des travailleurs et de leur isolement prolongé des éléments récalcitrants dans le reste de la société sera probablement la disparition de l'Etat ouvrier, sous quelque forme que ce soit.

« Pour qu'Eltsine ou un successeur comparable puisse ancrer un régime capitaliste, avec très peu de capital et une bourgeoisie de marché noir, ils trouveront probablement que provoquer un bain de sang de grande ampleur (et en sortir victorieux) constituera pour les masses une proclamation adéquate que les choses sont maintenant différentes et qu'elles le resteront. »

Les événements récents ont continué à aller dans une direction d'extrême gravité. La presse est pleine d'anecdotes sur l'« accumulation primitive capitaliste », c'est-à-dire le vol : gestionnaires et anciens bureaucrates se précipitent pour mettre la main sur la propriété socialisée, en utilisant toutes sortes de pratiques douteuses – encouragés, incités et conseillés par l'impérialisme international. La récente grève des aiguilleurs du ciel dans la fédération de Russie a été brisée de façon décisive par le gouvernement Eltsine, qui a eu recours aux OMON et à des éléments du MVD et du KGB. Un étudiant africain à l'Université Patrice Lumumba a été abattu par la milice de Moscou, en plein milieu d'une hystérique campagne de presse raciste. Des tonnes de livres de Marx, d'Engels et de Lénine sont détruits dans une pure frénésie idéologique anticommuniste. Eltsine a réorganisé les échelons supérieurs de l'armée, mettant en place une nouvelle couche d'officiers marqués soit par la soumission à sa personne, soit par un nationalisme russe virulent. Le 7 mai 1992, il a créé une armée russe séparée dont il est le commandant en chef. Comme le faisait remarquer l'officine de la CIA « Radio Free Europe/Radio Liberty » (21 août 1992) :

« A beaucoup d'importants égards, la nomination du général d'armée Pavel Gratchev [un nationaliste virulent] au poste de ministre de la Défense de Russie, le 18 mai 1992, a marqué le début de la période post-soviétique dans la sphère de la sécurité, de la même manière que la création de la CEI en décembre 1991 avait marqué la fin de la période soviétique dans la sphère politique. »

Aujourd'hui, c'est la croix de Saint-André, et non le drapeau rouge, qui flotte sur les navires de l'ex-marine de guerre soviétique.

Etant donné l'extension linéaire des événements récents, la conférence internationale est obligée de noter et de tirer les conclusions de la position que l'Etat ouvrier dégénéré de Staline et de ses héritiers a été détruit. Ceci signifie que notre travail en Russie, en Ukraine et en Biélorussie devra être conditionné par les propositions que la bureaucratie a été anéantie en tant que caste et qu'un Etat capitaliste, quoique fragile et réversible, a été créé. La consolidation de cet Etat au travers d'un gigantesque bain de sang – soit une violente répression contre le mouvement ouvrier, soit un conflit interethnique à grande échelle à la yougoslave – est probable dans un avenir proche. Les événements d'août 1991 (« coup d'Etat » et « contre-coup d'Etat ») semblent avoir joué un rôle décisif quant à l'évolution en Union soviétique, mais seuls des gens sous l'emprise de l'idéologie capitaliste pouvaient s'empresse de tirer cette conclusion à cette époque.

Le prolétariat soviétique, totalement privé de ses droits politiques depuis plusieurs générations – trop longtemps –, est dans une large mesure subjugué, avec une conscience historique qui ne remonte pas au-delà de la Deuxième Guerre mondiale. Aujourd'hui, dans la République de Russie, l'écrasante majorité de ceux qui se disent communistes (c'est-à-dire les « patriotes » staliniens), loin de chercher à diriger la classe ouvrière contre les forces de la restauration capitaliste, colportent un programme *plus réactionnaire* que la conscience de la masse des travailleurs non politisés.

Après le contre-coup d'Etat d'Eltsine, les débris du stalinisme en sont arrivés à faire toujours plus ouvertement cause commune avec des chauvins grand-russes, des monarchistes et des fascistes avérés, dans une coalition « rouge-brune ». Ceci a été formalisé à la mi-mars 1992 dans une « opposition unifiée » dont le document fondateur déclare : « Le salut de la mère patrie n'est possible que par une action commune, sur la base de la paix civile et de la confiance nationale » – autrement dit, bannir la lutte de classe au profit du nationalisme russe.

Les « patriotes » staliniens n'ont pas cherché à organiser la classe ouvrière, qui dans les principaux centres industriels est complètement *multinationale* – un état de choses qui reflète le haut degré de mobilité et de mariages interethniques en Union soviétique. Leur stratégie est de faire pression sur le gouvernement russe pour qu'il mène une politique plus nationaliste, faisant ainsi écho au vice-président d'Eltsine, Alexandre Routskoï, qui dénonce le dogmatisme du « libre marché » en matière de politique économique tout en défendant une ligne plus agressive concernant les revendications territoriales de la Russie en Crimée, en Moldavie, etc.

Deux courants semblent s'affronter parmi les nouveaux dirigeants : le bradage d'Eltsine au Fonds monétaire international, qui transformerait l'économie russe en pays du tiers monde exportateur de matières premières, contre les éléments récalcitrants parmi les ex-directeurs d'usine, organisés dans l'Union civique d'Arkady Volsky et d'autres groupes nationalistes et fascistes, qui veulent garder un certain semblant de base industrielle et qui réclament un secteur militaro-industriel subventionné et un Etat fort corporatiste. Tout ceci découle de la perestroïka de Gorbatchev, c'est-à-dire la dislocation par le haut de l'économie planifiée déformée par le stalinisme. Il y a bien sûr eu des étapes particulières dans la décomposition de la bureaucratie stalinienne. Au service d'une bureaucratie en train de se consolider, Staline et Boukharine, avec leur « socialisme dans un seul pays », avaient piétiné le communisme internationaliste de Lénine et Trotsky. La période Brejnev, avec sa corruption personnelle ouverte au sommet de la bureaucratie, a rendu l'idéologie du « socialisme dans un seul pays » complètement cynique et creuse.

L'effondrement interne de l'Union soviétique est une défaite considérable pour la classe ouvrière mondiale et une catastrophe pour les ouvriers soviétiques. Il y subsiste cependant une instabilité considérable. Le combat continue, en Russie et au niveau international, et dans les conditions diverses et variées qui résultent d'une division impérialiste mondiale conflictuelle du travail. Il n'y a aucune raison de croire que les vastes régions de l'ex-URSS, qui subissent de l'impérialisme mondial une brutale désindustrialisation, ne seront pas un endroit fertile et important pour le travail de notre organisation internationale.

III

Dès 1984, la LCI, par des voyages et des diffusions de presse, a consacré de sérieux efforts pour mettre notre propagande entre les mains de Soviétiques. Notre présence permanente à Moscou a commencé fin 1990 et a été renforcée en mai 1991. Son caractère assez tardif est dû en grande partie au manque de maîtrise du russe parmi nos cadres internationaux. Nos premières publications en russe sont apparues dans *Spartacist* (édition en anglais) en 1987-88, et notre premier *Bulletin Spartacist* en russe a été publié

à l'automne 1990, au début de la dernière période du régime Gorbatchev. Depuis lors, nous avons publié deux autres numéros du *Bulletin Spartacist* et de nombreux tracts et suppléments. Et nous avons diffusé des centaines de milliers d'exemplaires de nos publications dans toute la Russie et dans d'autres républiques, ainsi qu'aux soldats et officiers de l'Armée rouge stationnés en RDA. Les sections de la LCI, de Boston à Melbourne en passant par Rouen et Tokyo, ont mis des milliers d'exemplaires de nos publications en russe entre les mains de marins et d'artistes en tournée.

La première apparition publique importante de notre antenne de Moscou a été le discours prononcé par Martha Phillips, en juillet 1991, devant la Conférence des ouvriers de Moscou qui, bien qu'organisée à l'initiative des « patriotes » staliniens, a été une tribune largement ouverte à l'expression du mécontentement ouvrier. Son appel trotskyste à la formation d'authentiques soviets pour stopper la contre-révolution capitaliste, et pour la révolution socialiste internationale, a été chaleureusement applaudi par les centaines de délégués présents.

Alors que pratiquement toutes les tendances politiques organisées en Union soviétique se sont retrouvées à la remorque de la réaction nationaliste russe, nous nous sommes distingués pour avoir défendu une position dure sur les questions sociales les plus controversées dans cette société anciennement stalinienne. Peu après que les antisémites de Pamiat eurent relevé la tête, nous avons commencé à appeler à des mobilisations ouvrières pour écraser ces fascistes,

alors même que d'autres minimisaient le danger représenté par ces nervis en chemise noire.

Notre opposition inflexible à l'antisémitisme, qui est généralement accepté et encouragé, a été un test crucial pour les éléments qui cherchaient à se réclamer d'une façon ou d'une autre des fondements internationalistes de l'Etat ouvrier soviétique. Notre *Bulletin Spartacist* n°3, intitulé « Le parti léniniste – tribun du peuple », est un exposé propagandiste sur la lutte communiste contre toutes les formes d'oppressions spécifiques. Centré sur la question juive, ce bulletin traite aussi de la question femmes et de l'oppression des homosexuels.

Nos perspectives étaient et demeurent de chercher à regrouper une section de cadres autochtones autour du communisme authentique de Lénine et Trotsky et de forger une section de la LCI dans toute l'ex-Union soviétique. Nous sommes les seuls à nous opposer sans équivoque à la restauration capitaliste. D'autres qui prétendent défendre cette position, colportent en fait, sous une forme ou sous une autre, le « contrôle ouvrier » social-démocrate du capitalisme. Nous reconnaissons que les militants politiques soviétiques – ouvriers et intellectuels – qui se considéraient comme des communistes et comme des défenseurs de la révolution d'Octobre allaient probablement se retrouver sous l'influence du camp « patriote », qui a été la force organisationnelle derrière les manifestations anti-Eltsine.

Après la prise du pouvoir par Eltsine, nous avons participé aux manifestations pour défendre le Musée Lénine et

Бюллетень Спартаковцев **SPARTACIST**

Что такое троцкизм

Чего хотят Спартаковцы

Бюллетень Спартаковцев №2 **SPARTACIST**

КОММУНИЗМ

На борьбу за коммунизм Ленина и Троцкого!

Далее вы увидите: Долой ельцинско-бушковскую контрреволюцию! Долой ЕСПР, которая обернулась архаичной националистической фантомией!

За централизованное планирование путем советского диалогизма 32
 Доклад Пьера Бура: По заказу геростройки 44
 Защита Кубы - интернационалистический долг 64

Министерство культуры Коммунистической Партии (IV Интернационал)
 Редакция: яма 121019, Москва-19 0119

Bulletin Spartacist en russe

№1 (56 pages)
Ce qu'est le trotskysme

№2 (64 pages)
Luttez pour le communisme de Lénine et Trotsky!

№3 (48 pages)
Le parti léniniste: tribun du peuple

№4 (64 pages)
Le stalinisme s'est effondré: Pour la Quatrième Internationale de Trotsky!

Commande:
 2 FF le numéro

France:
 Le Bolchévik, B.P. 135-10
 75463 Paris Cedex 10

Russie:
 Spartacist
 121019 Moscou g-19, A/Ya 19

USA:
 Spartacist Publishing Co.
 Box 1377 GPO
 New York, NY 10116

Бюллетень Спартаковцев №3 **SPARTACIST**

Ленинская партия – Народный трибун

«Идеолог социал-демократов должен быть не солдатом троцкизма, а народным трибуном, который отчитывается не за нас и внешне признается проигравшим и убитым, а за нас был проигран и убитым бы стыл или влется они не встали»
 В. И. Ленин. Что делать? (1902)

Бюллетень Спартаковцев №4 **SPARTACIST**

Рухнул сталинизм – За IV Интернационал Троцкого!

Сталин утопил в крови Коммунистическую партию Ленина и Троцкого!

Министерство культуры Коммунистической Партии (IV Интернационал)
 Редакция: яма 121019, Москва-19 0119



Spartakist

Berlin, 7 avril 1993 – Le SpAD manifeste contre les expulsions avec des travailleurs vietnamiens sous contrat. La contre-révolution capitaliste signifie terreur raciste et expulsions en masse.

nous avons organisé un cortège dans le défilé pour l'anniversaire de la révolution. Bien que nous nous soyons invariablement heurtés à de petits groupes de stalinien anti-trotskyistes endurcis et d'antisémites fascistes, nous avons généralement réussi à repousser leurs attaques en faisant appel à d'autres éléments se trouvant parmi les manifestants anti-Eltsine. Mais après la diffusion en mars 1992 de notre tract qui attaquait durement les dirigeants nationalistes de l'opposition anti-Eltsine, l'escalade de la violence contre nos membres et sympathisants nous a contraints à suspendre notre vente devant le Musée Lénine. Etant donné le durcissement de la « coalition rouge-brune », notre perspective de regroupement en direction d'éléments alignés sur les « patriotes » ne donnera probablement pas de résultats à court terme. Il y a néanmoins des indices d'un mécontentement politique chez certains éléments au sein de ce milieu à propos de l'alliance absurde et suicidaire avec des fascistes. En attendant, nous avons de plus en plus modifié notre orientation tactique pour insister davantage sur la diffusion ciblée de propagande au prolétariat multinational de Moscou, dans des entreprises industrielles stratégiques.

L'assassinat en février 1992 de la dirigeante la plus éminente de l'antenne de Moscou, Martha Phillips – un meurtre perpétré par des individus et pour des motifs qui nous sont à ce jour inconnus – a été une perte tragique pour la tendance internationale et un revers catastrophique pour notre travail dans l'ex-Union soviétique. Le fait que nous ayons poursuivi notre travail à Moscou après l'assassinat de notre camarade dirigeante a rendu plus difficile à nos opposants de refuser de nous prendre au sérieux. Nous continuons cependant à être perçus comme étant essentiellement un groupe basé sur des cadres étrangers. Pour le moment, cet assassinat ainsi qu'une surveillance et un harcèlement policiers accrus ont eu un effet paralysant sur nos possibilités de recrutement. Outre qu'il constitue une perte irréparable pour notre travail, le meurtre de Martha a bouleversé les cadres centraux de notre internationale qui sont encore sous le choc et personnellement très affectés.

La dislocation radicale de l'économie et le chômage de

masse qui menacent peuvent encore provoquer des luttes ouvrières et une agitation populaire. Que de telles luttes s'étendent au prolétariat multinational, en transcendant les actions localisées et étroitement économiques et en échappant à l'emprise des forces nationalistes qui cherchent à les dévoyer en pogromes, et elles feront inévitablement surgir des organes de double pouvoir prolétarien. Une montée de grandes luttes ouvrières ferait aussi éclater la « coalition rouge-brune », poussant les éléments de gauche parmi les « patriotes » staliniens du côté des travailleurs. Dans tous les cas, la clé pour nos perspectives immédiates dans l'antenne de Moscou est de former un collectif de cadres avant que la contre-révolution ne se consolide à travers une répression brutale du mouvement ouvrier.

5. Allemagne : d'une révolution politique prolétarienne embryonnaire en RDA à l'Anschluss capitaliste

Un certain nombre de facteurs, tant historiques que conjoncturels, se sont combinés pour conférer à la classe ouvrière de la République démocratique allemande (RDA), à l'époque de l'écroulement final du pouvoir stalinien dans la sphère soviétique, le plus haut niveau de conscience sociale en Europe, de l'Est comme de l'Ouest. La Prusse et la Saxe étaient des bastions de l'aile gauche de la social-démocratie d'avant 1914, puis du Parti communiste allemand dans les années 1920. L'occupation militaire soviétique et la transformation sociale qui s'ensuivit eurent ainsi lieu dans la partie de l'Allemagne où les traditions socialistes prolétariennes étaient les plus fortes. L'occupation soviétique eut pour conséquence de purger l'ancien appareil d'Etat des fonctionnaires bourgeois qui avaient servi le régime nazi, une purge qui fut beaucoup plus complète que partout ailleurs en Europe de l'Est.

Ce n'est pas par hasard que ce soit en Allemagne de l'Est qu'a éclaté, le 17 juin 1953, la première révolution politique ouvrière antibureaucratique dans un Etat ouvrier déformé. Les archives récemment ouvertes de la RDA révèlent que le soulèvement avait gagné 373 villes et bourgades, avec des grèves dans 14 des 15 capitales régionales et des manifestations de plus de 500 000 personnes contre le régime détesté d'Ulbricht (Torsten Diedrich, *Der 17. Juni 1953 in der DDR*). Loin d'être le soulèvement pro-occidental que dépeignent et les staliniens et les dirigeants ouest-allemands, les ouvriers des hauts fourneaux est-allemands de Hennigsdorf défilèrent dans Berlin-Ouest jusqu'à l'Est en réclamant un gouvernement des métaux. Le 17 juin a démontré avec force le potentiel pour ce qui sera plus tard notre mot d'ordre spartaciste pour la réunification révolutionnaire de l'Allemagne par une révolution politique à l'Est et une révolution socialiste à l'Ouest.

Etant donné que la RDA n'était pas un Etat national, la seule base pour son existence était sociale. L'émigration agissait comme un mécanisme de sélection politique, les fonctionnaires nazis, les anticommunistes endurcis et les nationalistes allemands passant en Allemagne de l'Ouest, tandis que ceux qui restaient exprimaient au moins la volonté passive d'être citoyens d'un Etat qui se proclamait « socialiste ». Ceci resta vrai après la construction du mur

de Berlin en 1961 – une mesure de défense bureaucratique, que nous avons défendue, visant à empêcher l'hémorragie d'ouvriers qualifiés. L'Allemagne de l'Est était confrontée à un puissant Etat impérialiste qui, au nom du nationalisme allemand, déniait à la RDA le droit d'exister. Bien plus que ses homologues d'Europe de l'Est et de l'URSS, le régime Ulbricht-Honecker se réclamait d'une légitimité en insistant sur le caractère et les réalisations « socialistes » de la RDA.

A l'intérieur de ses étroites limites économiques et sous un contrôle bureaucratique extrêmement étroit, la RDA faisait bénéficier ses citoyens d'un niveau très élevé de programmes sociaux progressistes. Le statut des femmes – un indice clé du progrès social – était le plus élevé d'Europe. Par exemple, plus de 90 % des femmes est-allemandes avaient un emploi. L'accès à des crèches gratuites et les salaires relativement élevés des ouvrières, plus un an de congé maternité payé, encourageaient un taux de natalité supérieur à celui de l'Allemagne de l'Ouest (bien que l'avortement fût interdit en RFA). En conséquence, la moyenne d'âge de la population de l'Allemagne orientale est aujourd'hui plus basse qu'à l'ouest. Le choix d'un Juif, Gregor Gysi, pour remplacer Honecker à la tête du parti au pouvoir, est indicatif du cosmopolitisme de la culture politique de la RDA, à une époque de montée et d'omniprésence de l'antisémitisme dans toute l'Europe de l'Est et en Union soviétique.

I

Au cours des douze dernières années, la section allemande de la LCI, le Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands (SpAD) - anciennement Troztkistische Liga Deutschlands (TLD) - a connu une succession de problèmes. Son incapacité à reconnaître la montée d'un climat de nationalisme bourgeois revanchiste dans le pays, une incapacité qui désorienta la TLD dans le « mouvement de la paix », aboutit en 1985 à l'intolérable abstention de la TLD, avec le reste de la gauche allemande, dans les manifestations organisées par des groupes juifs contre la visite obscène par laquelle Reagan et Kohl ont rendu hommage à des officiers SS à Bitburg. Ceci amena le secrétariat international (SI) à prendre la décision (ratifiée par un plénum de la TLD) de faire subir à la section une « diaspora contrôlée », en transférant dans d'autres sections la plus grande partie des camarades allemands pour qu'ils y travaillent pendant une certaine période. Cette internationalisation a eu un effet salutaire, et la TLD a été reconstituée deux ans plus tard, le centre étant transféré de Francfort à Hambourg, avec un petit comité local à Berlin.

Cependant, peu de temps après, environ un an avant la chute de Honecker, il devenait évident, même de l'extérieur, qu'en RDA d'importants éléments cherchaient à utiliser la glasnost de Gorbatchev pour ouvrir la vie politique et intellectuelle. Tout en étant consciente de ce fait, la TLD nouvellement reconstituée n'a pas tenté de mettre une propagande appropriée entre les mains des militants politiques de la RDA. Le SI n'a pas davantage alerté suffisamment tôt les camarades sur cette ouverture. Des groupes d'opposition penchant à gauche prenaient forme pendant l'été 1989. Étant donné le contrôle extrêmement étroit qu'exerçait la sécurité d'Etat est-allemande (la Stasi), tenter de commencer un travail en RDA aurait bien pu s'avérer complètement infructueux, mais il aurait néanmoins fallu le faire. Il s'avéra que nous étions peut-être le seul courant en Allemagne sans une « Ostpolitik » agressive, que nous

allions bientôt nous trouver confrontés à la tâche de déplacer notre centre à Berlin, de recruter et d'intégrer nos premiers cadres en RDA, tout en intervenant dans une situation complexe et en évolution rapide.

Début octobre 1989, Honecker se dirigeait vers un coup de force contre des manifestations d'opposition toujours plus importantes dont l'épicentre se trouvait à Leipzig; il fut alors déposé par ses collègues, avec le soutien actif et probablement les encouragements de Gorbatchev. Les forces armées soviétiques ont laissé s'écrouler ce régime stalinien dur et ne sont pas intervenues par la suite dans les luttes politiques qui ont décidé du sort de la RDA. Tout ceci a produit une situation exceptionnellement ouverte pour une intervention politique trotskyste dans cet Etat ouvrier déformé pendant la période située entre octobre 1989 et la victoire décisive de la bourgeoisie impérialiste allemande dans les élections du 18 mars 1990 en RDA.

Après la chute de Honecker, l'ordre stalinien s'est rapidement délité. Le 4 novembre 1989, on pouvait entendre de nombreux mots d'ordre antibureaucratiques et procommunistes dans une manifestation d'un million de personnes à Berlin-Est. Quatre jours plus tard, pour faire baisser la pression, les autorités de la RDA ouvraient le mur de Berlin. Inquiets des pressions impérialistes pour imposer une réunification capitaliste, des intellectuels de gauche et des éléments réformateurs publiaient un appel « Pour notre pays », qui cherchait à préserver une RDA « socialiste ». Un exode massif des travailleurs des rangs du SED fut le détonateur d'une révolte de la base, qui en décembre 1989 chassa toute la vieille direction. Une nouvelle équipe « réformatrice » se retrouva aux commandes, représentée par Gysi comme chef du parti et Hans Modrow comme premier ministre de la RDA. On ajouta après SED (l'ancien nom du parti) Parti du socialisme démocratique (PDS).

L'impulsion initiale des masses est-allemandes ne visait pas la réunification avec les banquiers de Francfort et les industriels de la Ruhr, mais au contraire la construction d'une société socialiste décente, sur les fondements de l'économie nationalisée de la RDA. Sous cet aspect, la situation de novembre-décembre 1989 ressemblait à celle de la Tchécoslovaquie en 1968, quand le mot d'ordre de « socialisme à visage humain » du stalinien « libéral » Alexandre Dubcek exprimait les aspirations de la classe ouvrière et de l'intelligentsia. Le contexte international était cependant radicalement différent de celui auquel était confrontée la Tchécoslovaquie en 1968. Le puissant Etat impérialiste ouest-allemand était en mesure d'exercer une énorme pression politique et surtout économique pour aboutir à la dissolution de la RDA. Et sous Gorbatchev, la bureaucratie du Kremlin n'était plus déterminée à maintenir la domination militaire et donc politique de l'URSS en Allemagne de l'Est.

Mais si une révolution politique était bien en train de se dérouler, le fait crucial est que pendant cette période la participation ouvrière organisée était très faible. Si des mobilisations ouvrières de masse avaient eu lieu, les *Betriebskampfgruppen* (milices d'usine) auraient pu constituer des points d'ancrage du double pouvoir prolétarien. Le camarade Albert St. John écrivait : « Du fait en particulier de la disparition des organisations du parti et des syndicats dans les usines après novembre, cette structure interne nationale de milice basée sur les usines avait réellement la possibilité de devenir le lieu politique et militaire organisé de la révolution politique » (« Pour la clarté marxiste et pour aller

de l'avant», septembre 1990, *Spartacist* édition française n°26, printemps 1991). A partir de fin décembre 1989, les *Betriebskampfgruppen* ont été démobilisées et désarmées sans bruit par le régime « de transition » de Gysi-Modrow.

Bien que certains dans la gauche occidentale prétendent que la situation en RDA était intrinsèquement contre-révolutionnaire dès le début, la réalité est qu'une révolution politique qui se développait a été complètement laminée par la puissance de l'impérialisme ouest-allemand, qui a fait passer en force une réunification capitaliste. Ce n'est qu'en décembre que le premier drapeau ouest-allemand a été brandi et que le mot d'ordre des manifestations hebdomadaires de Leipzig a changé de « Nous sommes le peuple » en « Nous sommes un seul peuple ».

Ce n'est pas la première fois dans l'histoire que les forces de la contre-révolution ont submergé une révolution qui couvait ; les articles d'Engels sur 1848, réunis dans le livre *Révolution et contre-révolution en Allemagne*, témoignent d'une telle transformation. Ou, comme le note la citation qui figure sur la couverture de la première partie des « Documents and Discussion on the Collapse of Stalinism », publiés dans la série *International Internal Bulletin* : « Une révolution politique limitée est une affaire risquée ; au fond, les ouvriers prennent le pouvoir ou la contre-révolution capitaliste prend le dessus. »

L'usurpation stalinienne du pouvoir de la classe ouvrière et des décennies de domination stalinienne dans les Etats ouvriers déformés et dégénéré ont infligé des dommages incalculables et durables à la classe ouvrière internationale, en sapant la conscience de sa propre puissance sociale et en détruisant l'organisation nécessaire pour que cette puissance puisse influencer sur la société. De ce fait, quand les staliens ont abandonné le terrain, comme ils l'ont fait en Allemagne, la classe ouvrière était *désarmée, paralysée* et pénétrée de la *fausse conscience* qui lui avait été inculquée depuis des décennies (en particulier le front-populisme et un profond scepticisme quant à la possibilité de la lutte de classe dans les pays capitalistes avancés). En outre, la classe ouvrière est conservatrice pour ce qui est de transférer sa loyauté politique, et ce d'autant plus à un petit groupe de propagande qui n'a pas fait ses preuves. Comme l'écrivait Trotsky en 1940, « les ouvriers, en général, ne rompent pas facilement avec le parti qui les a éveillés à la vie consciente ». Le parti révolutionnaire doit combattre pour gagner cette autorité.

La classe ouvrière avait une attitude contradictoire à l'égard du SED, mais continua à suivre ce dernier, voyant en lui, à tort, de la façon décrite par Trotsky, le seul rempart la séparant de la restauration capitaliste. A la seule exception de Treptow, qui leur a explosé au visage, les staliens ont cherché par-dessus tout à éviter « le chaos », c'est-à-dire à éviter toute mobilisation des travailleurs. En outre, tout l'éventail des partis et des tendances politiques évitait les usines, tenant pour un fait acquis le caractère inévitable, ou même désirable, de la contre-révolution et voyant dans la classe ouvrière uniquement l'*objet passif* de ces événements ; à la manière des partis du Front populaire en Espagne, ils ont endormi la classe ouvrière avec leurs assurances.

Mais comme l'a montré par la suite Treptow, nous étions dès le début en lutte avec le régime stalinien démissionnaire sur la question de l'avenir de la RDA. Alors que nous appelions à un gouvernement des conseils ouvriers, les staliens travaillaient consciemment à empêcher une in-

urrection ouvrière, en démobilisant toutes les unités de l'armée qui avaient formé des conseils de soldats sous l'effet de notre propagande des mois précédents. Il y eut en fait un affrontement, marqué toutefois par la disproportion des forces, entre le programme de la révolution politique de la LCI et le programme stalinien de capitulation et de contre-révolution.

La Ligue communiste internationale a entrepris la plus importante mobilisation de longue haleine de l'histoire de notre tendance, puisant dans les ressources humaines et autres de toutes les sections pour intervenir en Allemagne. A partir de début décembre 1989, nous avons établi une feuille quotidienne, *Arbeiterpressekorrespondenz* (correspondance de presse ouvrière), qui a été diffusée à des milliers d'exemplaires en RDA - c'était la première fois que des trotskystes avaient jamais tenté de produire une propagande de masse régulière dans un Etat ouvrier déformé.

Une leçon centrale de notre intervention en Allemagne, tant pendant la période de révolution politique prolétarienne embryonnaire que dans la période de poussée vers l'Anschluss capitaliste contre-révolutionnaire, est la réaffirmation de ce que Trotsky a fait remarquer dans *les Leçons d'Octobre* : un parti qui n'a pas une direction capable de tournants brusques, en termes d'appréciation comme de tactiques, risque de faire dérailler la locomotive de la révolution. Parmi les différentes erreurs que nous avons commises dans la lutte appropriée et nécessaire que nous avons menée en Allemagne, la plus grave a été de ne pas être intervenus plus tôt, quand la situation était ouverte.

Pour intervenir efficacement en RDA, nous avons dû surmonter une mentalité de cercle de propagande qui régnait dans la TLD, qui a beaucoup tardé à se réorienter vers les tâches et le rythme hyperaccélééré d'une situation révolutionnaire, une situation exacerbée par un débat qui n'avait pas été complètement résolu ni assimilé dans la section sur la question de partis séparés en Allemagne de l'Est et de l'Ouest. Ceci nous a privés de recrues potentielles pendant la période initiale, très ouverte, ce qui a plus tard grandement limité notre efficacité. Ainsi, le premier des Spartakist-Gruppen, des organisations de transition pour recruter des militants socialistes en RDA, n'a pas été formé avant la mi-décembre.

Pour souligner la nécessité de l'internationalisme, par opposition au nationalisme étroit de la RDA, nous avons publié dans leur langue des salutations aux soldats soviétiques et aux ouvriers cubains, mozambicains, vietnamiens et polonais en Allemagne de l'Est. Notre ligne programmatique centrale était d'établir en RDA un gouvernement basé sur des conseils ouvriers (soviets), comme tremplin vers un Etat allemand prolétarien unifié, dans le cadre des Etats-Unis socialistes d'Europe. Nous avons appelé à un parti léniniste-égalitariste, en nette opposition aux staliens manifestement banqueroutiers.

Nos importantes ventes et diffusions de publications pendant ces mois cruciaux ont suscité des réactions satisfaisantes allant de la curiosité à l'intérêt et à la sympathie dans les usines, les universités et les unités de l'armée, à Berlin-Est et ailleurs en RDA, ainsi que parmi les officiers et les soldats soviétiques qui y étaient stationnés. Nous avons appris plus tard que notre appel à des conseils d'ouvriers et de soldats avait été largement discuté au sein d'unités de l'Armée populaire nationale est-allemande (NVA), ce qui avait conduit à la formation d'embryons de

comités de soldats, en particulier dans le nord-est, où nous avons ultérieurement recruté un certain nombre d'officiers de la NVA. Mais nous n'avons pas réussi à devenir un noyau organisateur efficace, avec une base importante, ni à être reconnus comme tel, pour combattre immédiatement la contre-révolution.

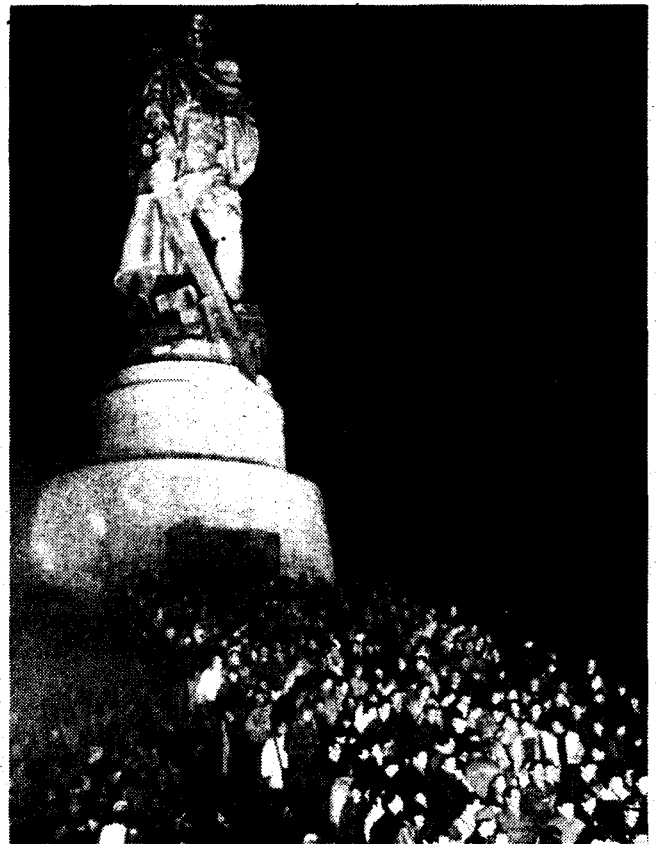
La question de notre influence parmi les dirigeants ouvriers n'était pas abstraite. Tout au long du mois de décembre, nous avons eu de nombreuses discussions politiques avec quelques dirigeants des *Betriebskampfgruppen*, et nous les avons aidés à rédiger et à produire deux tracts qui protestaient contre les plans visant à vendre leurs usines à des capitalistes allemands. Ils qualifiaient ces tracts d'« actions conjointes avec les Spartakist-Gruppen », parce que, disaient-ils, ils avaient toujours leur parti à eux, le SED. Ils étaient allés trouver les trotskystes parce que « leur » propre parti les trahissait, un fait dont ils étaient conscients, mais qu'ils refusaient de critiquer publiquement. Les discussions intensives que nous avons eues avec eux ont souvent buté sur le mur de la fausse conscience stalinienne. Mais les contradictions exprimées dans ces « actions conjointes », projetées à une plus grande échelle, expliquaient sans aucun doute la pression que ressentaient les dirigeants du SED pendant la période précédant Treptow. Cette pression était le produit de *notre* intervention, de *notre* propagande et de *notre* agitation.

L'impact de notre intervention sur la situation politique en RDA a dépassé de plusieurs ordres de grandeur la faiblesse relative de nos forces. L'exode des militants du SED en novembre et l'écroulement de sa direction centrale avaient créé dans les usines un vide organisationnel, alors que disparaissaient parti et syndicats. Notre agitation et notre propagande ont rempli ce vide dans une mesure significative, en offrant une perspective socialiste de combat contre la réunification capitaliste.

II

Notre impact politique grandissant a conduit à la manifestation du 3 janvier 1990 à Treptow, la mobilisation historiquement la plus significative dont notre tendance internationale ait jamais été à l'initiative. Quand, fin décembre 1989, des fascistes ont profané le monument aux soldats soviétiques de Treptower Park, à Berlin-Est, nous avons porté en main propre une déclaration, qui protestait contre cette profanation, au commandant en chef des forces soviétiques à Berlin-Est, déclaration dont nous avons fait parvenir une copie à la direction du SED. Nous avons pris l'initiative d'un appel à une mobilisation ouvrière de front unique contre cette infamie pour le 3 janvier, appel que nous avons largement diffusé. Sous la pression de sa base qui voulait s'opposer à la montée des provocations d'extrême droite, la direction du SED-PDS décida de mobiliser pour cette manifestation.

Un quart de million de personnes se sont rassemblées à Berlin-Est pour exprimer leur solidarité avec l'Armée rouge contre le fascisme allemand, allant ainsi directement à l'encontre de la croisade des sociaux-démocrates (et des nationalistes/fascistes) pour « chasser les forces d'occupation ». Cette gigantesque mobilisation ouvrière prosoviétique reflétait aussi la colère et la frustration face à la multiplication des discours sur l'« unité » avec l'Allemagne de l'Ouest. Les manifestants, ainsi que ceux qui suivaient cette mobilisation à la radio et à la télévision, entendirent deux programmes politiques opposés : celui des staliniens, représenté



Spartakist

Berlin-Est, 3 janvier 1990 – 250 000 manifestants se sont rassemblés à Treptower Park, suite à l'appel lancé à l'initiative des spartakistes pour protester contre la profanation du monument aux soldats de l'Armée rouge morts pour libérer l'Allemagne des nazis.

par Gregor Gysi, et celui des trotskystes révolutionnaires Renate Dählhaus et Toralf Endruweit. Treptow soulevait pour la première fois la possibilité d'une résistance ouvrière organisée, de la part de la base ouvrière du SED-PDS, à la réunification capitaliste.

C'est le spectre d'une résistance ouvrière organisée à la réunification qui a provoqué l'alarme, puis la fureur et les mobilisations anticommunistes. L'impérialisme allemand et ses agents sociaux-démocrates ont réagi à Treptow par une campagne furieuse pour briser l'autorité du SED-PDS. Les médias bourgeois ouest-allemands, les sociaux-démocrates (SPD) et leurs satellites locaux (par exemple le Nouveau forum et la Gauche unie), auxquels faisait écho une grande partie de la gauche pseudo-trotskyiste de l'Ouest, proclamaient que la profanation du monument aux soldats soviétiques ainsi que la manifestation contre cette profanation étaient des « coups fourrés de la Stasi » destinés à rétablir un Etat policier stalinien. Dans la « table ronde » qui jouait un rôle de semi-conseillère du gouvernement, un front populaire auquel participaient des groupes de droite et de gauche, les politiciens proréunification fustigeaient le SED pour s'être associé à des révolutionnaires trotskystes. Ils étaient particulièrement outragés que nous ayons qualifié à juste titre le SPD de « cheval de Troie de la contre-révolution ».

Les staliniens cédèrent rapidement à l'offensive réactionnaire. A la mi-janvier, la coalition gouvernementale était élargie à huit partis de l'opposition de la « table ronde »,

mettant ainsi le SED-PDS en minorité au sein du cabinet. Les élections prévues au Volkskammer (parlement), et que l'on s'attendait à voir le SED-PDS perdre, furent avancées de mai à la mi-mars. Le Volkskammer adopta une législation qui autorisait le capital étranger à prendre jusqu'à 49% de participation dans les entreprises nationalisées. En même temps, les staliniens abandonnaient le sigle SED dans le nom de leur parti, symbolisant ainsi la rupture du lien historique qui existait entre celui-ci et la RDA.

En janvier 1990, le SpAD était formé par la fusion de la TLD et des Spartakist-Gruppen. Un peu plus tard, le SpAD annonçait qu'il se présentait aux élections sur un programme de « Non à la réunification capitaliste » et « Pour une Allemagne rouge des conseils ouvriers dans une Europe socialiste ».

Fin janvier, Gorbatchev annonçait que l'Union soviétique accepterait la dissolution de la RDA au sein d'une Allemagne capitaliste unifiée, une position entérinée par Modrow. Ces annonces firent l'effet d'une bombe pour les ouvriers et les intellectuels qui désiraient et espéraient une société socialiste revitalisée. L'existence indépendante de la RDA ne pouvait maintenant être préservée que contre la politique déclarée de toutes les puissances mondiales ainsi que contre celle de son propre gouvernement.

Les pôles politiques, définis jusque-là par l'opposition ou le soutien à la réunification, se déplacèrent presque immédiatement sur des divergences quant aux conditions de la réunification. Un certain nombre de nos camarades qui travaillaient en RDA furent désorientés par le changement brutal du climat politique à droite. Comme le notait le camarade Nelson dans son rapport présenté devant la réunion du comité central à Berlin, le 17 février 1990 :

« Quelque chose s'est passé, politiquement, ici – en Allemagne de l'Est et dans notre organisation – après le 3 janvier. Et on a maintenant le bénéfice du recul. A l'époque, ce que nous avons vu, c'est que deux contacts de l'usine Narva ne voulaient plus discuter avec nous. Et il y avait certains problèmes pour savoir si nous essayons de mettre la main sur eux ou s'il y avait un problème dans notre organisation. Sauf que ce qui était réellement en train de se passer, c'était qu'après la manifestation de Treptow le SPD a lancé une attaque propagandiste féroce contre le SED, combinée à des mobilisations anticommunistes qui ont forcé le SED à effectuer un tournant rapide à droite. Sous l'impact des critiques du SPD, le gouvernement Modrow s'est simplement écroulé et a capitulé politiquement. Et ensuite, Gorbatchev a dit : "Allez-y, ayez une Allemagne unifiée." A ce moment-là, les impérialistes ont commencé à avoir un consensus. Auparavant, les Etats-Unis n'étaient pas tellement anxieux d'avoir une Allemagne unifiée. Maintenant, ils sont tous d'accord qu'ils ne retrouveront jamais une occasion semblable. Cela a provoqué une large démolition parmi la population de la RDA [...].

« Le problème est, je pense, que cette démolition a fait son chemin dans notre organisation. »

Cette désorientation s'exprima dans la proposition d'avoir comme mot d'ordre « Pour l'unité du SED », qui reflétait un espoir irréaliste que la bureaucratie est-allemande en décomposition allait résister à l'incorporation dans l'Allemagne de l'Ouest. Ceci fut rapidement corrigé grâce à l'intervention du secrétariat international. Mais depuis pratiquement la fondation du SpAD à la mi-janvier, et jusqu'à la mi-février, la section fut en proie à une quasi-paralysie, à telle enseigne que rien ne fut fait pendant cette période pour la campagne électorale. Ceci nous a coûté un temps précieux dans nos efforts pour rassembler la résistance ouvrière à la réunification capitaliste.

Pendant la campagne pour les élections du 18 mars 1990

au Volkskammer, le SpAD était le *seul* parti qui s'opposait sans ambiguïté et sans détours à la réunification capitaliste, en proposant même un pacte électoral de non-concurrence à tout autre parti qui prendrait cette position. Mais aucun autre parti n'adopta cette position de principe minimale. Les « élections du deutschemark » virent la victoire écrasante de l'appendice est-allemand de l'Union chrétienne-démocrate (CDU) de Helmut Kohl, le parti bourgeois au pouvoir en Allemagne de l'Ouest. Les Allemands de l'Est, ouvriers et petits-bourgeois, avaient fait le calcul qu'en votant pour le parti dominant du capitalisme allemand plutôt que pour les sociaux-démocrates dans l'opposition ou les ex-staliniens du PDS, ils obtiendraient des conditions plus favorables de la part de la classe dirigeante du nouvel Etat réunifié. Cette illusion fut rapidement et brutalement démentie.

Le large impact de notre intervention en RDA témoigne non seulement de la puissance du programme trotskyste, mais aussi de la grande affinité pour les valeurs socialistes au sein de la classe ouvrière dans ce pays. Le recrutement ultérieur à notre section allemande s'est opéré principalement dans l'ex-RDA. Nos nouvelles recrues est-allemandes sont pour la plupart de jeunes ouvriers et soldats. Le SpAD est reconnu, et notre propagande trotskyste continue à être mieux reçue par les ouvriers de l'Allemagne orientale (voir par exemple le lectorat de notre presse) que partout ailleurs dans le monde. Le travail en RDA a été un tremplin pour notre travail en Europe de l'Est et en Union soviétique.

III

S'il y a eu de multiples problèmes et erreurs, qui ont contrarié l'efficacité de notre travail en RDA, un aspect très positif a été la mobilisation des forces de la LCI tout entière (et de nombreux sympathisants, qui ont contribué généreusement au Fonds Lénine-Liebkecht-Luxemburg) pour lutter pied à pied contre la contre-révolution. Environ un tiers de la LCI s'est rendu en RDA pendant cette période (dont l'immense majorité s'est débrouillée pour venir par ses propres moyens), ce qui a eu aussi pour effet d'internationaliser considérablement nos membres. Beaucoup de ceux qui n'avaient pas fait le voyage étaient engagés dans un indispensable travail de soutien ; par exemple, le *Spartacist* en allemand et certains numéros de *Spartakist* ont été produits à New York afin de libérer des cadres germanophones pour le travail en RDA. Cette extraordinaire mobilisation comportait aussi ses faiblesses inhérentes. Par exemple, au moins la moitié des camarades présents sur le terrain à un moment donné ne parlaient pas allemand.

L'intervention de la Ligue communiste internationale en RDA témoigne de comment la lutte pour la clarté et les principes trotskystes prépare pour les rudes tests de la lutte de classe. Plus d'une décennie passée à combattre la course à la guerre antisoviétique – comme par exemple avec notre campagne de propagande de plusieurs années pour dénoncer l'affaire du KAL 007 comme une provocation impérialiste – et à nous opposer aux capitulations des directions staliniennes, comme sur la question de l'Afghanistan, avait préparé les camarades à aller mener bataille en Allemagne. *Les travailleurs de tous les pays, et nous avec eux, ont subi une grave défaite avec la victoire du Quatrième Reich. Mais nous nous sommes battus.*

Au niveau international, la campagne de la LCI contre la réunification capitaliste, campagne connue dans de larges milieux, a tiré une ligne de démarcation avec les groupes



Nils Foltynovicz/Ruhr-Nachrichten

Manifestation de sidérurgistes à Dortmund en février 1993. Après la destruction de l'économie est-allemande par le Quatrième Reich, les ouvriers sont censés payer la facture de la réunification. Toute résistance sérieuse à ces attaques antiouvrières devra se transformer en une lutte contre le régime capitaliste.

pseudo-trotskyistes qui tous ont soutenu ou accepté l'Anschluss (annexion) impérialiste de l'Allemagne de l'Est. L'importance de notre combat principal et de notre intervention intensive contre la réunification capitaliste se trouve mise en relief aujourd'hui que les méfaits du Quatrième Reich touchent toute l'Europe, et particulièrement l'Allemagne même.

IV

La victoire décisive des chrétiens-démocrates dans les élections de mars 1990 a scellé la destruction de la RDA, au niveau politique. L'union monétaire instaurée le 1^{er} juillet 1990, qui faisait du deutschemark le seul moyen d'échange, ainsi que la prise de contrôle des entreprises nationalisées par la Treuhandanstalt (office de tutelle) ont dissous l'Etat ouvrier déformé est-allemand au niveau économique. Cependant, la réunification capitaliste n'a été marquée ni par une guerre civile ni par une résistance ouvrière de masse. S'agissant de la première contre-révolution dans un Etat ouvrier déformé, ceci posait des questions théoriques auxquelles le mouvement marxiste n'avait pas été jusqu'ici confronté. Ces questions ont été abordées dans une discussion interne à la LCI sur l'effondrement du stalinisme. Deux des contributions les plus synthétiques ont été publiées dans *Spartacist* édition française n° 26 (printemps 1991).

Le fait de reconnaître qu'il y avait eu une contre-révolution « pacifique » en Allemagne de l'Est équivalait-il à du réformisme à l'envers, comme Trotsky l'avait écrit de ceux qui argumentaient dans les années 1930 que l'Union soviétique était devenue capitaliste ? Dans la discussion, on fit remarquer que l'observation de Trotsky concernait non pas la question de la violence mais la conception de changements graduels, progressifs, du caractère de classe de l'Etat. Comme l'écrit Trotsky dans « La Quatrième Internationale et l'URSS - La nature de classe de l'Etat soviétique » (octobre 1933) : « Qui affirme que l'Etat soviétique s'est transformé graduellement d'Etat prolétarien en Etat bourgeois ne fait que dérouler en sens inverse le film du réformisme. »

Le pronostic de Trotsky était qu'il faudrait une guerre

civile pour restaurer le capitalisme en Union soviétique et pour défaire les profonds changements résultant d'une révolution prolétarienne. Mais comme l'expliquait Trotsky dans *l'Internationale communiste après Lénine*, « si une armée en situation critique capitule devant l'ennemi sans combattre, cet effondrement remplace parfaitement "une bataille décisive", en politique comme à la guerre. » En Allemagne de l'Est, l'Etat ouvrier déformé, qui avait été établi dans une large mesure par en haut et de l'extérieur, a été avalé par l'impérialisme ouest-allemand, plus puissant. Dépourvue de toute perspective viable, la bureaucratie s'est simplement écroulée. Il n'y a là rien de graduel : l'appareil d'Etat de la RDA n'a pas été réformé, mais purgé et démantelé par les vainqueurs.

Ceci posait la question plus large du rôle de la conscience dans la construction d'un Etat ouvrier. Dans son article « L'Etat ouvrier, Thermidor et bonapartisme » (février 1935), Trotsky soulignait les différences entre les révolutions bourgeoise et prolétarienne :

« Tandis qu'après la révolution l'Etat bourgeois se borne à un rôle de police, laissant le marché à ses propres lois, l'Etat ouvrier joue directement le rôle de patron et d'organisateur [...]. A la différence du capitalisme, le socialisme ne s'édifie pas automatiquement, mais consciemment. »

Bien qu'elle reposât sur des formes de propriété prolétariennes dont elle tirait ses privilèges, la bureaucratie stalinienne n'était pas engagée de façon irrévocable à les défendre. En l'absence d'une résistance ouvrière sous une direction révolutionnaire consciente, la destruction d'un Etat ouvrier sans guerre civile cataclysmique ne peut pas être exclue a priori.

V

Au lendemain de la réunification, la bourgeoisie allemande a délibérément démantelé la base usinière de ce qui était le dixième pays industriel du monde. La production industrielle a chuté de 75 % depuis 1989. Un an après la mise en place de l'union monétaire, presque 5 millions d'ouvriers sur 9,5 millions se sont retrouvés soit carrément au chômage, soit en « travail à horaires réduits », soit ont été chassés du marché du travail. Le chômage de masse

frappe tout particulièrement les femmes, dont la condition a encore empiré avec la fermeture des crèches et les attaques contre le droit à l'avortement. La fermeture des entreprises industrielles est-allemandes n'était pas basée sur des calculs de rentabilité capitaliste. Elle obéissait à des motifs politiques : *atomiser et démoraliser* le prolétariat traditionnellement socialiste de la RDA, et prendre une revanche sur la défaite infligée à l'Allemagne par l'Armée rouge pendant la Deuxième Guerre mondiale.

Sous le choc du chômage de masse, des grèves et des actions de protestation ouvrières dures et désespérées ont éclaté en Allemagne orientale au printemps 1991. Les travailleurs vouaient une haine toute particulière à Helmut Kohl, qui fut bombardé de légumes lors d'un discours à Halle en mai. Le désespoir de ces actions était en lui-même révélateur de l'absence de puissance économique stratégique de ces ouvriers. Cependant, ce prolétariat avec un haut niveau de conscience de classe a maintenant été incorporé dans le plus puissant Etat bourgeois d'Europe. La force du Quatrième Reich repose non seulement sur son appareil militaire-policié et sur ses ressources économiques, mais aussi sur l'étroit contrôle qu'exerce la bureaucratie social-démocrate sur le mouvement syndical ouest-allemand, le noyau stratégique du prolétariat industriel européen. Et ce contrôle est maintenant ébranlé.

Notre perspective stratégique doit être d'utiliser les luttes de la classe ouvrière d'Allemagne orientale, remuante et d'esprit socialiste, comme levier pour briser l'étai de la bureaucratie social-démocrate sur le puissant mouvement syndical ouest-allemand. Cette perspective ne peut cependant pas être réalisée par l'extension spontanée de luttes économiques ; elle nécessite de briser ce qui reste de l'autorité du PDS. Nous devons recruter un noyau de cadres parmi les militants ouvriers d'Allemagne orientale à la compréhension marxiste, c'est-à-dire trotskyste, de la catastrophe que le stalinisme feur a amenée. En juillet 1991, le camarade Al Nelson écrivait au SpAD :

« Les ouvriers de ce qui était autrefois la RDA sont poussés par le désespoir et la peur à des luttes basiques pour tenter de survivre. Un certain niveau d'illusions sur la "vie facile", qui accompagnait l'"unification", est balayé. Mais les travailleurs comprennent-ils mieux qu'en 1990 – quand 85 % des électeurs ont voté pour les coalitions de la CDU ou du SPD – comment et pourquoi cela leur arrive ? C'est la tâche du SpAD que d'apporter cette conscience historique, théorique, communiste au prolétariat. Si au lieu de cela nous traitons ces manifestations et ces grèves comme des luttes syndicales [...] nous contribuons nécessairement à perpétuer le bas niveau et l'étroitesse actuels. »

Les attaques économiques contre la classe ouvrière d'Allemagne orientale s'accompagnent sur le plan politique d'une chasse aux sorcières anticommuniste contre les responsables de la RDA. Sous la forme la plus grotesque, cela donne l'inculpation – sur la base d'accusations portées par les procureurs nazis ! – d'Erich Mielke, ex-chef de la sécurité d'Etat de la RDA, âgé de 84 ans, pour avoir abattu deux policiers berlinois pendant les dernières années de la République de Weimar, *il y a plus de 60 ans de cela*, quand il était un jeune militant du Parti communiste. Et l'ancien chef d'Etat de la RDA, Erich Honecker, a été emprisonné par le Quatrième Reich – sous l'accusation d'avoir donné l'ordre de défendre les frontières de la RDA – dans la même prison où il avait été détenu par la Gestapo sous le Troisième Reich.

L'objectif de cette chasse aux sorcières anticommuniste est de présenter la RDA comme un Etat criminel, déniaut

par-là même sa légitimité à toute lutte populaire, en particulier au nom du socialisme, contre l'ordre bourgeois. La défense par le SpAD des anciens responsables de la RDA persécutés par l'Etat bourgeois est par conséquent une composante vitale d'une perspective prolétarienne révolutionnaire en Allemagne. Comme nous l'avons écrit, ils sont jugés par la mauvaise classe, pour les mauvais crimes ; une révolution prolétarienne victorieuse aurait ses propres comptes à régler avec les bureaucrates staliniens. Nous avons défendu le PDS contre les attaques de la chasse aux sorcières, alors que ces nouveaux convertis de la social-démocratie livrent leurs finances et leurs trésoriers à un Etat bourgeois ivre de vengeance.

Avec la vague d'agressions fascistes visant des ouvriers étrangers, la défense des travailleurs immigrés et des demandeurs d'asile a pris une importance accrue en Allemagne. A l'automne 1991, ces agressions ont atteint le niveau de pogromes dans la ville minière est-allemande économiquement sinistrée de Hoyerswerda, où des émeutiers menés par des fascistes ont terrorisé des foyers d'immigrés pendant plusieurs nuits, avec la complicité de la police. Aujourd'hui, le pogrome de Rostock autorisé par l'Etat a donné le signal à une vague d'atrocités racistes dans tout le pays. Cela souligne le lien organique entre la montée d'un violent racisme anti-immigrés et la résurgence du nationalisme allemand, avec en Allemagne orientale l'élément supplémentaire du désespoir économique et de la lumpénisation de la jeunesse. Tout ceci est attisé par un racisme d'Etat déclaré, tous les grands partis, de la CDU au SPD, au PDS et aux Verts, s'accordant à réclamer sous une forme ou sous une autre des restrictions à l'immigration. De petits partis fascistes ont enregistré de fulgurants progrès électoraux en faisant campagne sur le racisme anti-« étrangers ».

Si la résurgence du chauvinisme allemand prend en premier lieu pour cibles les immigrés et les réfugiés à la peau sombre, la brusque montée de l'antisémitisme fasciste et de celui organisé par l'Etat symbolise le mépris toujours plus arrogant par lequel la bourgeoisie allemande traite la révolte suscitée dans le monde entier par l'Holocauste qu'elle a perpétré. Ainsi, nous voyons aujourd'hui une interminable série de profanations nazies de cimetières juifs et de monuments au souvenir des camps de concentration ; l'appartenance au SPD d'un politicien en vue qui a tué cinq Juifs en Ukraine en 1941 ; l'abominable campagne que mène depuis des mois le SPD contre des Juifs orthodoxes qui manifestent pour empêcher la destruction finale d'un cimetière historique à Hambourg ; la récente décision du procureur général de Rostock de jeter cinq ans en prison deux Juifs français pour avoir apposé sur l'Hôtel de ville une plaque rappelant la mémoire des Roms [Tsiganes] et des Juifs victimes des nazis.

Un aspect central du travail du SpAD dans la période actuelle est l'agitation en faveur des pleins droits de citoyenneté pour les ouvriers étrangers et ceux qui cherchent asile, et en faveur de mobilisations ouvrières/immigrées pour stopper la terreur fasciste. Ceci nous oppose nettement au PDS, au moment où celui-ci glisse vers la droite en s'adaptant au climat politique actuel du Quatrième Reich. Ces ci-devant staliniens devenus sociaux-démocrates font écho à l'antisémitisme et au racisme des partis bourgeois (par exemple contre les Tsiganes) et réclament davantage de flics. La dernière tentative du PDS de se rendre utile à une bourgeoisie qui précisément veut le détruire a consisté



Spartakist



Financial Times

Les trotskystes interviennent dans les manifestations contre l'escalade de la terreur fasciste en Europe, en appelant à des mobilisations centrées sur le prolétariat. A gauche, le cortège spartakiste à la manifestation d'août 1992 contre les attaques par les nazis d'un foyer de réfugiés à Rostock, en Allemagne, avec sur sa banderole « Ouvriers/Immigrés: stoppez les nazis maintenant! » A droite, des étudiants juifs parmi les 30 000 ouvriers et jeunes contre l'antisémitisme le 9 novembre 1992 à Rome.

en la participation de Gysi à la mise en place d'un « comité pour la justice » — un front populaire avec des réactionnaires est-allemands bien connus —, une manœuvre qui vise à fournir une soupape de sûreté inoffensive au mécontentement populaire.

VI

Aujourd'hui en Allemagne, les ouvriers sociaux-démocrates de l'Ouest, longtemps satisfaits de leur sort, sont confrontés à une offensive capitaliste visant à réduire les niveaux de consommation et les prestations sociales que les travailleurs avaient fini par considérer comme des droits. Les travailleurs de l'Allemagne orientale, qui gardent de fortes valeurs égalitaires, sont profondément antagonistes à la direction politique actuelle du Quatrième Reich. Et une importante fraction des deux millions de travailleurs étrangers (Turcs, Slaves du Sud, etc.) en Allemagne est intégrée au bas de l'échelle du prolétariat industriel syndiqué et stratégique. Ces ouvriers étrangers se sentent exclus de l'ordre bourgeois allemand et peuvent jouer un rôle de contrepoids combatif à la bureaucratie social-démocrate conservatrice et nationaliste.

Le climat politique réactionnaire qui a accompagné la destruction contre-révolutionnaire de la RDA a été spectaculairement affecté en mai 1992 par la grève de la fonction publique et des travailleurs des transports en Allemagne occidentale. Cette grève a été la première grande bataille entre le plus puissant mouvement syndical du monde capitaliste et les maîtres de l'impérialisme allemand — une manifestation de la contradiction fondamentale du Quatrième Reich. La bourgeoisie allemande s'efforce d'accroître le taux d'exploitation de son propre prolétariat afin d'extraire le surplus économique nécessaire pour réintégrer l'ex-RDA et établir une sphère d'influence néo-coloniale en Europe de l'Est, dans les Balkans et dans les ex-républiques soviétiques.

Pendant la guerre froide, le rôle international de l'Allemagne de l'Ouest, malgré sa puissance économique crois-

sante, était sévèrement circonscrit par l'impérialisme US et par l'Union soviétique. La bourgeoisie allemande a vu dans l'annexion de la RDA et l'écroulement du pouvoir stalinien dans la sphère soviétique une occasion d'atteindre par des moyens économiques les objectifs du Troisième Reich nazi. Pour que le Quatrième Reich assure sa domination politique en Europe de l'Est (une domination comparable à celle qu'exerce l'impérialisme US en Amérique latine), l'Allemagne devra racheter et tenir à bout de bras les appareils gouvernementaux et militaro-policiers, depuis la Croatie de Tudjman jusqu'à la Russie d'Eltsine. Cela requiert la dépense d'énormes quantités de surplus économique, et il faudra des années avant qu'un tel investissement politique néo-colonial produise un quelconque dividende économique.

La bourgeoisie allemande démantèle donc le système de « partenariat social » (c'est-à-dire de collaboration de classes avec la bureaucratie social-démocrate) qui avait cours depuis la Deuxième Guerre mondiale et elle se dirige vers un programme semblable à celui de l'Amérique de Reagan et de la Grande-Bretagne de Thatcher — comprimer les salaires, briser le pouvoir des syndicats et sabrer les prestations sociales (par exemple la santé publique). Mais il y a aujourd'hui en Allemagne de gros obstacles à l'application du programme de Reagan-Thatcher.

Le mouvement syndical ouest-allemand est bien plus fort organisationnellement que les syndicats américains dans les années 1970 et il possède une conscience de classe plus élevée dans un sens économiste. Contrairement à la Grande-Bretagne, l'Allemagne n'a pas subi une longue période de déclin industriel, conduisant à un chômage de masse et à une lumpénisation qui auraient sapé la puissance syndicale. Et contrairement aux bourgeoisies britannique et américaine, qui étaient principalement intéressées à piller les secteurs de leur économie où abondaient les liquidités, les capitalistes allemands cherchent une expansion internationale, pour laquelle ils doivent maintenir une base industrielle productive.

Tout bien pesé, il est peu probable que le Quatrième Reich obtienne par des moyens économiques ce que le Troisième Reich n'a pas réussi à faire par des moyens militaires. Les efforts pour y parvenir vont exacerber la lutte des classes en Allemagne même, accroître les tensions entre la bourgeoisie allemande et les autres bourgeoisies européennes (témoin l'issue incertaine de la ratification du traité de Maastricht) et perpétuer le chaos en Europe de l'Est.

VII

La situation en Allemagne apparaît favorable au développement d'un parti trotskyste. Le Spartakist-Arbeiterpartei est aujourd'hui à peu près la seule organisation politique présente en même temps en Allemagne orientale et occidentale, précisément parce que nous avons combattu la réunification capitaliste. Pour mieux étouffer la classe ouvrière à l'Est et à l'Ouest, les sociaux-démocrates (SPD et PDS) et les Verts maintiennent des organisations séparées, ainsi que le font même des pseudo-trotskystes comme les mandéliens. Les contradictions dans lesquelles ces opportunistes invétérés sont empêtrés ont été vivement aiguës par la contre-révolution : si au niveau international certains mandéliens ont salué la réunification capitaliste, leurs camarades ouest-allemands (enfouis dans une organisation commune avec des stalinien) n'ont rien fait ; les mandéliens est-allemands ont constitué leur propre groupe qui poursuit une existence séparée, deux ans après la réunification !

Une tâche majeure et urgente pour notre section allemande a été de réaliser une véritable fusion de camarades issus de cultures politiques très différentes et ayant des niveaux de vie très différents. Ceci a conduit cette année à une crise et à une bataille politique dans le SpAD autour du maintien et du renforcement de la section locale de Halle, située dans le cœur industriel de l'ex-RDA. Comme l'écrivait un des camarades de l'Est : « Nous avons donc toujours en Allemagne nos deux sections, qui sont divisées par une ligne social-démocrate dans la tête de nombre de camarades à l'Est et à l'Ouest. » Le document de la conférence nationale de juillet 1992 du SpAD notait :

« Il y a dans l'organisation une excoissance social-démocrate qui refuse de regarder en face les maux engendrés par la contre-révolution qui a détruit les moyens d'existence de millions de gens [...]. Halle n'est pas juste un problème organisationnel, mais un défi politique qui éclaire les tâches et les perspectives qui sont devant notre parti. »

Au cours de cette bataille, un certain nombre de camarades de l'ex-RDA se sont affirmés comme des dirigeants du parti.

Mais les difficultés à surmonter sont aussi objectives. Parce que la SL/US reste la plus grande section de la LCI et que notre *lingua franca* est l'anglais, l'organe à la périodicité la plus fréquente et qui publie les principaux articles de ligne est le journal en langue anglaise *Workers Vanguard*. Pour la même raison, les documents internes sont souvent produits d'abord en anglais. Or, la plupart de nos camarades de l'Allemagne orientale ne maîtrisent pas l'anglais (alors que leur maîtrise du russe s'est révélée d'une valeur inestimable). En conséquence, un effort concerté doit être entrepris afin que ces camarades acquièrent au moins la capacité de lire l'anglais. En outre, du fait des ravages de la réunification capitaliste, une grande attention doit être portée à une foule de facteurs matériels (logement, garde des enfants, transports) pour que la section de Halle fonctionne comme un centre régional.

Les occasions pour une intervention fructueuse en Allemagne excèdent de loin les capacités de notre section : de grandes luttes économiques à l'Ouest et à l'Est, la défense des ouvriers étrangers et des demandeurs d'asile contre la terreur fasciste et les attaques du gouvernement, l'opposition à la chasse aux sorcières anticommuniste, ainsi que la lutte politique contre nos opposants d'« extrême gauche » et le PDS. Nous pouvons aussi nous attendre à une résistance des femmes qui, avec la réunification, ressentent amèrement la perte de leur emploi, des crèches et de leur sécurité, et nous devons intervenir dans ces luttes. Le SpAD doit éviter les écueils symétriques d'une part de l'activisme irréfléchi et de l'agitation de masse bidon, d'autre part d'un repli sur une propagande passive. Un travail en direction de nos opposants, systématique et réfléchi, est nécessaire pour armer le parti face à ces deux écueils, contre lesquels Lénine a si efficacement polémique dans *Que faire?* Etant donné l'écart entre nos ressources organisationnelles et le niveau des luttes politiques et sociales en Allemagne, il est particulièrement important de mener nos activités et d'assurer leur suivi de façon à maximiser le recrutement.

Dans la période de l'après-Anschluss, le SpAD possède à son actif un capital politique substantiel, depuis ses initiatives pour des fronts uniques antifascistes à Halle et ailleurs jusqu'à son opposition à la chasse aux sorcières contre chaque symbole et vestige de la RDA. Il a aussi apporté une contribution internationaliste inestimable, avec des camarades recrutés en RDA qui jouent maintenant un rôle clé dans notre travail soviétique. La principale faiblesse persistante du SpAD est qu'il n'a pas encore consolidé une direction collective ayant de l'autorité et un ancrage programmatique solide sur le terrain d'une Allemagne capitaliste unifiée.

6. Nationalisme et contre-révolution en Europe de l'Est

Contrairement à ce qu'affirme la propagande occidentale anticommuniste, l'occupation militaire soviétique en Europe de l'Est après la Deuxième Guerre mondiale et la destruction du vieil ordre bourgeois qui s'ensuivit ne s'étaient pas heurtées à l'opposition de la masse de la population. De larges couches de la société avaient accueilli dans l'Armée rouge ceux qui les libéraient du cauchemar de l'occupation nazie, tandis que les ouvriers ayant une conscience de classe conservaient un souvenir haineux des dictatures réactionnaires, bonapartistes, fascistes et monarchistes qui avaient dominé l'Europe de l'Est de l'entre-deux-guerres.

Les premiers régimes stalinien d'après-guerre bénéficiaient dans le prolétariat d'un soutien important en Pologne et en Hongrie, et même de masse en Tchécoslovaquie et dans une Bulgarie traditionnellement prorusse. Cependant, à l'exception de la Yougoslavie titiste, les régimes stalinien d'Europe de l'Est avaient été imposés de l'extérieur, dans le vide de pouvoir laissé par l'écroulement du fascisme. L'ordre social dans les nouvelles « démocraties populaires » était ainsi hautement instable, l'opposition grandissante au pouvoir stalinien étant renforcée par un nationalisme dirigé contre Moscou et ceux qui étaient vus comme ses agents locaux.

L'effondrement de l'ordre stalinien pouvait conduire soit à une révolution politique prolétarienne, soit à une contre-révolution capitaliste, et ce en fonction de la conscience

politique du moment de la classe ouvrière – la force relative des aspirations socialistes par opposition aux illusions démocratiques bourgeoises et au nationalisme antisoviétique. L'effondrement temporaire de l'ordre stalinien en Pologne et en Hongrie en 1956, et plus tard en Tchécoslovaquie en 1968, avait conduit à des révolutions politiques réelles ou naissantes, et non à des contre-révolutions capitalistes. Les ouvriers hongrois ne voulaient pas revenir à une dictature de type horthyste. A l'automne 1956, ils avaient établi des conseils ouvriers, consciemment vus comme des organes de pouvoir ouvrier, qui s'étaient engagés à défendre la propriété socialisée.

En Pologne, en 1956, 1970 et à nouveau en 1976, des soulèvements prolétariens avaient été désamorçés, la bureaucratie ayant mis en avant un nouveau dirigeant qui promettait un nouvel accord, plus favorable. Gomulka comme Gierek jouissaient initialement d'une large autorité, en particulier parmi le prolétariat industriel. Mais après avoir à trois reprises été désillusionnée par le stalinisme « national-libéral », à la fin des années 1970 la classe ouvrière polonaise était susceptible d'être organisée par des cléricaux-nationalistes, sous la direction des impérialistes occidentaux et de leurs laquais sociaux-démocrates.

I

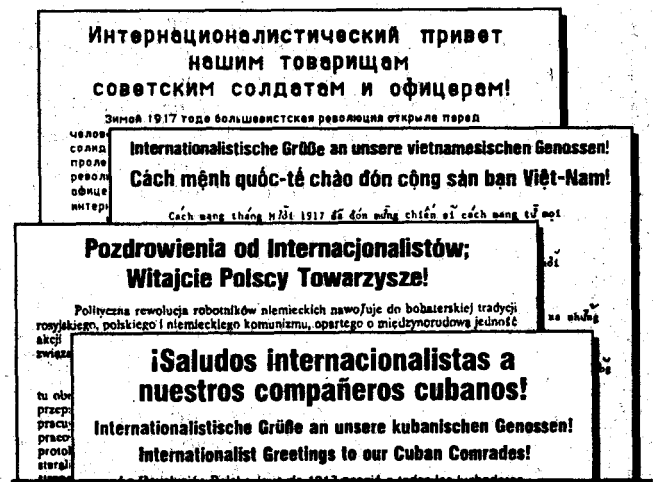
En 1980-81, Solidarność a réussi à mobiliser des secteurs importants de la classe ouvrière contre la bureaucratie, au nom de l'aigle polonais, de la croix du Vatican et des « élections libres ». La tentative contre-révolutionnaire de prise du pouvoir faite par Solidarność fut mise en échec en décembre 1981 par le coup d'Etat du général Jaruzelski, fermement soutenu par le Kremlin de Brejnev. Alors que la quasi-totalité de la gauche non stalinienne (ainsi que certains couards « eurostaliniens ») soutenait Walesa et Cie, la tendance spartaciste faisait son devoir de classe en défendant l'Etat ouvrier déformé polonais contre la restauration capitaliste soutenue par la CIA :

« Le cours contre-révolutionnaire de Solidarité doit être arrêté ! Si les staliniens du Kremlin, à leur manière nécessairement brutale et stupide, interviennent militairement pour l'arrêter, nous soutiendrons cette action. Et nous en prenons à l'avance la responsabilité ; quelles que soient les stupidités et atrocités qu'ils commettront, nous ne flancherons pas devant la nécessité de défendre l'écrasement de la contre-révolution de Solidarité. »

– le *Bolchévik* n° 28, octobre 1981

Notre bannière « Pour l'unité révolutionnaire des ouvriers russes, polonais et allemands », brandie dans la lutte contre la contre-révolution allemande, a été un puissant pôle d'attraction pour les futurs camarades du Spartakusowska Grupa Polski (SGP). La « Lettre aux ouvriers polonais » publiée en mai 1990 par le SpAD arriva entre les mains de ces militants originaires du RML (Mouvement de la jeune gauche). Venus du groupe de jeunesse stalinien officiel et en mouvement vers la gauche, ces camarades vomissaient le cléricanisme réactionnaire de Solidarność et recherchaient activement un programme authentiquement communiste. Arrivés déjà à des conclusions programmatiques largement en accord avec les positions de la LCI, ils sont entrés en conflit aigu avec les mandéliens et les morénistes pro-Solidarność qui se font passer pour trotskystes. Le SGP a été formé en octobre 1990 comme résultat d'une fusion avec ces camarades.

Différents groupes se réclamant du trotskysme ont essayé d'excuser leur soutien à Solidarność en prétendant qu'un



La LCI a mobilisé ses forces dans le combat pour une révolution politique prolétarienne en Allemagne de l'Est en 1989-90. Les spartakistes ont distribué des salutations internationalistes en russe pour les soldats soviétiques et en vietnamien, en polonais et en espagnol pour les ouvriers d'origine étrangère.

mouvement basé sur la classe ouvrière ne pouvait pas être contre-révolutionnaire. Mais si l'appel de Solidarność à des « élections libres » avait été mis en pratique, étant donné la force du nationalisme antisoviétique et les illusions dans la démocratie bourgeoise – produits de décennies de régime bureaucratique stalinien –, le résultat aurait été un gouvernement capitaliste-restaurationniste, comme cela s'est effectivement produit en 1989.

Au lendemain de la Révolution hongroise de 1956, Shane Mage, un des dirigeants fondateurs de la tendance spartaciste, avait exposé le cadre théorique et la dynamique probable d'une contre-révolution « démocratique bourgeoise » en Europe de l'Est. Dans ses textes écrits après 1956 (dont des extraits ont été publiés dans *Spartacist* édition française n° 17, sous le titre « La "démocratie pure" ou la révolution politique »), Mage prédisait que des « élections libres » à un parlement souverain amèneraient probablement au pouvoir des « démocrates » pro-occidentaux petits-bourgeois qui subordonneraient l'économie nationalisée au marché mondial capitaliste.

Après l'échec des régimes staliniens réformateurs, à la fin des années 1970 et dans les années 1980, le glissement vers la droite en Europe de l'Est a été renforcé et accéléré par la pression économique et politique de l'impérialisme. De Varsovie à Belgrade, le poids croissant du service de la dette auprès des banques occidentales forçait les gouvernements à réduire le niveau de vie des travailleurs. Quand, en 1989-90, la bureaucratie du Kremlin sous Gorbatchev abandonna à leur sort les régimes staliniens d'Europe de l'Est, les « démocrates » petits-bourgeois et les nationalistes prédominaient politiquement, avec un changement correspondant dans la conscience populaire. La RDA constituait une exception notable.

Il y avait une différence caractéristique dans la dynamique politique de la contre-révolution entre la partie nord de l'Europe de l'Est et les Balkans. En Pologne, en Tchécoslovaquie et en Hongrie, où le nationalisme anti-soviétique était le plus fort, les bureaucraties staliniennes ont été complètement mises en pièces et remplacées par des régimes fermement pro-occidentaux et ouvertement



Le Bolchevik

Le cortège de la Ligue trotskyste dans la manifestation du 10 mai 1993 à Paris contre la «réforme» raciste du Code de la nationalité

anticommunistes – Solidarność de Walesa à Varsovie, le Forum civique de Havel à Prague, l'Union démocratique d'Antall à Budapest – tandis que les anciens responsables communistes sont la cible d'une chasse aux sorcières.

Dans les Balkans (où le contrôle de Moscou avait toujours été moins étroit), les anciens staliniens, qui prétendent maintenant être des sociaux-démocrates à la manière occidentale, ont cherché à chevaucher la vague contre-révolutionnaire en se plaçant *eux-mêmes* à la tête des forces nationalistes réactionnaires. Des apparatchiks de premier plan des anciens régimes, comme Iliescu et Milosevic, s'efforcent de construire respectivement une « Grande Roumanie » et une « Grande Serbie ». En Bulgarie, le parti ex-stalinien demeure une force d'opposition puissante qui excite le chauvinisme antiturc.

Mais quelles que soient leur origine et leur position idéologique, aujourd'hui de la Baltique aux Balkans les nouveaux régimes d'Europe de l'Est ont des gouvernements capitalistes-restaurationnistes, directement au service des intérêts du capital financier occidental, qui s'efforcent de consolider des Etats bourgeois naissants et fragiles.

La question du caractère de classe de la Pologne de l'après-1989 a suscité une discussion avec les camarades du SGP. Le fait que la propriété nationalisée continue à exister était-il une preuve qu'il y avait toujours un Etat ouvrier déformé ? Trotsky avait abordé cette question en 1937 :

« En cas de victoire de la contre-révolution bourgeoise en URSS, le gouvernement devrait s'appuyer assez longtemps sur l'économie nationalisée. Mais que signifie une contradiction temporaire de cette nature entre l'Etat et l'économie ? Elle signifie la *révolution* ou la *contre-révolution*. La victoire qu'une classe remporte sur une autre vise précisément à reconstruire l'économie dans le sens des intérêts de celle qui a gagné. »

– « Un Etat non ouvrier et non bourgeois ? », novembre 1937

Le problème ne pouvait pas être réduit simplement à la propriété nationalisée. La question décisive était : les intérêts de quelle classe l'économie, la machinerie de l'Etat et les bandes d'hommes armés – le noyau du pouvoir d'Etat – servaient-elles ? L'accession au pouvoir, en 1989, du gouvernement Mazowiecki, dominé par Solidarność et ouvertement engagé à restaurer le capitalisme, a été suivie par la

dissolution de la police secrète (SB), le remplacement du haut commandement de l'armée, une purge en profondeur du corps des officiers et l'affectation de prêtres catholiques à toutes les unités. Si l'on ajoute à tout ceci l'élection de Walesa à la présidence fin 1990, un Etat capitaliste, naissant et fragile, a été établi.

Un autre sujet de discussion à l'intérieur de la LCI a été la nature de la guerre civile yougoslave qui a éclaté pendant l'été 1991. L'armée fédérale et le régime de Belgrade dirigé par Slobodan Milosevic défendaient-ils l'Etat ouvrier yougoslave contre le régime croate sécessionniste de Franjo Tudjman, soutenu par les impérialistes ? Bien que Milosevic soit souvent qualifié de « communiste » par la presse bourgeoise occidentale, cet ancien banquier international n'était pas moins engagé à introduire une économie de marché que le dirigeant ouvertement procapitaliste Tudjman. Le haut commandement de l'armée a abandonné ses proclamations antérieures sur la défense d'une « Yougoslavie socialiste » et s'est subordonné au nationalisme serbe dans une guerre fratricide – conduisant ainsi à l'élimination de tous les non-Serbes de l'armée et à la purge des officiers qui restaient fidèles à l'héritage titiste. Ceci ne pouvait conduire qu'à la destruction de la République fédérale socialiste de Yougoslavie, une destruction formalisée par la création au printemps dernier d'un nouvel Etat yougoslave (grand-serbe) qui a abandonné le nom de « socialiste ».

II

Les Etats bourgeois naissants d'Europe de l'Est sont cependant *extrêmement faibles et fragiles*. Ils ont amené une misère effroyable aux travailleurs de la région, sans engendrer jusqu'ici une nouvelle classe de propriétaires capitalistes. Les « traitements de choc » économiques, dictés par les banquiers occidentaux, ont causé chômage de masse et hyperinflation. Les nouveaux régimes d'Europe de l'Est sont confrontés à une contradiction fondamentale : essayer de restaurer le capitalisme sans capital. Les petits entrepreneurs – chauffeurs de taxi, boutiquiers, réparateurs – qui courent après l'argent vite gagné à Varsovie et à Budapest sont loin d'avoir les fonds nécessaires pour acheter et faire tourner les hauts fourneaux, les usines textiles et les mines

de charbon nationalisées qui sont aujourd'hui à vendre.

Sans la base sociale d'une véritable bourgeoisie, un nationalisme agressif est à la fois la force motrice de la restauration capitaliste en Europe, de l'Est et un produit de la campagne contre-révolutionnaire. De la Pologne de Walesa à la Serbie de Milosevic, la démagogie nationaliste – généralement liée à la réaction religieuse – est utilisée pour dévoyer la colère ouvrière née de la paupérisation en haine des peuples voisins et des communautés minoritaires. Ce phénomène a été analysé dans notre série de deux articles « Europe de l'Est : nationalisme et contre-révolution » (*le Bolchévik* n° 118, avril-mai 1992 et n° 119, juin 1992).

L'Europe de l'Est est aujourd'hui confrontée à des guerres de rapine territoriales, à des conflits frontaliers sanglants, à des massacres intercommunautaires et à de monstrueux transferts forcés de populations, qui frappent les peuples fortement interpénétrés de la région. En Tchécoslovaquie, la paupérisation imposée par le « traitement de choc » thatchérien du gouvernement de Prague a eu des effets dévastateurs en Slovaquie, dont l'économie était fortement dépendante du commerce avec l'Union soviétique ; elle a ainsi contribué au développement d'un mouvement sécessionniste et à l'éclatement du pays.

La contradiction fondamentale de la contre-révolution capitaliste en Europe de l'Est réside dans le fait que l'on impose aux masses travailleuses une paupérisation sans précédent sur la *base politique de gouvernements parlementaires faibles*. En Amérique latine et dans d'autres pays du tiers monde, les programmes d'austérité dictés par le FMI, même moins sévères, requièrent en général des régimes militaro-bonapartistes pour briser la résistance des ouvriers et des paysans. Les régimes contre-révolutionnaires actuels d'Europe de l'Est s'appuient sur la démagogie nationaliste et sur les illusions dans la démocratie parlementaire.

A la fin des années 1920, Trotsky avait pronostiqué que la *phase initiale* d'une contre-révolution en Union soviétique, qu'il identifiait alors avec le vocable « Thermidor », pourrait prendre une forme parlementariste ou même basée sur une constitution de forme soviétique ; il ajoutait cependant que cette situation ne pourrait durer longtemps :

« Mais il y aura inévitablement une résistance de la part du prolétariat ; celui-ci tentera de tenir ses positions, ou de reprendre celles qu'il a perdues. Pour repousser ces tentatives, et pour consolider véritablement son emprise, la bourgeoisie aura rapidement besoin, non d'un régime transitoire, thermidorien, mais d'un régime d'un type plus sérieux, solide et décisif – selon toutes probabilités, d'un régime bonapartiste ou, en termes modernes, fasciste. »

– « A une nouvelle étape », décembre 1927

[Traduit par nos soins]

Une telle transition n'est cependant en aucune manière un processus automatique. Dans ses polémiques contre la ligne « Après Hitler, nous » (la ligne stalinienne du début des années 1930 en Allemagne), Trotsky insistait que la bourgeoisie ne peut pas mettre en place à volonté un gouvernement bonapartiste ou fasciste. Remplacer une démocratie parlementaire par une forme d'Etat bourgeois plus réactionnaire et plus répressive demande une *lutte politique* que la bourgeoisie peut perdre, conduisant même à son renversement : « Le passage d'un système à un autre signifie la *crise politique*, laquelle, avec le concours de l'activité du prolétariat révolutionnaire, peut se transformer en danger social pour la bourgeoisie » (« Bonapartisme et fascisme », juillet 1934). Bien que Trotsky parlât ici d'Etats bourgeois établis depuis longtemps (l'Allemagne et la France), les

mêmes principes analytiques s'appliquent aux Etats bourgeois naissants d'Europe de l'Est.

Ces régimes bourgeois-restaurateurs fragiles et peu enracinés peuvent être jetés bas par une explosion de luttes ouvrières. Dans les élections parlementaires du printemps dernier, le Parti communiste a atteint 15 % des voix dans les régions tchèque et slovaque (et certainement un pourcentage beaucoup plus important du vote ouvrier). En Bulgarie, 40 000 mineurs organisés par le syndicat « indépendant » se sont mis en grève au printemps dernier contre les fermetures de mines décrétées par le gouvernement capitaliste réactionnaire de l'Union des forces démocratiques (UFD), que ce même syndicat avait aidée à accéder au pouvoir. Le régime fut contraint de faire marche arrière. En Roumanie, les mineurs de la vallée de Jiu, qui avaient déjà fait grève en 1977 contre le régime Ceausescu, sont descendus à deux reprises dans les rues de Bucarest, la première fois pour soutenir le gouvernement Ilescu-Roman contre l'opposition réactionnaire, la seconde, en septembre 1991, pour exiger la démission de ce même gouvernement dont les réformes de marché les conduisaient à la ruine.

III

En Pologne, en particulier, la paupérisation massive a provoqué une résistance ouvrière. Beaucoup des facteurs qui avaient placé la Pologne, avec sa contre-révolution cléricale-impérialiste, au premier rang de la restauration capitaliste « démocratique bourgeoise » en Europe de l'Est dans les années 1980, ont produit le retour de bâton le plus violent. Ailleurs en Europe de l'Est, les « démocrates » anti-communistes consistaient en une mince couche de l'intelligentsia, qui a pris la place des staliens dans une situation de passivité ouvrière. Mais en Pologne, la classe ouvrière hautement politisée a retourné contre le gouvernement de Solidarność les mêmes armes – grèves et manifestations – qu'elle avait utilisées contre les régimes staliens successifs. Depuis le début 1990, la Pologne a connu un niveau élevé et assez constant de luttes ouvrières, tandis que Solidarność éclatait pour donner naissance à des partis politiques anticommunistes farouchement hostiles les uns aux autres.

Le retour de bâton contre la contre-révolution au sein de la société polonaise n'est pas limité à la sphère économique. La campagne de la hiérarchie catholique pour faire interdire l'avortement, et plus généralement pour instaurer un Etat cléricale, s'est heurtée à une opposition considérable. L'année dernière, les sondages d'opinion montraient que 60 % de la population était favorable à ce que l'avortement reste légal et estimait que l'Eglise avait trop d'influence sur la vie publique. Pour la première fois depuis des décennies, un fort courant d'anticléricalisme populaire est réapparu en Pologne. Dans les élections au Sejm (parlement) d'octobre 1991, les partis ex-staliens ont récolté davantage de voix que le parti de Walesa ou celui de son premier ministre. A cet égard, un fait également symptomatique est que la poignée de camarades présents à Varsovie a vendu 500 exemplaires de nos publications à la dernière manifestation du Premier Mai, à laquelle participaient 15 000 personnes.

Dans une situation où des réactionnaires comme Solidarność 80 cherchent à se mettre à la tête de la contestation populaire et des grèves ouvrières, l'opposition au nationalisme pilsudskiste est cruciale pour construire un parti trotskyste. Nos camarades du SGP se sont forgé une solide

réputation de défenseurs, conséquents des femmes et des homosexuels, et d'adversaires de l'antisémitisme et du racisme anti-Tsiganes. Notre tête de pont est cependant ténue, et un petit groupe doit chercher des occasions de recruter des militants subjectivement révolutionnaires dans les luttes sociales turbulentes qui éclatent partout dans la société polonaise. Dans le cadre de leurs possibilités limitées, les camarades doivent s'efforcer de produire aux moments opportuns une propagande réfléchie.

7. France: la fin du front populaire de Mitterrand

En France, le parti communiste pro-Moscou (PCF) était le principal parti réformiste de la classe ouvrière pendant la deuxième guerre froide. Malgré la trahison par le PCF de la grève générale-révolte étudiante de mai-juin 1968, la bourgeoisie française et ses alliés de l'OTAN regardaient l'hégémonie d'un parti prosoviétique sur une classe ouvrière historiquement combative comme un sérieux point faible dans l'ordre impérialiste occidental.

C'est pourquoi l'élection en 1981 du gouvernement de François Mitterrand, gouvernement dominé par le Parti socialiste, a été saluée par un secteur important de la bourgeoisie en France – et aussi dans d'autres capitales de l'OTAN – comme l'occasion de détruire l'autorité du Parti communiste français. Le régime Mitterrand, aligné en cela sur Reagan et Thatcher, a poursuivi une politique anti-soviétique plus belliqueuse que ses prédécesseurs giscardien et gaullistes.

Contrairement à leurs alliés américain et britannique, pour les socialistes français l'ennemi communiste se trouvait non seulement à Moscou mais aussi dans la « ceinture rouge » ouvrière autour de Paris. Plutôt que Washington ou New York, c'est Paris qui est devenu le centre idéologique de la deuxième guerre froide. L'historien libéral en vue François Furet et les « nouveaux philosophes » de droite condamnaient l'ensemble de la tradition de la gauche européenne, forgée à l'origine dans le creuset de la Révolution française, comme étant responsable du stalinisme. Les groupes pseudo-trotskyistes français, relativement importants (Lutte ouvrière, la Ligue communiste révolutionnaire et le PCI de Lambert, qui s'appelle aujourd'hui Parti des travailleurs), ont servi d'écuyers à Mitterrand.

I

Le réaligement brutal de la politique française avait créé une situation favorable pour notre section, la Ligue trotskyste de France (LTF), qui doubla ses effectifs entre 1980 et 1989. La LTF se distingua comme les trotskystes qui défendaient l'URSS contre les attaques impérialistes, en particulier sur les fronts les plus chauds de la deuxième guerre froide – l'Afghanistan et la Pologne. Elle recruta parmi les jeunes stalinien et accrut son autorité auprès des éléments prosoviétiques du PCF qui, jusqu'à un certain point, voyaient en nous des alliés déconcertants contre la droite, les sociaux-démocrates et les pseudo-trotskyistes, et aussi contre le courant eurocommuniste de leur propre parti.

Notre orientation tactique fructueuse en direction de la couche « anti-opportuniste » des stalinien pro-Moscou atteignit son apogée en 1988, lors de la fusion avec Tribune communiste (TribCo), un petit groupe sous-propagandiste

aux franges du PCF, dont les origines lointaines remontaient à la tendance liquidationniste pabliste dans le mouvement trotskyste français dirigée au milieu des années 1950 par Michèle Mestre. Mais en 1989, avec le retrait de l'armée soviétique d'Afghanistan et l'abdication du régime Jaruzelski en Pologne en faveur de Solidarność, les stalinien « anti-opportunistes », dont la raison d'être était de constituer un groupe de pression sur la bureaucratie du Kremlin, avaient vu le sol se dérober sous leurs pieds. Ce facteur a contribué à la rupture de la fusion avec TribCo, début 1989, dans un contexte où les nécessaires batailles de l'après-fusion n'avaient pas été menées à l'intérieur de la section.

Il est significatif que cette rupture se soit produite en opposition à notre proposition d'organiser une brigade militaire internationale afin de combattre pour le régime nationaliste de gauche de Kaboul contre les moudjahidins organisés par les Etats-Unis. Cette bataille soulignait une différence programmatique fondamentale entre les trotskystes et les stalinien de gauche. Ces derniers étaient prêts à soutenir la bureaucratie du Kremlin quand elle agissait contre la contre-révolution soutenue par les impérialistes. Ils *n'étaient pas prêts* à combattre la contre-révolution soutenue par l'impérialisme quand cela allait à l'encontre de la politique de la bureaucratie du Kremlin, car cela nécessite la perspective d'une révolution politique prolétarienne à l'intérieur de l'Union soviétique.

Sous la direction stalinienne à l'ancienne manière de Georges Marchais, le PCF a accepté sans opposition ni dissensions internes visibles les capitulations de plus en plus grandes du régime de Gorbatchev devant l'impérialisme occidental. Au moment de la tentative de coup d'Etat au Kremlin en août 1991, Marchais et Cie proclamèrent « Notre différence [avec les auteurs du coup d'Etat] est totale »; depuis lors, ils ont insisté que leur parti n'a aucun rapport d'aucune sorte avec l'URSS.

Etant donné ses profondes racines dans la classe ouvrière, et étant donné que le Parti socialiste est une machine électorale déchirée par les luttes fractionnelles et non un parti de militants, il est probable, à moins d'une scission majeure, que le PCF restera un parti réformiste de masse, en concurrence avec les « socialistes eurocrates » sur une base nationaliste-populiste. La rupture du PCF avec Moscou a coïncidé avec une adaptation plus ouverte au racisme anti-immigrés (adaptation préfigurée par l'atrocité de Vitry en 1980), la question politique brûlante qui bipolarise la France aujourd'hui et qui affecte l'« extrême gauche », par exemple Lutte ouvrière. Pour construire un parti trotskyste en France, il est nécessaire non seulement de scissionner la base ouvrière du Parti communiste de sa direction bureaucratique, mais aussi de chercher à gagner cette base. De façon plus immédiate, les ouvriers avancés ayant un semblant de conscience communiste peuvent être gagnés. A plus long terme, par son intervention dans les luttes de la classe ouvrière, le parti, en tant que « tribun du peuple », doit gagner les ouvriers en les arrachant à tous les aspects de l'arriération politique et sociale.

II

Etant donné l'état de démoralisation et le discrédit du Parti communiste, la détérioration économique de la France pendant la décennie du régime du Parti socialiste de Mitterrand a nourri l'émergence d'un important mouvement fasciste, centré sur le Front national de Jean-Marie Le Pen. Le FN se présente aujourd'hui comme la seule alternative

«radicale» à un statu quo de plus en plus intolérable. On constate un chômage de masse permanent autour de 10%. La perspective de l'«intégration» européenne dans un marché unique en 1993 (unification qui soumettra l'économie française affaiblie à une concurrence accrue de la part de son puissant voisin allemand) pousse au désespoir des couches entières de la petite-bourgeoisie et des petits capitalistes qui cherchent leur salut du côté des démagogues fascistes.

La progression spectaculaire du Front national au cours des dernières années reflète aussi l'effacement de l'impérialisme français. La division de l'Allemagne pendant la guerre froide avait permis à la France de jouer dans la politique européenne et mondiale un rôle totalement disproportionné par rapport à son poids économique réel, dont l'exemple est la politique gaulliste des années 1960, avec son «indépendance» tant vantée vis-à-vis de Washington. Dans l'Europe du Quatrième Reich, il n'est plus possible pour l'impérialisme français de prétendre être ce qu'il n'est pas. Le nationalisme français défole ses frustrations sur les Maghrébins et les Africains noirs.

Dans les élections régionales de mars 1992, le Front national était le deuxième parti en nombre de voix et arrivait en tête devant les socialistes au pouvoir dans les trois régions les plus peuplées. Les gains du Front national sont cependant restés jusqu'ici limités à l'arène électorale. Si des groupes fascistes lançaient des attaques militaires contre les syndicats, ou contre les partis socialiste ou communiste, cela provoquerait probablement une riposte défensive de masse des ouvriers conscients, rebipolarisant ainsi la société française suivant des lignes de classe.

III

Au cours des deux dernières décennies, la Ligue trotskyste de France a aussi établi dans la gauche française la réputation d'être le parti qui n'a jamais appelé à voter pour Mitterrand. Nos camarades avaient mis en garde contre le fait que le front populaire antisoviétique amènerait austérité antiouvrière et racisme et ce fut effectivement le cas. Le

front populaire a été une question clé dans le recrutement d'une couche de jeunes militants de gauche, notamment des rangs de Lutte ouvrière. Alors que le régime Mitterrand se délite, un certain nombre d'après luttés ouvrières ont éclaté, dirigées contre le brisage de grèves et le cassage des syndicats par le gouvernement. L'intervention de la LTF dans la grève de 1991 à Renault-Cléon a renforcé son autorité dans ce secteur clé du prolétariat, en dépit des faiblesses initiales sur la question de présenter aux grévistes l'entièreté du programme du parti.

Depuis 1989, la LTF a perdu un tiers de ses membres. L'évidente démoralisation derrière cette hémorragie semble refléter quatre évolutions interdépendantes : la montée de la contre-révolution capitaliste dans la sphère soviétique ; le rétrécissement du milieu stalinien pro-Moscou qui en résulte ; la marque de plus en plus profonde dans la société française du racisme anti-immigrés et de sa principale expression politique, le Front national fasciste, y compris parmi des secteurs traditionnellement procommunistes de la classe ouvrière ; et peut-être une crise d'espérances, basée sur la croissance de la période antérieure.

Les adaptations de la section aux pressions sociales particulières à la France, pendant la période qui a suivi l'arrivée au pouvoir de Gorbatchev, ont été débattues lors de la XI^e et plus particulièrement lors de la XII^e conférence de la LTF (décembre 1989 et mars 1992). La faiblesse répétée de la direction centrale, pendant cette période, a été de ne pas poursuivre les débats internes après une ou deux discussions initiales et d'être ensuite «surprise» par l'apparition ultérieure d'une déviation articulée ou de démissions, au lieu de voir les batailles internes comme une recherche constante de la cohésion politique qui arme le parti et lui donne les meilleures chances d'éviter des pertes. Comme le déclare le document adopté par la XII^e conférence de la LTF : «Les débats et les batailles internes constituent les moyens léninistes d'atteindre la clarté nécessaire pour préserver la volonté révolutionnaire de combattre pour notre programme et d'y gagner des militants.» Il n'y a eu en particulier pratiquement aucune tentative systématique de tirer des généralisations à partir de débats particuliers

SPARTACIST CANADA
No. 91 Spring 1992

Labor Unrest Amid Economic Crisis, Fascist Terror

Imperialist New World Disorder

Vancouver: 3,000 Drive Off Fascist Skinheads

Abonnez-vous!

Spartacist Canada
Journal marxiste de la
Trotskyist League of Canada/
Ligue Trotskyste du Canada
(en anglais)

6 numéros : Cdn\$ 3
(incluant Spartacist édition anglaise)

Hors Amérique du Nord
(par avion) : Cdn\$ 8

Commande :
Spartacist Canada Publishing
Box 6867, Station A
Toronto, Ontario M5W 1X6
Canada

Special Supplement SPARTACIST CANADA
30 January 1993

Vancouver Labor/Minority Mobilization

3,000 Drive Off Fascist Skinheads

All Out to Stop the Fascists!

– ce qui aurait montré que la démoralisation politique, la désorientation et les démissions étaient fondamentalement des remises en cause de notre programme sur la question russe et qu'elles représentaient, notamment après la défaite en Allemagne, un abandon de la perspective de la classe ouvrière comme agent du changement révolutionnaire. Il était nécessaire de « remettre la question russe au centre des débats dans la LTF ».

Le document de la conférence de la LTF déclare que « pour le moment nous vivons une conjoncture défavorable ». Vont à l'encontre de cette pression la montée des luttes ouvrières (débrayages contre la guerre du Golfe, grève des dockers), les turbulences dans le milieu pseudo-trotskyiste et une importante couche de jeunes mécontents issus de l'immigration.

Depuis quelques années, la LTF a cherché à développer une orientation stratégique en direction de la « deuxième génération » de Maghrébins et des communautés immigrées d'Afrique noire, dont les parents représentent un secteur stratégique de la classe ouvrière industrielle. Ces jeunes, nés et élevés en France, se sont adaptés à une culture bourgeoise laïque avancée et en général ne partagent pas les valeurs et les pratiques traditionnelles ou réactionnaires de leurs parents (par exemple l'islam). En même temps, ils sont poussés dans la misère, ségrégués, soumis à la terreur raciste de l'Etat français et subissent maintenant le danger de plus en plus grand d'attaques fascistes.

La « deuxième génération » constitue par conséquent une large couche de la jeunesse plébéienne, turbulente et potentiellement radicalisable, qui ne se reconnaît pas dans l'ordre bourgeois français et ses défenseurs réformistes, ceux-là mêmes qui s'agitent frénétiquement pour assembler une nouvelle mouture de front populaire et pour remplacer un régime complètement discrédité. Une ligne inflexible pour l'égalité et la libération des femmes (par exemple, l'opposition au voile chez les Maghrébins islamistes, l'opposition aux mutilations sexuelles pratiquées sur les femmes chez les Africains noirs) est programmatiquement et stratégiquement centrale pour gagner et souder un collectif de cadres trotskystes parmi ces communautés.

Depuis des années, la LTF a consacré d'importants efforts à faire pénétrer notre propagande trotskyiste dans les pays d'Afrique du Nord. Ceci inclut la diffusion de notre presse dans ces pays, ainsi que les traductions en arabe d'un certain nombre d'articles clés du *Bolchévick*.

8. Italie: crise du stalinisme et appels à un « Etat fort »

Parmi les pays dans lesquels la LCI a de plus petites sections ou simplement des groupes, l'Italie est celui où les événements en Union soviétique ont eu le plus grand impact, provoquant une importante scission du Parti communiste entre le PDS (Parti de la gauche démocratique) maintenant ouvertement social-démocrate et Rifondazione Comunista (RC). Se distinguant à l'origine du PDS par sa « défense » stalinienne classique de l'Union soviétique et son opposition à la guerre du Golfe, RC a sauté le pas en soutenant le contre-coup d'Etat réactionnaire eltsinien à Moscou et dispute au PDS l'héritage de l'histoire des trahisons front-populistes en Italie. La plus grande partie de l'« extrême gauche », y compris les prétendants au

trotskyisme, est entrée dans RC.

En gardant un œil sur de possibles regroupements avec des militants subjectivement révolutionnaires dans le milieu assez instable de Rifondazione Comunista, la Lega Trotskista d'Italia (LTd'I) a donné à notre presse une audience nationale. Ayant maintenant de nombreux sympathisants dans d'autres régions, la LTd'I espère s'étendre au-delà de la seule ville de Milan. En attendant, la LTd'I reste un petit groupe de propagande dans un pays où des centaines de milliers de militants ouvriers se considèrent comme communistes. Une faiblesse centrale de l'intervention de la LTd'I dans une gauche italienne en ébullition a été son incapacité à produire des polémiques et une ignorance paralysante des activités de nos opposants (par exemple la tendance Grisolia dans le SU et RC).

Dans la période passée, l'Italie, pays d'émigration, est devenue un pays d'immigration, immigration provenant surtout des pays d'Afrique du Nord. Les agressions racistes perpétrées par des organisations véritablement fascistes se font chaque jour plus nombreuses et les groupes fascistes croissent de façon alarmante. Dans le même temps, la machine répressive de l'Etat est mobilisée contre les « étrangers », comme on l'a vu avec le traitement brutal infligé aux réfugiés albanais en 1991. Dans le contexte d'une économie en récession, les dirigeants réformistes du mouvement ouvrier ont tacitement soutenu la réaction raciste contre les immigrés, qui servent de boucs émissaires à la banqueroute du capitalisme italien.

La bourgeoisie italienne, durement touchée par la récession économique internationale et soumise à de fortes pressions en vue de l'unification européenne, réclame un « Etat fort », cherche à briser la combativité de la classe ouvrière italienne, à mettre au pas la Mafia, à injecter un peu d'efficacité dans l'appareil d'Etat et à augmenter les profits en mettant l'industrie d'Etat à l'encan. Le mensonge sur la « mort du communisme », martelé sans relâche par la bourgeoisie avec la participation active du PCI/PDS, a maintenant partiellement influencé et démoralisé des militants ouvriers. Ceci a permis aux capitalistes d'engager une offensive générale contre la *scala mobile* (l'ajustement des salaires sur le coût de la vie), le plus important acquis obtenu par les luttes ouvrières qui avaient débuté pendant l'« automne chaud » de 1969. Mais le prolétariat italien est tout sauf définitivement vaincu. L'issue des luttes auxquelles on peut s'attendre de la part des travailleurs contre cette attaque sera importante pour déterminer le cours ultérieur de la lutte des classes en Italie.

9. Les îles britanniques après Thatcher

I

En politique intérieure, l'objectif central de la bourgeoisie pendant les années Thatcher – comme cela avait été le cas depuis des décennies, sans grand succès – était de briser la puissance des syndicats. L'hystérie chauvine excitée pendant la sale guerre des Falklands/Malvinas, qui avait redressé à l'époque la popularité chancelante de Thatcher, a aussi aidé à jeter les bases de l'attaque contre les syndicats, « l'ennemi intérieur ». La trahison de la grève des mineurs de 1984-85, la couardise et le défaitisme permanents de la

Harris/FL



Les «gueules noires» affrontent les flics dans le Yorkshire, pendant l'héroïque grève des mineurs britanniques de 1984-85; cette grève d'un an a été la lutte de classe la plus âpre qu'ait connue la Grande-Bretagne depuis plusieurs décennies.

bureaucratie ont conduit à une orgie de cassage de syndicats et à un déclin dramatique des effectifs syndicaux. Le taux actuel de grève est le plus bas depuis un siècle.

La grève des mineurs, qui a duré un an, a été la plus âpre bataille de classe qu'on ait connue depuis des décennies et elle a été vaincue par la trahison de la bureaucratie syndicale et du Parti travailliste, « gauches » et droites confondues. La grève a démontré nettement la liaison entre la question russe et celle de la révolution dans son propre pays. Le fait que Scargill ait été dénoncé, à l'initiative de l'organisation de Gerry Healy, comme un « rouge » par le TUC pour avoir déclaré à juste titre que Solidarność était antisocialiste, préfigurait la politique jaune de la bureaucratie pendant la grève.

La grève des mineurs a résorbé la division issue de la guerre froide à l'intérieur du Parti travailliste (BLP) entre les bennistes partisans de la « petite Angleterre » et l'aile droite pro-CIA. Leurs divergences tactiques ont été mises en veilleuse dans l'intérêt de la défense du capitalisme britannique, dans un contexte où une lutte prolétarienne de masse posait la question fondamentale du pouvoir de classe. Depuis lors, les bennistes ont été marginalisés. En fait, lors des récentes élections, peu de choses distinguaient, en termes de *politique*, les kinnockistes du Parti conservateur « recentré » de John Major. Pendant ce temps, Ted Grant a été renversé par la majorité du groupe Militant, qui désespérait du sempiternel entrisme profond au sein du BLP. Ce serait cependant faire preuve d'une grande légèreté que d'exclure à l'avance l'apparition de courants de gauche ou centristes à l'intérieur du BLP. La Spartacist League/Britain réaffirme sa perspective stratégique : pour forger une avant-garde léniniste, il faudra aussi scissionner la base de la direction dans ce parti ouvrier bourgeois.

Le soutien à la contre-révolution capitaliste en Europe de l'Est et en Union soviétique a été la force motrice qui a poussé les pseudo-trotskystes loin dans le camp de la social-démocratie kinnockiste. La myriade de groupes centristes d'antan n'est plus : à l'époque du contre-coup d'Etat d'Eltsine, seule la petite Revolutionary Internatio-

nalist League (RIL) a été capable d'adopter une position approximativement centriste. Les healystes ont imposé, éliminant un ennemi historique (même si les northistes demeurent un facteur au niveau international). Plusieurs des organisations britanniques qui se réclament du trotskysme ont une présence en Union soviétique, y cherchant généralement à devenir les conseillers d'aspirants bureaucrates syndicale.

Après des années pendant lesquelles la SL/B alternativement ignorait ou simplement abreuvait d'injures notre principal opposant centriste, Workers Power, ces dernières années notre propagande, centrée sur la question russe, a été bien plus efficace. Workers Power (WP) et sa « Ligue pour une Internationale communiste révolutionnaire » (LICR) ont effectué un brutal tournant à droite, sautant carrément sur les barricades d'Eltsine, avec apparemment peu de dissensions internes. Le recrutement à la LCI, en 1990, des camarades du Dublin Spartacist Youth Group (aujourd'hui Dublin Spartacist Group - DSG), qui sur la question de l'Allemagne de l'Est ont choisi le programme trotskyste de révolution politique contre le soutien édulcoré de Workers Power/LICR à la contre-révolution capitaliste, a considérablement affaibli l'Irish Workers Group de la LICR.

Le milieu pseudo-trotskyste stalinophobe et protravailliste a exercé une pression constante sur la SL/B, pression dont témoigne la situation de quasi-bataille fractionnelle après le contre-coup d'Etat d'Eltsine, où la minorité défendait une position d'abstention dans le cas où une guerre civile se serait développée entre les forces de la contre-révolution eltsinienne et leurs adversaires.

Intégralement liée à cette position était celle de la minorité en faveur de la défense de la propriété nationalisée pour elle-même en Pologne qui, de l'accord général, n'était plus à l'époque un Etat ouvrier déformé. Faisant écho à l'important débat sur Chrysler lors de notre première conférence internationale, les camarades argumentaient, sur la ligne social-démocrate, que sous le capitalisme la propriété d'Etat des moyens de production est en elle-même progressiste par rapport à la propriété privée. Cette position efface

la ligne de classe qui sépare l'Etat capitaliste et la dictature du prolétariat. Elle tendrait par conséquent à conduire le prolétariat polonais à abandonner la lutte révolutionnaire pour reprendre le pouvoir au profit de préoccupations réformistes quant à savoir quel type d'austérité capitaliste est préférable.

Les staliniens britanniques, déjà divisés et maintenant en désintégration rapide, semblent dans l'ensemble s'intégrer dans la social-démocratie, et le groupe « Leninist », de plus en plus marqué par l'étroitesse nationale, semble aller dans la même direction. Une priorité importante est le travail de recrutement parmi les staliniens émigrés, en particulier ceux originaires d'Afrique du Sud et d'Asie du Sud. Les communautés noires et asiatiques – qui au moins à Londres et dans les Midlands sont imbriquées dans des secteurs significatifs du prolétariat – reçoivent très favorablement la propagande communiste de la SL/B. Les fascistes ne sont aujourd'hui pas très nombreux, mais cela pourrait changer, en particulier avec des niveaux de chômage bien plus élevés.

II

Les années Thatcher ont amené un changement spectaculaire dans le paysage économique et social. Le cadre social-démocrate d'autrefois comprenait un secteur manufacturier substantiel quoique obsolète. La bourgeoisie a investi ses profits à l'étranger, tandis que l'industrie nationalisée, non performante, était subventionnée par la classe ouvrière par l'intermédiaire de bas salaires et d'impôts indirects élevés. Sous Thatcher, la base industrielle a été dévastée (et avec elle l'économie de l'Ecosse, du sud du Pays de Galles et du nord de l'Angleterre). Le peu de capital investi a été largement concentré dans la finance et les autres services dans le sud-est de l'Angleterre dominé par le Parti conservateur.

Les divisions au sein de la classe dirigeante britannique entre partisans de l'austérité libellée en deutschmarks (via la participation au Système monétaire européen – SME) et les « anti-européens » tournés vers les Etats-Unis ont éclaté au grand jour sous la forme d'une lutte fractionnelle dans le Parti conservateur, lutte qui a conduit au remplacement de Thatcher par John Major. La poll tax, universellement détestée, a provoqué une vague de protestation sociale qui a aidé à savonner la planche pour Thatcher (cependant, la SL/B a tardé à en mesurer l'ampleur et par conséquent à contribuer à ébranler un peu plus la crédibilité du Parti travailliste). Le SME a ajouté une déflation délibérément provoquée à la phase de récession du cycle d'une économie déjà faible. La Grande-Bretagne est au bord d'une franche dépression; le niveau de vie a été rapidement comprimé et le désarroi de la bourgeoisie sur la question de l'Europe s'est accru.

Il y a quatre ans, la SL/B avait entrepris un redéploiement géographique, en liquidant les sections locales de Sheffield et de Birmingham et en établissant une tête de pont en Ecosse. Par la suite, elle a recruté une petite organisation sœur, centrée sur des étudiants, à Dublin. Etant donné en particulier les tendances centrifuges à l'œuvre en Grande-Bretagne, cette vision trinoculaire met la section en bonne position pour intervenir dans les luttes sociales de ces îles. La SL/B cherche à assimiler les traditions historiquement plus militantes et combattives des travailleurs des pays celtes, tout en notant qu'aucune révolution prolétarienne

ne peut être menée à bien sans la destruction du capitalisme en Angleterre, où est concentré le gros de la population.

On a assisté à une forte résurgence du nationalisme en Ecosse, où le Parti conservateur ne représente qu'une petite minorité relative. Cela s'est reflété en partie dans la montée des nationalistes bourgeois du Scottish National Party (SNP). Le SNP, parti d'apprentis impérialistes de second rang, admire, entre autres, les régimes contre-révolutionnaires infestés de nazis des Etats baltes. Mais le nationalisme a aussi progressé dans le mouvement ouvrier. Un autre indice est que la majorité de la tendance Militant, jadis les plus farouches des « unionistes », a formé une organisation écossaise séparée.

Les résultats des élections générales ont provoqué une consternation toute particulière en Ecosse. Suite à cela, certains secteurs de la bureaucratie syndicale et travailliste écossaise ont opté pour un « front patriotique » anticonservateur avec des politiciens du SNP et des libéraux-démocrates. Un tel front populaire n'est pas un pas en avant – aussi contradictoire qu'il puisse être – comme le prétendent ses thuriféraires de la pseudo-gauche; rhétorique « de gauche » ou populiste mise à part, il s'agit d'un moyen dangereux pour enchaîner la classe ouvrière à l'ennemi de classe, plus explicitement encore que la collaboration de classes éhontée de la direction conservatrice du Parti travailliste. Au sud, en Angleterre, la défaite électorale des travaillistes a aussi fait ressurgir de la part de certains milieux les appels à un « vote tactique », c'est-à-dire en faveur des partis petits-bourgeois et autres fronts populaires anticonservateurs.

Il est nécessaire d'insister sur le fait que la trahison travailliste des luttes sociales a, tout autant que la politique de désolation économique du Parti conservateur, attisé les flammes du nationalisme. A cause de la trahison consommée de la social-démocratie britannique, des problèmes comme la question nationale impliquant les peuples semi-assimilés des îles britanniques – qui aurait été facilement résolue dans le contexte d'une révolution prolétarienne – n'ont pas disparu mais au contraire ont été ravivés. La SL/B défend

Women and Revolution

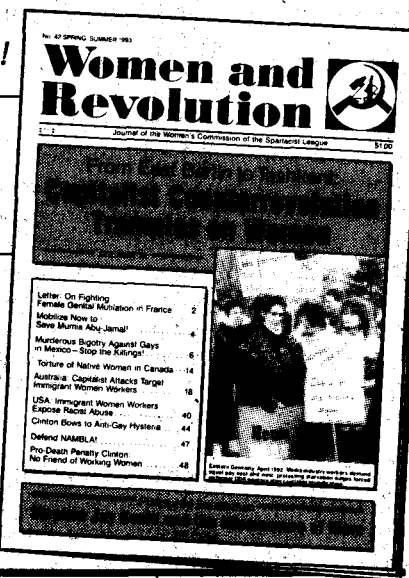
Abonnez-vous!

Journal de
la commission
femmes de la
Spartacist
League/U.S.

(en anglais)

3 numéros:
France: 15 FF
USA, Canada:
US\$ 3

Commande:
Le Bolchévik
BP 135-10
75463 Paris Cedex 10
France.



le droit à l'autodétermination des nations écossaise et galloise – tout en n'étant pas présentement pour la séparation – et lutte pour une solution révolutionnaire ouvrière en Irlande.

Notre mot d'ordre « Pour une fédération des républiques ouvrières dans les îles britanniques » – une extension de notre ancien mot d'ordre « Pour une république ouvrière irlandaise dans le cadre d'une fédération socialiste des îles britanniques » – s'oppose à l'unionisme travailliste et au chauvinisme anglais comme aux nationalistes pro-monarchie du SNP et aux nationalistes « verts » irlandais.

Après la grève des mineurs, le gouvernement a appliqué une politique irrationnelle du point de vue économique de fermeture massive de puits, motivée par le désir de marginaliser le secteur le plus combatif du prolétariat qu'il avait été incapable d'écraser de façon décisive. Combiné à la réduction du programme nucléaire, ceci a donné au pétrole de la mer du Nord (et aux ouvriers écossais du pétrole) un rôle encore plus central dans l'économie britannique.

Le « Royaume-Uni » ne se porte pas bien – pas très uni, avec une monarchie dont la popularité est en forte baisse. Celle-ci est perçue de plus en plus comme le summum des privilèges vénaux par ceux qui subissent discrimination ou inégalité – ce qui actuellement comprend (et la liste n'est pas limitative) presque tout le monde hors des Home Counties. La désintégration conjugale de la famille royale a produit non pas une crise mais quelque chose qui ressemble à un réalignement politique. Les récentes attaques contre la monarchie ont eu comme fer de lance un secteur du Parti conservateur et de sa presse qui ne se reconnaissent pas dans l'establishment centré sur le sud-est de l'Angleterre. Il convient de noter que les dirigeants de la principale tendance du Parti travailliste ont été parmi les plus acharnés défenseurs de l'ordre royal.

Contrairement à la gauche travailliste, les spartacistes ne prennent pas à la légère la question de la monarchie. Trotsky fustigeait la « stupidité conservatrice » de la défense du pouvoir royal par le Parti travailliste, en notant qu'en temps de crise politique celui-ci deviendrait le point de ralliement de la réaction sociale. Le corps des officiers prête explicitement serment à « son Roi et son pays ». La monarchie, la Chambre des Lords et les Eglises officielles sont des piliers de la préservation du pouvoir de la classe capitaliste en Grande-Bretagne; elles seront balayées par la révolution prolétarienne.

III

La situation en Irlande du Nord n'a pas qualitativement changé au cours des deux dernières décennies. L'accord anglo-irlandais de 1985 a été négocié dans le contexte de la deuxième guerre froide, quand les impérialistes américains et leurs partenaires britanniques se préoccupaient de s'assurer que l'Irlande reste un avant-poste stratégique fiable. Les « Thèses sur l'Irlande » spartacistes, publiées en 1977, sont une application rigoureuse de l'approche léniniste de la question nationale, notamment sur la question des peuples interpénétrés. Ces « Thèses » ont bien résisté à l'épreuve du temps.

Dans le Sud, l'emprise de l'Eglise sur la société s'est effritée du fait de l'urbanisation et d'une industrialisation partielle et on a assisté à une brutale escalade de luttes centrées sur les droits des femmes. En réponse, une aile de la bourgeoisie irlandaise a cherché à faire subir un lifting

à l'Etat clérical, tout en renforçant ses liens avec l'impérialisme, dans le contexte de l'« Europe de 1992 ». Cependant, les illusions dans la présidente Mary Robinson fondent comme neige au soleil parmi une partie de ses anciens partisans et l'opposition principielle du DSG à sa candidature de front populaire, ainsi que notre position pour « l'avortement libre et gratuit », devraient nous mettre dans une position favorable.

Le fait que nous mettons en avant l'exigence du retrait immédiat et inconditionnel de l'armée britannique du Nord a aussi attiré l'attention de nationalistes de gauche, dégoûtés par les avances explicites faites par Robinson aux unionistes arriérés à la Paisley (dont l'arriération sur la question femmes n'a rien à envier à celle de la hiérarchie catholique). Un fait nouveau est la formation dans le Sud de bandes fascistes liées aux forces antiavortement.

L'internationalisme prolétarien de la LCI s'oppose aux capitulations devant le nationalisme « vert » comme devant la social-démocratie irlandaise, capitulations qui sont monnaie courante chez nos opposants de la pseudo-gauche. Dans le passé, l'Irish Workers Group donnait en effet un soutien électoral simultanément au Sinn Fein petit-bourgeois au Nord et aux travaillistes droitiers au Sud. En opposition aux rafistolages réformistes à la petite semaine de nos opposants, nous avons insisté sur le fait que les revendications démocratiques criantes que soulèvent l'oppression des femmes et le rôle de l'Eglise catholique ne peuvent être satisfaites que dans le contexte de la lutte organisée de la classe ouvrière pour la révolution socialiste. Une telle perspective, si elle se concrétisait, ébranlerait aussi qualitativement l'emprise du communalisme au Nord.

Lors du référendum de juin 1992 sur le traité de Maastricht en Irlande, les spartacistes se sont prononcés contre ce plan pour l'intégration économique capitaliste de l'Europe de l'Ouest en déclarant : « Ecrasez la forteresse Europe des patrons ! » Une composante importante de la propagande de la LCI en Irlande doit être d'insister sur notre opposition à la restauration capitaliste en Europe de l'Est, où la contre-révolution sociale aggrave de façon sensible la condition des femmes.

10. Le déclin du capitalisme américain

Les Etats-Unis demeurent la puissance impérialiste préminente dans le monde d'aujourd'hui. Les événements dans ce pays, depuis les élections présidentielles jusqu'aux soulèvements des ghettos, ont un impact immédiat dans le monde entier. C'est aussi le lieu d'origine de notre tendance et c'est là que la LCI possède de loin sa plus importante section, la Spartacist League/US (SL/US).

Les événements en Union soviétique ont eu un effet moins profond sur les attitudes politiques générales qu'en Europe de l'Ouest; ils ont principalement renforcé la position communément admise que le communisme est utopique et accéléré le changement de la principale cible de l'hystérie chauvine américaine: c'est maintenant le Japon plutôt que l'Union soviétique qui est qualifié d'« empire du mal ».

La question stratégique qui gouverne notre travail aux Etats-Unis est la question noire. L'oppression spécifique des Noirs est simultanément un facteur manipulé par les



Workers Vanguard

Novembre 1982 – A l'initiative de la Spartacist League/US, une manifestation ouvrière/noire de front unique de 5 000 personnes a empêché le Ku Klux Klan de parader à Washington.

dirigeants pour diviser le prolétariat et le talon d'Achille du pouvoir capitaliste.

I

En 1946, les Etats-Unis représentaient plus de la moitié de la production industrielle du monde capitaliste. Cette prépondérance résultait à la fois de la destruction des capacités de production en Europe et au Japon pendant la Deuxième Guerre mondiale et de l'expansion et du renouvellement de la capacité productive aux Etats-Unis, réalisés en temps de guerre depuis le gouffre de la grande dépression; elle reçut en outre un coup de fouet supplémentaire avec le boom de la guerre de Corée, de 1950 à 1953. Cette domination mondiale de l'impérialisme US après la guerre – baptisée « siècle américain » par les propagandistes de Washington – était destinée à s'effriter du fait d'évolutions tant internationales qu'intérieures. La reconstruction économique de l'Allemagne et du Japon dota ces pays d'un parc industriel technologiquement plus avancé que celui des Etats-Unis. En même temps, l'accumulation rapide du capital aux Etats-Unis pendant la période 1940-53 provoqua la baisse du taux de profit, entravant de nouveaux investissements productifs.

Le déclin de l'impérialisme américain a été accéléré, au niveau tant économique que politique, par la guerre du Vietnam (1964-75). L'inflation engendrée par la guerre a remis en cause la parité fixe entre le dollar et l'or qui constituait la base du système monétaire international de l'après-guerre (le système de Bretton Woods). En août 1971, le président américain Richard Nixon annonçait une « nouvelle politique économique » dont les principaux ingrédients étaient la dévaluation du dollar par rapport à l'or, qui conduisit bientôt aux taux de change flottants (autrement dit à l'anarchie monétaire internationale); un protectionnisme commercial accru; une tentative d'imposer le contrôle de l'Etat sur les salaires et les prix. Ceci signalait la fin de l'hégémonie américaine sur le monde capitaliste, les Etats-Unis étant réduits à ne plus être que le plus puissant parmi un certain nombre de pays impérialistes rivaux. Leur

part de la production industrielle mondiale est aujourd'hui inférieure de moitié par rapport à 1946.

Au niveau politique, la longue guerre coloniale perdue en Asie du Sud-Est a fait disparaître le soutien intérieur au militarisme de guerre froide en général, ainsi qu'au rôle de « gendarme du monde » des Etats-Unis. L'état d'esprit de plus en plus pacifiste de la population américaine a été un des principaux facteurs derrière les manœuvres de la « détente » engagées par Washington avec l'URSS de Brejnev au début des années 1970. L'état de démoralisation et de semi-mutinerie des forces armées pendant les dernières années de la guerre du Vietnam a incité le gouvernement à mettre fin à la conscription, conduisant ainsi à une armée de volontaires qui compte un pourcentage disproportionné de jeunes Noirs et Hispaniques pauvres. Aujourd'hui, les forces armées américaines comptent plus de 20% de Noirs et pendant la guerre du Golfe plus de 20% des soldats de premières lignes étaient hispaniques.

La classe dirigeante américaine voyait ses évidentes faiblesses au début des années 1970 comme dues avant tout à la perte de la volonté politique interne – le « syndrome vietnamien ». La croisade des « droits de l'homme » proclamée par le nouveau président Démocrate Jimmy Carter en 1976 visait à restaurer le soutien intérieur à une politique étrangère antisoviétique agressive, laquelle déboucha sur la deuxième guerre froide. A partir de la fin des années Carter et avec une accélération considérable sous son successeur Ronald Reagan, le Pentagone s'est engagé dans une accumulation massive d'armements, destinée à lui faire retrouver une capacité de première frappe nucléaire contre l'URSS et a produit de nouvelles armes conventionnelles de « haute technologie » censées permettre aux Etats-Unis de gagner des guerres coloniales de type Vietnam en ne subissant que peu de pertes.

Cependant, cette immense expansion du secteur militaire s'est faite sur une base industrielle qui s'affaiblissait, avec un déclin correspondant du niveau de vie de la classe ouvrière américaine. Les industriels américains réagirent aux lourdes pertes qu'ils avaient subies pendant la récession

mondiale de 1974-75 en transférant leurs activités vers les pays à bas salaires d'Amérique latine et d'Extrême-Orient. En 1983, les importations aux Etats-Unis à partir d'usines à capitaux américains situées à l'étranger avaient été multipliées par dix par rapport à la fin des années 1960. Ces avoirs à l'étranger confèrent nécessairement à l'impérialisme US son caractère prédateur et son arrogance militariste. Au cours des 20 dernières années, le nombre d'ouvriers dans l'industrie est passé de 26 % à 17 % de la population active américaine, avec une perte absolue de deux millions d'emplois industriels pendant la dernière décennie. Le Midwest est devenu un gigantesque « désert de rouille » ; la population de Detroit, la capitale historique de l'industrie automobile américaine, est passée au-dessous du seuil d'un million dans le recensement de 1990.

La course aux armements des années 1980 n'a pas seulement détourné des ressources de l'investissement productif, elle a aussi été accompagnée d'un parasitisme financier sans précédent. Le gouvernement Reagan a combiné l'augmentation massive des dépenses du Pentagone avec des réductions d'impôts allant jusqu'à 40 % pour les riches, ce qui a provoqué entre 1981 et 1983 le triplement du déficit du budget fédéral qui équivaut maintenant à la totalité de l'épargne privée. Ce déficit a donc été financé en grande partie par les emprunts à l'étranger, en particulier au Japon qui, au milieu des années 1980, a remplacé les Etats-Unis comme principale nation créancière du monde. En même temps, dans le secteur privé, des « raiders » empruntaient des sommes colossales à des taux d'intérêt élevés pour acheter des groupes qui étaient ensuite dépecés afin de payer les intérêts.

Le krach de la Bourse d'octobre 1987 a marqué le début de l'écroulement du château de cartes financier américain. Avec la multiplication des cessations de paiement et des faillites d'entreprises, le marché des obligations à haut rendement (« junk bonds ») s'est effondré en 1989, ainsi que le marché immobilier. La débâcle des caisses d'épargne, qui a fait scandale en 1990, menace de faire s'effondrer ce château de cartes. Leur « sauvetage » fait partie de l'énorme redistribution des revenus des derniers quinze ans de la poche des travailleurs à celle des parasites financiers. Depuis 1990, l'économie américaine traverse une récession prolongée par le fait que les entreprises qui croulent sous les dettes ainsi que les ménages se serrent la ceinture. Le capital-argent japonais s'est retiré de tous les placements, sauf de ceux qui sont à court terme et offrent une liquidité élevée.

II

La chute du niveau de vie inhérente au déclin de la capacité productive a été intensifiée par les attaques concertées de la classe dirigeante contre les travailleurs. Le passage par Reagan de la grève des aiguilleurs du ciel en 1981, quelques mois après son entrée en fonction, a ouvert une décennie de cassages des syndicats et de révisions à la baisse des salaires, avantages sociaux et conditions de travail, sans beaucoup de résistance de la part de la réactionnaire bureaucratie syndicale américaine. De ce fait, la classe ouvrière a subi une élévation brutale de son taux d'exploitation. Actuellement, seulement 16 % des ouvriers sont syndiqués.

Les salaires réels des simples employés et ouvriers américains ont atteint leur niveau le plus élevé en 1973 et en 1990 avaient diminué de 17 %. Les jeunes ouvriers subissent

un système dans lequel ils n'obtiennent plus un salaire égal à travail égal et d'autres formes de surexploitation. En 1992, les émoluments des présidents des grandes entreprises ont atteint 160 fois celui d'un ouvrier moyen. Le déclin et la désindustrialisation de l'Amérique ont eu des effets particulièrement dévastateurs pour la population noire, car les ouvriers syndiqués (par exemple dans l'automobile à Detroit et la sidérurgie à Chicago) jouaient un rôle central dans la base économique fragile des communautés noires ségréguées. 51 % des enfants noirs de moins de six ans vivent aujourd'hui au-dessous du niveau de pauvreté officiel et la majorité des jeunes Noirs soit sont au chômage soit ont des emplois marginaux, avec des salaires de misère.

La classe dirigeante américaine considère la croissance de la « sous-classe » noire à la fois comme un fardeau économique et comme un danger politique. De ce fait, les communautés des ghettos subissent une intense répression d'Etat. L'Amérique emprisonne un pourcentage de loin plus élevé de sa population qu'aucun autre pays du monde. Les Noirs représentent 45,3 % des détenus dans les prisons fédérales et les prisons des Etats fédérés et 47 % de ceux qui sont en attente de jugement ou purgent de courtes peines dans les prisons locales – en tout, plus d'un million de Noirs sont présentement derrière les barreaux, en liberté sur parole ou en mise à l'épreuve. Les forces de police racistes se comportent comme des armées d'occupation et les tribunaux de Reagan-Bush appliquent à nouveau la peine de mort, avec une ardeur revancharde. Les Noirs représentent 40,1 % des condamnés à mort, alors qu'ils ne sont que 12,5 % de la population des Etats-Unis.

Il y a parallèlement un taux de mortalité astronomique par malnutrition, froid, maladie et absence de soins médicaux. Le taux de mortalité infantile parmi les Noirs est en Amérique de 16,5 pour mille, deux fois supérieur à celui des Blancs et un homme noir vivant à Harlem a moins de chances d'atteindre l'âge de 65 ans qu'un habitant du Bangladesh. Les maladies de la pauvreté, comme la tuberculose, ont atteint des proportions épidémiques et le sida est devenu un fléau du ghetto. Le million de sans-abri qui vivent aujourd'hui dans les rues a transformé les villes américaines. La réalité brutale est que le capitalisme américain a condamné une génération entière de Noirs du ghetto à mourir jeunes.

Pour imposer « la loi et l'ordre » racistes du capitalisme américain, en plus de l'usage de la force brutale, ceux qui dirigent ce pays ont démantelé à tour de bras les droits démocratiques, en cherchant à instaurer quelque chose qui s'approcherait d'un « Etat policier démocratique ». Les prévenus sont maintenant « coupables tant qu'ils n'ont pas été reconnus innocents », dépouillés de leurs biens au moment de leur inculpation, jugés par des jurys racistes en vertu de vagues lois contre les associations de malfaiteurs, lois pour lesquelles il n'est pas nécessaire d'avoir commis d'acte quelconque pour être condamné. Comme au temps des lois contre le « syndicalisme criminel », les syndicats sont une des cibles favorites. Les lois contre les Racketeer Influenced and Corrupt Organizations (RICO) sont un instrument particulièrement sinistre, et elles ont été utilisées tout récemment pour placer le plus important syndicat de l'AFL-CIO, les Teamsters, sous le contrôle direct du gouvernement.

Il y a un paradoxe apparent dans le fait que, dans le cadre de la démocratie bourgeoise formelle, la droite, représentée par les présidences républicaines de Carter et Bush, a continué à être au pouvoir pendant une période d'attaques

ouvertes contre le mouvement ouvrier, de paupérisation générale des masses et d'accroissement flagrant des inégalités économiques. La clé pour comprendre cet état de choses réside dans l'interaction particulière des questions de race et de classe aux États-Unis.

Pendant les années 1930, le président Démocrate Franklin Roosevelt avait forgé la version américaine du front populaire en soudant l'une à l'autre la base traditionnelle du Parti démocrate dans le Sud de la domination blanche et la classe ouvrière récemment mobilisée et syndiquée du Nord. La base sociale du front populaire américain s'est érodée avec l'émigration de masse des Noirs du Sud rural vers les villes du Nord et aussi du Sud, pendant et après la Deuxième Guerre mondiale. Le système « Jim Crow », basé sur l'intimidation de petits métayers isolés et pauvres, était remis en cause par l'urbanisation et la prolétarianisation. Les luttes de masse pour l'égalité des Noirs connues sous le nom de mouvement des droits civiques – d'abord dans le Sud, puis dans le Nord – ont fait exploser la coalition du Parti démocrate.

En l'absence d'un parti ouvrier et étant donné le caractère raciste et conservateur de la bureaucratie syndicale, la politique électorale américaine des années 1960 en est arrivée à être centralement définie par la question noire. À partir de la victoire de Nixon en 1968, le Parti républicain s'est imposé comme le parti du « *backlash* » [retour de bâton] blanc. La soi-disant « révolte fiscale » de la fin des années 1970 – un mouvement réactionnaire contre des programmes sociaux qui étaient vus comme bénéficiant particulièrement aux Noirs et Hispaniques pauvres – a aidé à propulser Reagan à la Maison Blanche. La droite a réussi à maintenir sa domination politique au moyen de la démagogie raciste.

L'absence flagrante d'alternative aux deux partis partenaires du capital raciste a engendré un sentiment de désespoir chez les pauvres du ghetto et l'apathie de la population dans son ensemble. En 1988, George Bush a enlevé la présidence dans une élection à laquelle avaient participé 50,1 % des électeurs inscrits – le pourcentage le plus bas depuis qu'une statistique est disponible (1932). La défiance et le mécontentement d'une grande partie de la population américaine dans cette année d'élection présidentielle ont été révélés de façon saisissante par le fait qu'un dénommé Ross Perot (un hurluberlu capitaliste d'extrême droite dont la campagne pour la présidence présentait une similitude frappante avec la candidature du raciste et antiouvrier Henry Ford en 1923) a presque provoqué une crise constitutionnelle majeure avant qu'on le « persuade » dans un premier temps de ne pas se présenter.

Le climat politique intensément antisoviétique et raciste des années Reagan-Bush a encouragé une activité plus agressive des organisations fascistes américaines. Un champ d'action central et efficace du travail de masse pour notre section américaine, pendant cette période, a été d'organiser des mobilisations de front unique ouvrier/noir pour empêcher des manifestations du Ku Klux Klan et des nazis dans plusieurs grandes villes et notamment à Washington en 1982 et à Philadelphie en 1988. Ces actions antifascistes victorieuses soulignent l'élément clé pour des luttes sociales progressistes et au bout du compte pour la révolution prolétarienne aux États-Unis – l'unité entre la classe ouvrière multiraciale et les masses plébéiennes noires, entre l'usine et le ghetto, sous la direction du parti révolutionnaire d'avant-garde.

À la suite de la manifestation anti-Ku Klux Klan du

27 novembre 1982 à Washington, un certain nombre de gens, surtout des Noirs qui subissaient l'oppression profonde typique de cette ville se sont rapprochés de nous. Nous avons de ce fait décidé de fonder une organisation de transition, la Labor Black League for Social Defense (LBL). Ceci devait être une organisation pour des gens que nous attirions par les luttes dont nous étions à l'initiative ou dans lesquelles nous intervenions, mais qui, à cause de leur situation présente, n'étaient pas encore en mesure de rejoindre le parti trotskyste. Nous avons pris cette décision confrontés aux années Reagan, en reconnaissant le fait que les Noirs et les personnes appartenant aux autres minorités qui voulaient œuvrer à un changement réel n'avaient nul autre endroit où aller – les « black elected officials » (BEO – élus noirs) du Parti démocrate n'avaient rien à offrir alors même qu'ils présidaient à la dégradation des villes américaines. Il y a très peu en termes de « directions noires » dans le gouffre qui nous sépare des BEO – seulement les nationalistes violemment antisémites et antisiatiques, dont la rhétorique du « business noir » se situe directement dans la tradition de Booker T. Washington. Parmi ce courant, les farrakhanistes sont les plus visibles.

Alors que la LBL de Washington végétait, des organisations similaires ont été fondées dans d'autres parties du pays, avec de meilleurs résultats. Les effectifs des LBL ont fluctué avec le niveau des luttes sociales. Au cours des dernières années, nous n'avons pas eu le niveau de luttes sociales suffisant pour attirer les gens à qui les LBL étaient destinées. Nous sommes par conséquent dans la situation de maintenir un cadre organisationnel pour un contenu futur. Les sympathisants noirs qui travaillent avec nous sur une base régulière le font pour la plupart autour de cas de défense.

En 1985 a été perpétrée la plus abjecte atrocité raciste de l'histoire américaine récente : le massacre de MOVE à Philadelphie. Malgré la distance qui nous sépare de la vision du monde de MOVE, la SL/US a été pratiquement la seule organisation à être aux côtés de partisans de MOVE, partageant leur tristesse et leur juste colère. Aujourd'hui, les partisans de MOVE forment le plus gros contingent des prisonniers de classe qui reçoivent, dans la tradition de l'International Labor Defense de Cannon, une allocation mensuelle du Partisan Defense Committee.

Le travail de défense légale et sociale du parti a connu une expansion considérable, y compris au niveau international. Avant et par-dessus tout, le parti a défendu victorieusement, pendant les années Reagan, le droit du parti ouvrier à organiser, avec nos procédures judiciaires gagnées contre le FBI, le *Washington Times* et d'autres tentatives de présenter notre organisation marxiste comme criminelle ou terroriste. La défense ouvrière internationale, depuis le soutien à la grève des mineurs britanniques face à l'opposition de la bureaucratie de l'AFL-CIO jusqu'au soutien à Robert Buck, gréviste de Ravenswood emprisonné et lui aussi abandonné par la haute direction de son syndicat, a été une de nos principales priorités.

Une des décisions peut-être les plus lourdes de conséquences que nous ayons jamais prises dans notre travail de défense a été de faire nôtre le cas du condamné à mort Mumia Abu-Jamal, ex-Black Panther et partisan de MOVE. Notre défense de Jamal, qui risque d'être exécuté du fait de ses convictions politiques, est le fer de lance de notre combat pour abolir la peine de mort raciste. Nous prévoyons d'engager une procédure judiciaire majeure contre la condamnation et la sentence de mort de Jamal

Workers Vanguard



New York, 13 septembre 1991 – La Spartacist League manifeste en solidarité avec Cuba devant le siège de la délégation cubaine à l'ONU, après l'annonce par Gorbatchev du retrait des troupes soviétiques.

et à ce moment-là une campagne internationale de grande envergure sera nécessaire.

En général, les campagnes du PDC ont augmenté l'audience de notre programme : par exemple, la défense de l'ex-Black Panther Geronimo ji Jaga (Pratt) ; la défense du courageux technicien nucléaire israélien Mordchai Vanunu ; la défense du Board of Education [conseil de l'éducation] de Louisiane contre les forces du créationnisme ; les mobilisations ouvrières/noirés pour stopper les fascistes ; le Fonds d'aide aux victimes civiles de Jalalabad.

III

Les années 1980 ont connu une évolution sociale majeure : l'accroissement spectaculaire de la population hispanique qui se monte aujourd'hui à plus de 25 millions de personnes, un chiffre qui rivalise avec celui de la population noire et qui fait des Etats-Unis le cinquième pays hispanophone dans le monde. A Los Angeles et à Miami, les Latino-Américains sont maintenant le plus grand groupe ethnique, plus nombreux que les Blancs et que les Noirs. Ceci a provoqué une réaction raciste, sous la forme de campagnes pour des mesures discriminatoires telles que l'usage exclusif de l'anglais (« English Only ») et d'hystérie contre les « immigrés illégaux », en particulier dans le Sud-Ouest. Le chauvinisme indigène touche même les Noirs, les immigrés latino-américains (et asiatiques) étant accusés de « voler des emplois ». En conséquence, la défense des gens d'origine étrangère, en particulier notre exigence des pleins droits de citoyenneté pour les travailleurs immigrés et notre opposition à tout privilège pour une langue quelle qu'elle soit, est une composante clé du programme pour la révolution prolétarienne aux Etats-Unis.

Le Parti républicain a cherché à faire des électeurs hispaniques un « groupe contrepoids » à utiliser contre les Noirs. La police raciste a aussi été à l'instigation d'émeutes des communautés latino-américaines dans un certain nombre de villes qui ont des maires noirs (en particulier Washington et New York). Mais avec l'extrême pauvreté des communautés immigrées latino-américaines, les luttes sociales ont rassemblé Noirs et Hispaniques, comme cela

a été montré de façon spectaculaire dans le soulèvement de Los Angeles en mai 1992. Avec une forte présence dans les services et dans les industries de la confection et du bâtiment, les ouvriers latino-américains (dont beaucoup ont l'expérience de luttes combatives dans des pays comme le Salvador) ont joué un rôle considérable dans les récentes luttes ouvrières. La SL/US a cherché à intersecter ces luttes avec une propagande communiste, en soulignant l'importance fondamentale de la question noire et le fait que les travailleurs hispaniques peuvent servir de pont humain avec les classes ouvrières combatives d'Amérique latine.

Consciente des changements démographiques et économiques récents dans le pays, la SL/US a décidé de construire une section locale forte à Los Angeles. Nous avons dû abandonner notre section locale de Detroit et admettre notre non-viabilité à Cleveland, en faveur de nos sections de Washington, d'Atlanta et de Los Angeles.

IV

La démagogie anti-Noirs de la droite est complétée par l'agitation en faveur du protectionnisme antijaponais des Démocrates « libéraux » et en particulier de la bureaucratie syndicale. La responsabilité des fermetures d'usine et des accords revoyant, à la baisse, salaires et conditions de travail est imputée à la concurrence « déloyale » du Japon et des autres pays d'Extrême-Orient. Une campagne de propagande se développe et présente le déclin économique de l'Amérique comme le résultat d'un complot délibéré de la part des dirigeants japonais. Avec l'écroulement de l'Union soviétique en tant que « superpuissance » perçue comme ennemie, le sentiment antijaponais s'est accru aux Etats-Unis, conduisant à une augmentation des agressions violentes contre les Américains d'origine asiatique. Nous sommes contre le protectionnisme commercial non seulement parce qu'il vise à détourner le prolétariat de la lutte de classe contre les exploiters et parce qu'il est associé au racisme. Mais nous savons aussi que le développement d'un marché mondial pour les marchandises est historiquement progressiste et qu'il constitue une *condition nécessaire* d'une société communiste mondiale.

Cependant, à l'époque de la décadence impérialiste, la physionomie et les termes du commerce mondial perpétuent l'exploitation, par les pays impérialistes d'Amérique du Nord, d'Europe de l'Ouest et du Japon, des pays capitalistes arriérés d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. Le commerce mondial est en outre manipulé et déformé par les monopoles et les cartels, comme le prix exorbitant du pétrole par l'alliance des « Sept Soeurs » et de l'OPEP. Actuellement, une « zone de libre échange nord-américaine » est en train d'être établie. Le Grupo Espartaquista de México, la Spartacist League/US et la Trotskyist League of Canada/Ligue trotskyste du Canada ont publié l'année dernière un communiqué commun qui exprimait une opposition *internationnaliste* à ce plan pour une « forteresse Amérique du Nord », dénonçant ce pacte comme « la réponse de l'impérialisme US au Quatrième Reich et au Japon SA » et qui facilitera le pillage des ressources du Mexique par le capital américain (et canadien) plus puissants et les attaques contre les droits des travailleurs dans les trois pays (« Stop US "Free Trade" Rape of Mexico » [Halte au viol "libre-échangiste" du Mexique par les USA], *Workers Vanguard* n° 530, 5 juillet 1991).

La réponse n'est pas le repli vers l'autarcie économique nationale, qui trouve sa forme la plus extrême dans l'Etat corporatiste fasciste, mais le programme communiste d'expropriation des ressources productives des mains des capitalistes et de restructuration de la division internationale du travail sur la base d'une planification rationnelle et d'un égalitarisme mondial.

V

Dans la période la plus récente, il y a eu un certain changement dans l'état d'esprit des masses américaines, en comparaison avec le climat politique conservateur des années 1980. En témoignent les réactions de dégoût qui se

sont manifestées un peu partout face au spectacle des très sexistes auditions de « confirmation » à la Cour suprême passées par Clarence Thomas devant une commission du Sénat. L'existence d'un gouffre toujours plus grand entre la politique du gouvernement et les désirs de la population est démontrée clairement par la question de la défense du droit actuel à l'avortement. La droite politique, sous l'influence de l'intégrisme religieux, est allée trop loin en faisant campagne pour l'interdiction complète de l'avortement. La majorité des femmes, de toutes les couches sociales et de tous les groupes ethniques, s'opposent vigoureusement à une telle interdiction, vue comme une attaque contre leurs droits démocratiques. La question de l'avortement a provoqué une réaction populaire contre l'extrême droite et en particulier sa composante religieuse; elle a divisé la classe dirigeante et même le Parti républicain. Notre intervention dans le mouvement pour le droit à l'avortement et notre participation à la défense des cliniques, sous le mot d'ordre central « Avortement libre et gratuit » et avec l'appel à rompre avec les Démocrates et à construire un parti ouvrier, est à ce moment un aspect important de notre lutte plus large contre les forces de la réaction sociale et politique.

L'invasion de Panama et l'arrestation de Manuel Noriega par les Etats-Unis en décembre 1989 ont été à la fois une affirmation éhontée de la « super-souveraineté » américaine et un ballon d'essai militaire et politique pour d'autres aventures impérialistes. Le Pentagone a refusé l'accès du champ de bataille à la presse et a ensuite menti de façon grossière sur les pertes panaméennes – très probablement près de 3 000 morts. L'acceptation par les médias de conditions de censure telles que le pool de reporters « autorisés » anticipait leur volonté de « remplir leur rôle », plus tard, dans le massacre du Golfe; ils plaident ainsi coupables face à

Ligue communiste internationale (quatrième-Internationaliste)

Adressez la correspondance à :

Spartacist League of Australia	Spartacist League GPO Box 3473 Sydney, NSW, 2001 Australie
Spartacist League/Britain	Spartacist Publications PO Box 1041 London NW5 3EU Grande-Bretagne
Trotskyist League of Canada/ Ligue Trotskyiste du Canada	Trotskyist League Box 7198, Station A Toronto, Ontario M5W 1X8, Canada
Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands	SpAD, Postfach 51 06 55 13366 Berlin, Allemagne
Ligue trotskyste de France	Lé Bolchévick, BP 135-10 75463 Paris Cedex 10 France
Spartacist Group India/Lanka	Ecrire à Spartacist, New York

Dublin Spartacist Group	PO Box 2944, Dublin 1 République d'Irlande
Lega Trotskista d'Italia	Walter Fidacaro C.P. 1591 20101 Milano, Italie
Spartacist Group Japan	Spartacist Group Japan PO Box 49 Akabane Yubinkyoku Kita-ku, Tokyo 115 Japan
Grupo Espartaquista de México	P. Linares Apdo. Postal 453 06002 México 1, D.F. Mexique
Spartakusowska Grupa Polski	Platforma Spartakusowców Skrytka Poczтовая 148 01-133 Warszawa 42 Pologne
Spartacist League/U.S.	Spartacist League Box 1377 GPO New York, NY 10116 USA
Spartacist	121019 Moscou g-19 A/Ya 19 Russie

l'accusation d'avoir « perdu » le Vietnam par leurs prétentions occasionnelles à des reportages « objectifs ».

La guerre du Golfe, malgré la rapidité de la victoire américaine sans pratiquement aucune perte dans son camp, indiquait néanmoins que l'expérience du Vietnam demeure profondément enfoncée dans la conscience politique américaine. Les manifestations de protestation (largement le fait de la jeunesse étudiante), avant le déclenchement de la guerre et même après qu'il fut devenu clair que les Etats-Unis remporteraient une victoire facile, étaient plus importantes que pendant les premiers temps de la guerre du Vietnam. La direction du « mouvement antiguerre », qui soutenait les sanctions de l'ONU contre l'Irak, allait dans le sens des sentiments patriotiques de la population en allant jusqu'à porter des rubans jaunes à la mémoire des soldats américains ! La SL/US est devenue un pôle visible et énergique contre la gauche réformiste social-patriote tout entière, avec le mot d'ordre central « Défaite de l'impérialisme US ! Défense de l'Irak ! »

Washington peut bien s'imaginer avoir créé un « nouvel ordre mondial », s'en prendre aux « Etats sans foi ni loi » (ceux qui n'ont pas d'armes nucléaires mais veulent en acquérir) et se comporter comme le gendarme du monde, en s'arrogeant le « droit » de kidnapper des « suspects » à volonté. Mais si l'impérialisme US s'engage dans une guerre provoquant un taux significatif de pertes américaines, quel qu'il soit, on doit s'attendre à une opposition intérieure de masse.

Dans la période qui vient, la défense de l'Etat ouvrier déformé cubain contre l'impérialisme yankee va être mise à l'ordre du jour de façon aiguë. Les Républicains comme les Démocrates ont agité la menace de la destruction du « communisme castriste » dans les quatre prochaines années et pour ce faire ils resserrèrent l'étau d'un embargo économique brutal (bien plus efficace aujourd'hui avec la suppression de l'aide soviétique). Dans l'île assiégée et insoumise, la masse de la population, qui subit de terribles épreuves, soutient toujours la révolution qui lui a apporté d'immenses acquis sociaux. Le régime castriste s'est cependant enfermé dans une mentalité de bunker, qui s'est particulièrement exprimée en 1988 dans le procès-spectacle stalinien et l'exécution du général Ochoa. Ce procès faisait partie d'une odieuse tentative de se concilier les bonnes grâces des Etats-Unis, Castro offrant de prendre part à la « guerre à la drogue » de Bush. Le régime stalinien bureaucratique qui fusille ses généraux sape de façon criminelle la défense de la Révolution cubaine. Les trotskystes aux Etats-Unis ont pour obligation toute particulière de mobiliser, depuis « le ventre de la bête », l'opposition à la menace contre-révolutionnaire yankee.

L'euphorie patriotique de la guerre du Golfe s'est rapidement dissipée quand la récession a fait remonter à la surface un flot de mécontentement économique populaire. Il est largement et de plus en plus reconnu que les riches sont devenus scandaleusement riches (en 1989, les plus riches, 1 % de la population, possédaient 36,3 % des richesses), que les ouvriers sont devenus des pauvres et les pauvres des sans-abri. Il est maintenant courant d'entendre des ouvriers blancs âgés, socialement conservateurs, comme ceux qui ont récemment fait grève dans la gigantesque entreprise d'équipements pour le bâtiment Caterpillar, dans le Midwest, déclarer que « le rêve américain est mort ». Ils ont vu leur niveau de vie baisser fortement en l'espace d'une génération et ils s'attendent à pire pour leurs enfants.

Alors qu'elles ont été sabotées et poignardées dans le dos par la bureaucratie syndicale, les grèves des mineurs de Pittston, des mécaniciens d'Eastern Airlines et des ouvriers des abattoirs du Midwest, isolés, étaient extrêmement populaires parmi les ouvriers américains qui suivaient ces conflits de près.

Le changement de climat politique a été mis en lumière par l'« émeute » de Los Angeles au début du mois de mai 1992, la première explosion d'un ghetto de ce type depuis les années 1960. Le détonateur de cette explosion a été l'acquittement de quatre policiers blancs qui avaient affreusement tabassé un automobiliste noir, Rodney King. Cette abominable image du visage intérieur du « nouvel ordre mondial » de Bush avait été saisie sur cassette vidéo par un témoin et diffusée dans le monde entier. Contrairement aux rébellions des ghettos des années 1960, le soulèvement de Los Angeles et les échos de sympathie qu'il a provoqués dans tout le pays étaient manifestement *multiraciaux*. La colère face à l'acquittement des flics sadiques et racistes par un jury d'une banlieue résidentielle blanche s'est manifestée dans toutes les couches de la société américaine, de même que la sympathie pour le sort des Noirs et Latino-Américains pauvres. Il n'était pas rare d'entendre : « Ca a tout autant à voir avec les questions de classe qu'avec les questions de race. » La classe dirigeante, ayant connu une frayeur inattendue, a réagi par une opération massive de répression d'Etat policier, orchestrée depuis la Maison Blanche de Bush jusqu'au maire Démocrate noir de Los Angeles. La SL/US a appelé les travailleurs de la région de Los Angeles, et en particulier le puissant syndicat des dockers, à bloquer les ports et à se mobiliser en défense du ghetto et contre l'occupation de la police et de l'armée. Un point clé de notre propagande était aussi cette vérité : « Ce qu'il faut ce n'est pas s'emparer des produits de consommation mais exproprier les moyens de production. *Cela nécessite un saut dans la conscience et dans le niveau d'organisation, de celle de pauvres révoltés à celle de travailleurs conscients et organisés.* »

Le caractère spontané de la conflagration de Los Angeles et sa répression efficace par l'Etat bourgeois évoquent une contradiction fondamentale de la société américaine. Les Etats-Unis sont le seul pays capitaliste avancé à ne pas avoir de parti politique basé sur la classe ouvrière, même de caractère réformiste. L'arriération politique de la classe ouvrière américaine, unique en son genre (et la faiblesse qui en découle, même au niveau de la lutte économique), dérive centralement de la capacité de la bourgeoisie à exploiter les divisions nationales, ethniques et raciales. Depuis le milieu des années 1960, les multiples différences ethniques au sein de la classe ouvrière américaine se sont concentrées autour de la division entre Blancs et Noirs, la population hispanique de plus en plus nombreuse représentant une couche intermédiaire. Actuellement, les ouvriers de Caterpillar dans le Midwest, blancs dans leur grande majorité, et les jeunes rebelles noirs et latino-américains de South-Central à Los Angeles, tous victimes de la décadence du capitalisme américain, sont, politiquement et socialement, profondément étrangers les uns aux autres. Ce manque de conscience de classe et le sentiment de désespoir qui en découle chez tant de gens dans ce pays constituent pour nous un énorme obstacle objectif.

La tâche indispensable d'un parti d'avant-garde communiste multiracial est de faire, dans la lutte révolutionnaire, le lien entre les éléments extrêmement divers et présente-

ment divisés de la classe ouvrière américaine et des masses plébéiennes. *L'unité politique* du prolétariat américain nécessite une lutte contre l'oppression des populations noire et hispanique hors du lieu de production (par exemple contre la brutalité raciste de la police, pour l'intégration des écoles et du logement, pour des programmes sociaux dont bénéficieront les ghettos et les barrios misérables). Un parti ouvrier ne pourra pas se développer aux Etats-Unis simplement à travers la politisation des luttes syndicales, comme ce fut le cas en Grande-Bretagne avec la formation du Parti travailliste au début de ce siècle. Il est difficile d'imaginer que la classe ouvrière américaine aille au-delà des syndicats économistes et du soutien politique aux partis bourgeois, excepté par le truchement d'un parti d'avant-garde communiste multiracial.

Jusqu'à présent, notre principal instrument pour toucher les travailleurs et les Noirs de ce pays est notre bimensuel *Workers Vanguard*. Nous cherchons à intervenir dans les luttes quand et où nous le pouvons, en utilisant notre journal, des publications spéciales comme la série à succès des *Black History*, inaugurée en 1983, et des suppléments spéciaux. Par exemple, notre manifeste sur la lutte de classe combative publié en 1984, «Labor's Gotta Play Hardball to Win!» [Les travailleurs doivent mettre le paquet pour gagner!], est toujours distribué et bien reçu. A l'époque de la première conférence internationale, *WV* avait un tirage moyen de 10 800 exemplaires par numéro et 2 425 abonnés aux Etats-Unis. En 1982, époque où la *SL/US* a eu le plus de militants, le tirage était de 17 208, et le nombre d'abonnés de 2 789. En 1991, avec moins de membres, le tirage a été de 19 000 et le nombre d'abonnés de 2 524. Depuis la dernière conférence internationale, le nombre d'abonnés à *Women and Revolution* a doublé. Dans l'année écoulée, cette publication unique en son genre est finalement devenue internationale par l'origine des articles aussi bien que par leur contenu. Les librairies et les distributeurs ont contribué à augmenter les ventes par numéro de notre presse et en général les ventes par camarade-heure ont augmenté substantiellement au cours des années – nos meilleures ventes de rue sont celles que nous faisons auprès de la population noire.

En octobre 1986, un des plus puissants syndicats de la Côte Est, qui compte dans ses rangs une forte proportion de Noirs, l'International Longshoremen's Association, a déclenché une grève dans le nord-est. La *SL/US* a sorti un supplément spécial («From PATCO to Hormel – Too Much! – Let's Win This One!» [De PATCO à Hormel – Trop c'est trop! – Gagnons celle-ci!]) et en l'espace de trois jours les camarades, y compris des cadres d'autres sections de la LCI, en ont diffusé un quart de million d'exemplaires aux dockers en grève et à d'autres dans 36 villes, et en particulier sur les trois côtes du pays. Malheureusement, la direction de l'ILA a mis fin à la grève après ces trois jours.

La *SL/US* a pris la mesure de l'importance de la percée que nous avons réalisée et a suivi avec attention les contacts dans les ports du sud-est. Ce travail a reposé principalement sur nos deux sections locales dans le Sud, très petites mais d'une importance vitale, Washington et Atlanta. Ce travail a été payant – en mai de cette année, quand l'explosion de Los Angeles s'est produite, notre supplément spécial «Outrage Over Racist Acquittal of Cops in Rodney King Case» [Colère après l'acquittement raciste des flics dans l'affaire Rodney King] a été distribué par des syndicalistes

aux membres de quatre sections de l'ILA dans le Sud, par le canal des locaux syndicaux.

VI

Ce n'est pas simplement par un hasard géographique que notre tendance internationale – la seule expression organisée du trotskysme authentique aujourd'hui dans le monde – a pris naissance aux Etats-Unis. L'organisation trotskyste américaine, dont la direction, autour de James P. Cannon, remontait à l'Internationale communiste des premières années, était la plus forte section du mouvement quatrième-internationaliste au milieu et à la fin des années 1930. Pendant la Deuxième Guerre mondiale, la direction du Socialist Workers Party, bien qu'emprisonnée, préserva sa continuité, tandis que les cadres trotskystes européens étaient décimés par l'occupation nazie et les vengeances stalinienne. La lente dégénérescence du SWP pendant les années 1950, qui déboucha sur le soutien politique acritique accordé au régime national-stalinien de Castro à Cuba, conduisit à la formation d'une opposition de gauche qui se développa pour donner naissance à la *SL/US* au milieu des années 1960.

Bien que les racines politiques de la section américaine remontent au SWP de Cannon, la majorité de ses cadres provient de la radicalisation de la Nouvelle Gauche pendant les années 1960, radicalisation centrée à l'époque sur la lutte pour l'égalité des Noirs et l'opposition à la guerre impérialiste au Vietnam. Le brutal tournant à droite du climat politique depuis la fin des années 1970 a conduit à la stagnation, puis à un déclin considérable de l'effectif de la *SL/US*. Il est aujourd'hui inférieur d'un tiers au nombre maximum atteint en 1982. Au début des années 1980, nous avons perdu un nombre assez important de cadres intermédiaires, dont beaucoup sont restés des sympathisants. Cependant, quelques renégats ont formé le nid de provocateurs de la «Bolshevik Tendency», totalement repoussante, anti-spartaciste, politiquement douteuse et au financement louche. Au moins 20 camarades américains travaillent hors des Etats-Unis, au profit de l'internationale. Le reste de cette diminution des effectifs sur une décennie peut être attribué à une attrition «normale». Cependant, la relève «normale» qu'on aurait pu attendre ne s'est pas produite. Tout au long des années 1980, nous avons noté que notre autorité aux Etats-Unis était totalement hors de proportion avec notre taille et notre capacité à recruter.

La *SL* (comme le reste de la gauche américaine) a été dans une large mesure éliminée de l'industrie par les licenciements du milieu des années 1970, qui ont réduit brutalement le nombre de fractions actives. Si elle a maintenu son niveau de membres syndiqués, ceux-ci occupent maintenant des emplois plus protégés, en particulier dans les transports municipaux et les emplois qualifiés. En outre, un certain nombre de camarades ont trouvé des emplois de cols-blancs (c'est-à-dire non syndiqués) petits-bourgeois, notamment dans l'industrie informatique où il faut constamment se prémunir contre l'érosion de la conscience communiste.

Du fait de la diminution considérable du nombre de jeunes membres, dans le contexte du brutal tournant à droite aux Etats-Unis, la Spartacus Youth League a été liquidée en tant qu'organisation nationale par décision du comité central de la *SL/US* au printemps 1986 pour créer des clubs de jeunesse locaux placés sous la direction des sections locales du parti. Le CC a établi une commission jeunesse, avec le droit de publier chaque mois jusqu'à quatre pages

« Young Spartacus » dans WV. Dans une période de faible activité politique sur les campus et avec une petite vingtaine de militants de la jeunesse non membres du parti, le parti ne pouvait pas justifier le maintien d'une organisation de jeunesse séparée, avec son propre journal, quand le besoin le plus pressant était de consolider notre expansion géographique. La tâche de construire des commissions de jeunesse pour travailler sur les campus demeure.

Depuis plusieurs années, les campus américains ont connu des éruptions de plus en plus fréquentes de violence raciste non déguisée – même dans les enclaves traditionnellement libérales et autrefois radicales. Ajouté à la diminution de l'aide financière et à la hausse des frais de scolarité, ceci a eu pour résultat une baisse des inscriptions des Noirs dans les universités américaines et une montée de l'influence des nationalistes noirs, en particulier dans les institutions traditionnellement noires.

Bien que nos commissions de travail sur les campus universitaires aient enregistré un certain nombre de petits succès en termes de recrutement, en particulier dans le Midwest, le fait est que la SL/US compte actuellement dans ses rangs huit étudiants. Beaucoup d'influences conservatrices s'exercent aujourd'hui sur la jeunesse américaine. L'exemple le plus frappant est peut-être que jamais auparavant dans l'histoire du monde une génération de jeunes n'a atteint sa majorité en sachant que le sexe pouvait signifier la mort par le sida.

Outre le déclin quantitatif des effectifs de la SL/US, il y a le problème du vieillissement de ses cadres. A l'époque de la dernière conférence nationale de la SL/US, en 1987, l'âge moyen des membres était de 34 ans et le temps moyen passé dans notre tendance de dix ans et demi. Aujourd'hui, les chiffres correspondants sont certainement beaucoup plus élevés. L'approche de l'âge mûr s'accompagne habituellement d'un conservatisme personnel croissant qui, dans une certaine mesure, est nécessaire pour des révolutionnaires professionnels à vie. Cependant, la section américaine doit être vigilante quant à la possibilité que certains membres accueillent une poussée rapide des luttes sociales comme une perturbation de leur routine et du mode de vie auquel ils se sont habitués pendant une période prolongée de réaction et de tranquillité. Un cofacteur qui complique ce problème potentiel est que l'immense majorité de la couche

de camarades recrutés après la génération formée pendant l'époque de la lutte pour les droits civiques et des mobilisations antiguerres n'ont pratiquement aucune expérience des premières lignes d'une lutte sociale.

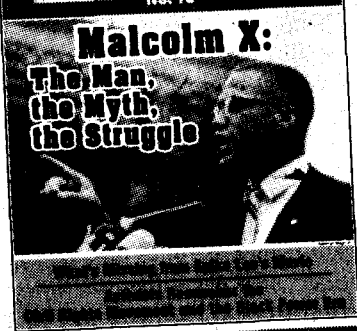
Jusqu'ici, la section américaine a plutôt bien résisté aux années Reagan-Bush. Mais comme l'a récemment souligné le camarade Robertson, il y a trois façons d'aller à notre perte si nous ne faisons pas un effort conscient pour l'éviter. Nous pouvons dégénérer en : 1) menchévisme, 2) stalinisme (c'est-à-dire devenir une sorte d'organisation bureaucratique) ou 3) de leonisme (c'est-à-dire glisser vers un propagandisme abstrait tout en nous retirant des luttes). La récente bataille dans la section de New York, centrée sur un flanchement au sujet de l'arrestation de plusieurs militants lors d'une manifestation pour le droit à l'avortement, touchait les points 1) et 3) ci-dessus. Avoir eu cette bataille tôt est une bonne chose, car nous envisageons la possibilité à la fois d'une répression accrue et d'un développement de la lutte des classes aux Etats-Unis, avec le développement continu des rivalités interimpérialistes.

Malgré la baisse du nombre de ses membres, la SL/US a maintenu un haut niveau d'activité et accru son poids dans la gauche et dans un milieu radicalisé plus large. Beaucoup de nos principaux concurrents des années 1970 ont complètement disparu, en particulier les maoïstes et la plupart des centristes trotskoides, tandis que d'autres sont allés très loin vers la droite. Le Parti communiste s'est fracturé et il est probable qu'un gros morceau des « Committees of Correspondence » sociaux-démocrates, qui comptent dans leurs rangs nombre d'anciens cadres dirigeants noirs, du PC, vont finalement tenter (sans succès) de devenir l'aile gauche du Parti démocrate. Le SWP a dans une large mesure disparu en tant que concurrent, du fait de la perte de membres et de son tournant vers des trous de province où nous n'existons pas. La sinistre organisation de North, la Workers League aux Etats-Unis, bien qu'elle ait ces derniers temps présenté un visage plus orthodoxe, a consacré une grande partie de son énergie à maintenir le militant du SWP Mark Curtis en prison pour le reste de sa vie. Parmi les différents fragments qui subsistent de l'implosion du healysme, les northistes sont les plus douteux et, avec une certaine envergure internationale, les plus irritants. Il n'est pas surprenant que dans la période actuelle l'International

A Spartacist Pamphlet 51

Black History and the Class Struggle
No. 10

**Malcolm X:
The Man,
the Myth,
the Struggle**



"New World Order" Neocolonialism in Africa

February 1993 Spartacist Publishing Co. Box 1377 GPO, New York, NY 10118

Black History and the Class Struggle

n° 10 – Malcolm X:
The Man, the Myth,
the Struggle

(en anglais)

Inclut : « Activists Remember the Civil Rights Movement and the Black Power Era ».

Les autres numéros de la série sont également disponibles.

n° 10 (48 pages)
10 FF, US\$ 1

Une collection d'articles du « Bolchévik » sur la question noire aux Etats-Unis

"BOLCHEVIK"

La lutte pour la libération des Noirs aux Etats-Unis

- Malcolm X : un courageux combattant de la libération des Noirs américains
La Revue n° 101 des Noirs et la Libération 1969
- La Révolution russe et la lutte pour la libération des Noirs aux USA
La Revue n° 102 des Noirs et la Libération 1970
- Los Angeles : les filles racistes acquittées
N'attendons aucune justice des tribunaux bourgeois !
Travaux de la 17^e conférence de la Section des Noirs du Parti Communiste 1971

10F



10 FF

Pour toute commande:

Spartacist Publishing Co.,
Box 1377 GPO, New York, NY 10116, USA

Le Bolchévik, BP 135-10
75463 Paris Cedex 10, France

Socialist Organization troisième-campiste, qui célèbre ouvertement la « mort du communisme », soit devenue notre principal concurrent sur les campus. Nous devons être vigilants pour stériliser l'atmosphère politique contre les centristes, en particulier la Revolutionary Workers League (RWL) et la scission de Sollenberger, malgré leur petite taille, sinon ils se développeront.

Le profil politique public de la SL/US est ainsi notablement plus élevé qu'il y a dix ans. Cependant, l'objectif d'un parti révolutionnaire n'est pas de tenir bon pendant une période « calme » et réactionnaire. La section américaine doit se préparer à gagner au trotskysme une nouvelle génération radicalisée d'ouvriers, d'intellectuels, de jeunes, d'activistes noirs et hispaniques, d'étudiants et d'ouvriers immigrés, dont la conscience politique, façonnée par le monde de l'après-guerre froide, sera très différente de celle que nous avons connue précédemment.

11. Canada : regroupement et Québec

Au Canada, les effets de l'accord de libre-échange se produisent au moment où le pays subit la pire régression économique parmi toutes les puissances impérialistes du « groupe des sept ». A la fois le secteur des ressources primaires (exploitation forestière, mines, pêche) et la base manufacturière ont été dévastés par les fermetures d'entreprise. La très forte hostilité à l'encontre du gouvernement fédéral conservateur s'est traduite par un soutien populiste aux sociaux-démocrates de droite du New Democratic Party/Nouveau parti démocrate, qui sont maintenant au pouvoir dans les provinces clés de l'Ontario et de la Colombie britannique.

Dans le même temps, le pays lui-même est peut-être sur le point de tomber en pièces. La bourgeoisie relativement nouvelle du Québec aspire à une large autonomie, certains secteurs espérant former un mini-Etat impérialiste indépendant au Québec, une Autriche ou une Belgique nord-américaine fournissant des matières premières aux Etats-Unis. Les partis « pro-souveraineté » arrivent en tête des sondages d'opinion au Québec. Contrairement à ce qui se passait dans les années 1960 et au début des années 1970, quand le nationalisme québécois était enrobé d'un verbiage « socialiste » et que l'opposition à l'oppression nationale contribuait à la combativité ouvrière, aujourd'hui le « mouvement » nationaliste québécois exprime ouvertement les appétits de la bourgeoisie indigène québécoise à être « maître chez elle » et a attisé une xénophobie raciste.

Le mouvement syndical québécois, jadis combatif, est paralysé par sa direction qui se fait le champion des nationalistes bourgeois. Les bureaucrates syndicaux du Canada anglais, qui attisent le nationalisme de la feuille d'érable, ont provoqué une série de scissions avec les syndicats internationaux basés aux Etats-Unis, notamment dans l'automobile. Néanmoins, le taux de syndicalisation a légèrement augmenté dans la dernière décennie (pour atteindre 38 %) et il y a eu plusieurs grandes grèves, principalement dans le secteur public où des luttes de classe binationales ont eu lieu. Contre les directions syndicales nationalistes et leurs suivistes « de gauche », nous défendons notre perspective internationaliste d'unité dans la lutte de classe du prolétariat d'Amérique du Nord, perspective qui

s'exprime dans notre défense inconditionnelle du droit à l'autodétermination du Québec et, simultanément, dans notre opposition au nationalisme québécois. Nous avons récemment changé le nom de la section en Trotskyist League/Ligue Trotskyiste pour souligner le fait que le Canada est un pays bilingue.

Les gouvernements fédéral et provinciaux ont maintenant concocté un soi-disant « paquet constitutionnel » qu'ils soumettent aux électeurs lors d'un référendum. La campagne pour le « oui » à ce référendum est explicitement conçue pour rassembler la population pour « sauver le Canada », c'est-à-dire pour confirmer le statu quo d'un Etat impérialiste canadien « unifié ». Nous appelons à voter « non » à ce référendum, tout en distinguant nettement notre ligne internationaliste prolétarienne des autres forces qui appellent à voter « non », qu'il s'agisse des nationalistes québécois ou des chauvins canadiens anglais profondément réactionnaires, comme le Reform Party. En même temps, nous nous opposons à la désintégration du Canada anglais qui, au moment présent, ne pourrait que renforcer la puissance de l'impérialisme US.

Bien qu'elle soit encore relativement petite, la section canadienne a connu au cours des quatre dernières années une croissance réelle. Ceci venait après d'importantes pertes au début des années 1980, période au cours de laquelle les gens de la future « Bolshevik Tendency » ont montré ce qu'ils avaient dans le ventre en démissionnant face à la campagne de guerre froide antisoviétique. En plus d'un recrutement linéaire de jeunes, la TLC/LTC a bénéficié d'un regroupement avec de jeunes membres du SU, gagnés à la LCI principalement sur la question russe. Ce regroupement fut un coup porté aux lamentables débris du mandélisme au Canada, qui jouent le rôle de satellites inefficaces du NDP au Canada anglais et de nationalistes virulents au Québec. Nous avons aussi recruté un cadre expérimenté du Parti communiste, lequel s'est totalement désintégré avec l'effondrement du stalinisme en Europe de l'Est et en Union soviétique. Le numéro de *Spartacist Canada* où sont publiés les documents relatifs à notre recrutement dans les rangs du PC et au regroupement avec une fraction du SU peut être et a été utilisé avec succès au niveau international. Avec le déclin des staliniens, les capitalistes d'Etat d'International Socialists sont devenus un opposant majeur sur les campus.

Une section locale a été rétablie à Vancouver, ce qui est important pour nos perspectives générales sur la Côte Ouest en Amérique du Nord. Quelques jeunes camarades sont maintenant en place à Montréal où la réalisation d'une percée par recrutement ou regroupement demeure une tâche clé. Il y a eu des problèmes pour assurer la cohésion d'une direction collective dans le centre de Toronto, problèmes qui commencent à être traités. La production de *Spartacist Canada* est maintenant plus régulière et plus professionnelle, mais la section doit s'efforcer d'augmenter la fréquence de parution du journal.

La TLC/LTC a aussi recruté un certain nombre de camarades originaires d'importants pays du tiers monde, notamment d'Asie. La population de Toronto, autrefois totalement blanche, est maintenant composée pour un quart de minorités non européennes, ce qui a été reflété dans une manifestation qui était probablement la plus grande manifestation antiraciste dans l'histoire de cette ville – manifestation appelée en solidarité avec le soulèvement de Los Angeles après le verdict de l'affaire Rodney King et rendue

plus urgente après le meurtre raciste d'un jeune Noir par les flics de Toronto. Près de la moitié de la population d'âge scolaire de Vancouver est originaire des pays de la zone Pacifique. Comme d'autres sections avec des populations immigrées/réfugiées importantes, la TLC/LTC doit continuer à consacrer beaucoup d'attention au recrutement et à l'intégration des militants de gauche d'origine étrangère.

12. Le Mexique : une tête de pont vers l'Amérique latine

I

L'antenne de Mexico a été établie par implantation en 1988, à un moment de grande turbulence syndicale et politique. C'était le premier groupe spartaciste à travailler en Amérique latine. Face au soutien apporté par la gauche nationaliste au candidat bourgeois à la présidence Cuauhtémoc Cárdenas, y compris indirectement par les mandéliens et les morénistes, notre minuscule groupe a été le seul à maintenir une opposition prolétarienne intransigeante à ce front-populisme et à dénoncer la capitulation de la gauche. Le soutien au front populaire cardeniste a atteint son apogée lors des élections de 88 et a connu depuis un reflux considérable ; il n'en a pas moins joué un rôle crucial pour dévoyer la lutte de classe. La démoralisation qui s'en est suivie a eu pour conséquence que les négociations sur l'accord de libre échange avec les Etats-Unis et le Canada ont été menées à leur terme sans véritable opposition de la part de la classe ouvrière mexicaine.

Il y a dix ans, Wall Street avait déclaré que le Mexique était un cas désespéré et avait imposé une austérité draconienne pour soutirer des milliards en pressurant une population misérable. Aujourd'hui, on félicite le gouvernement Salinas pour avoir réalisé un « miracle économique », ce qui veut dire qu'il privatise à tour de bras l'économie fortement nationalisée, bradant banques, compagnie de téléphone, aciéries, mines et compagnies aériennes à des prix sacrifiés. Des « réformes » constitutionnelles récemment adoptées éliminent des acquis de la révolution mexicaine, en visant notamment à « moderniser » l'agriculture en éliminant les terres possédées collectivement par des paysans. La bourgeoisie mexicaine presse les travailleurs toujours plus durement au fur et à mesure qu'elle se lie plus étroitement à ses maîtres impérialistes. Des dizaines de milliers d'emplois syndiqués sont en train d'être éliminés, tandis que la faim et la maladie s'étendent. La prochaine priorité figurant à son ordre du jour, comme cela a été démontré par le récent écrasement de la grève à Volkswagen, est d'imposer la « paix sociale » à coups de fouet afin d'attirer les investisseurs.

Le puissant et conscient prolétariat mexicain ne peut pas tolérer indéfiniment cette situation, et ne la tolérera pas. La banqueroute de la gauche front-populiste nationaliste est patente. Notre programme internationaliste révolutionnaire est crucial pour faire le lien entre les luttes au Mexique et la lutte de classe aux Etats-Unis. Les trois premiers numéros d'*Espartaco*, qui publie des articles à la fois sur les Etats-Unis et sur le Mexique et qui est diffusé dans les deux pays, ainsi que le succès de notre meeting à Mexico sur le soulèvement de Los Angeles, ont permis d'insister

sur ce lien qui deviendra d'autant plus vital que les luttes ouvrières s'étendront des deux côtés de la frontière et au niveau international. L'attention portée par la SL/US aux récentes grèves en Californie du Sud et à El Paso renforce aussi cet argument.

L'antenne de Mexico a connu certains succès en termes de recrutement de jeunes, tout en perdant (pour cause de démoralisation) un des membres implantés. Le facteur décisif qui a permis la fondation du Grupo Espartaquista de México (GEM) a été une fusion avec un groupe de cadres, la Fraction trotskyste, dirigeants de longue date de l'organisation moréniste qui avaient rompu avec ce courant sur la question de son soutien à la contre-révolution impérialiste en Allemagne de l'Est. Cette fusion a souligné le caractère central de la question russe, alors que la gauche mexicaine succombe à l'offensive de la bourgeoisie sur la « mort du communisme ».

Nous continuons à avoir un certain nombre de contacts dans le milieu moréniste, alors que cette tendance se fragmente. Cependant, l'intervention propagandiste du GEM et les possibilités de recrutement se concentrent de plus en plus sur les secteurs où ont eu lieu des luttes de masse, telles que les luttes étudiantes du printemps 1992. Le petit avant-poste mexicain de la LCI reste fragile et réversible. Le succès le plus important est l'intégration au travail et aux normes de l'internationale de camarades recrutés dans le milieu moréniste. Quelques recrutements contribueront puissamment à stabiliser une section travaillant en collaboration étroite avec la section américaine.

II

Les documents de fusion, publiés dans le bulletin du GEM « Du morénisme au trotskysme - La question russe à brûle-pourpoint », constituent une arme puissante pour intervenir dans une gauche latino-américaine que la vague contre-révolutionnaire en Europe de l'Est et en Union soviétique a plongée dans une crise totale. Un forum continental de la gauche (auquel participaient des staliniens, des nationalistes et des pseudo-trotskystes), qui s'était réuni pour la première fois en 1990 à São Paulo (Brésil) puis l'année dernière à Mexico, a pratiquement déclaré sa propre banqueroute. Aujourd'hui, le MAS argentin, le principal parti des partisans de Moreno (mort au début de 1987), qui comptait autrefois plusieurs milliers de membres, a connu sa deuxième scission majeure en quatre ans et y a perdu ses principales personnalités parlementaires. Les débris du morénisme vont continuer à faire partie de la flore et de la faune politiques de Buenos Aires ; mais au niveau international, ce courant, dont le signe distinctif était une propension permanente aux manœuvres, semble blessé à mort.

Dans ce contexte, la LCI est entrée en contact avec une scission du Partido Obrero argentin de Jorge Altamira, longtemps associé au centriste bolivien Lora et lié un temps aux lambertistes. Ce groupe, anciennement Partido de Trabajadores, aujourd'hui Partido Bolchevique por la Cuarta Internacional, a évolué ces dernières années vers la gauche. Avec au départ de fortes tendances ouvriéristes, ces camarades ont réexaminé et ont finalement rejeté le front-populisme et le « front unique anti-impérialiste » à la lumière des écrits de Trotsky.

En juillet 1991, le PT a fusionné avec une petite scission de gauche du MAS pour former le PBCI. Immédiatement après le coup d'Etat d'août 1991 à Moscou, ce groupe a

appelé à se placer « dans le camp militaire des staliniens ». Bien qu'il déclare qu'avec la victoire d'Eltsine l'Etat ouvrier a été détruit, le PBCI continue à appeler à une révolution politique. Sa ligne idiosyncratique et contradictoire reflète l'isolement relatif de l'Argentine où le « trotskysme national » a dominé pendant quatre décennies. Le GEM a travaillé en étroite collaboration avec le SI dans les discussions avec le PBCI.

13. Japon : une poussée vers une nouvelle « Grande sphère de coprosperité extrême-orientale »

I

L'impérialisme japonais est assis sur des montagnes de yens, mais l'écroulement du stalinisme en Union soviétique et en Europe de l'Est a aussi révélé de nombreuses contradictions de Japon SA. La reconstruction et l'expansion du capitalisme japonais après la Deuxième Guerre mondiale ont fleuri sous l'hégémonie militaire des Etats-Unis pendant la Guerre froide. Durant les années qui ont suivi, alors que l'économie américaine rongée par la rouille était en déclin, le capital japonais a accepté pendant un temps de soutenir le marché américain, son plus important débouché à l'exportation pour les produits manufacturés. La Guerre froide avait supprimé provisoirement le conflit d'intérêts, qui leur est inhérent, entre les impérialismes américain et japonais. Mais cette époque est révolue.

Depuis l'accord de Plaza, en 1985, qui a pratiquement doublé la valeur du yen par rapport au dollar, les investisseurs ont commencé à transférer leur capital vers les pays à bas salaires de l'Asie du Sud-Est et à acheter des minerais en Australie. Aujourd'hui, le Japon est le principal partenaire commercial de la Thaïlande, de la Malaisie, de l'Indonésie, de Singapour et du Vietnam et son commerce et ses investissements aux Philippines sont au même niveau que ceux des Etats-Unis. L'expansion continue du capital japonais rendra une collision avec les Etats-Unis inévitable, car les efforts pour créer un bloc commercial sous forme d'une nouvelle « Grande sphère de coprosperité extrême-orientale » obligent le Japon à faire respecter ses intérêts propres.

Le Japon a maintenant le troisième budget militaire du monde (qui sera bientôt le deuxième si la puissance militaire de l'ex-Union soviétique est démantelée). Le Parti libéral démocrate, le parti bourgeois qui exerce le pouvoir depuis longtemps, a récemment fait adopter par la Diète (parlement) une loi qui autorise le gouvernement à expédier ses forces militaires outre-mer (les sentiments pacifistes profondément enracinés dans la population constituent néanmoins toujours un obstacle). Cependant, cette loi sur le maintien de la paix (PKO) a été immédiatement appliquée et des militaires japonais ont été envoyés au Cambodge. A mesure que les tensions commerciales s'échauffent, la xénophobie raciste monte des deux côtés du Pacifique. Un nouveau mot japonais, *kembei*, qui signifie l'américanophobie, est maintenant en vogue, et de hauts responsables de Tokyo imputent constamment le déclin économique américain aux Noirs, aux Hispaniques et aux ouvriers « fainéants ».

En même temps, des fissures internes apparaissent sur le mur de la prétendue supériorité économique japonaise,

la plus sérieuse étant le krach de la Bourse de Tokyo qui a commencé en 1990. L'indice Nikkei a chuté de plus de 60% depuis décembre 1989. La nouvelle « économie spéculative » japonaise, stimulée en partie par le spectaculaire renforcement du yen après 1985, était basée sur une flambée des prix de l'immobilier et attisée par la spéculation boursière. Ce boom spéculatif poussait les taux d'intérêt à la hausse et le capital japonais trouvait plus lucratif d'investir outre-mer. Le boom économique japonais de l'après-guerre a connu son apogée et les années 1990 verront un taux de croissance beaucoup plus faible, avec une diminution des investissements en matériels productifs et en biens d'équipement.

L'expansion économique du Japon SA a été soutenue par la sueur et le sang d'une main-d'œuvre hautement productive, à qui l'on a imposé pendant presque une génération de se tuer au travail. Après la vague de grèves combatives de l'après-guerre, qui avaient été trahies par un Parti communiste alors puissant, la bourgeoisie a cherché à acheter le prolétariat des secteurs industriels stratégiques au moyen de salaires et d'avantages sociaux relativement élevés. La partie de l'économie constituée par les sous-traitants et les petits ateliers a cependant gardé sa physionomie d'avant-guerre et constitue le principal employeur d'une population immigrée en expansion rapide (originaires d'Asie, d'Afrique et d'Amérique du Sud) qui est dirigée vers les emplois mal payés, sales et dangereux.

Un tour de vis supplémentaire dans l'exploitation a été donné après le « choc pétrolier » des années 1970, quand la semaine de travail de six jours a été étendue par le recours sans limite aux heures supplémentaires. Aujourd'hui, les ouvriers industriels du Japon travaillent plus de 200 heures de plus par an que leurs homologues américains et 500 heures de plus que les ouvriers européens. Le taux d'accidents du travail dans l'industrie augmente et le *karoshi* (la mort par excès de travail) est plus fréquent parmi les travailleurs en général.

Avec la régression économique actuelle, la bourgeoisie japonaise, qui ne peut pas physiquement faire travailler davantage son prolétariat, cherche à baisser les salaires. C'était la question qui sous-tendait la grève combattive mais tronquée des cheminots à Tokyo et Osaka au printemps 1992, grève qui a paralysé les grands centres urbains, même si ce n'était que pour quelques heures. La propagande adressée aux cheminots par le Groupe spartaciste Japon (GSJ) a souligné la nécessité d'avoir des syndicats d'industries et un parti révolutionnaire léniniste qui luttera pour le pouvoir.

Une révolution prolétarienne doit créer une république ouvrière pour éradiquer les nombreux vestiges du féodalisme et au premier chef l'oppression des femmes qui est enracinée dans le maintien du système impérial. La transformation économique de l'ère Meiji n'a rien fait pour changer l'injonction confucéenne de la période Edo faite aux femmes : « Quand tu es jeune, obéis à ton père ; quand tu es mariée, obéis à ton mari ; quand tu es veuve, obéis à ton fils » et elle a officialisé l'oppression des femmes en la liant au système patriarcal impérial. A mesure que le Japon entreprendra de rétablir sa puissance militaire, les femmes seront de plus en plus prises pour cibles par les idéologues réactionnaires, pour redevenir rien d'autre que des « reproductrices » dont on attend qu'elles donnent des fils à l'empire. Aujourd'hui, confronté à une diminution du taux de natalité, le gouvernement désigne comme boucs



AP

Pendant les manifestations de masse de 1989, les ouvriers de Pékin entrent dans la bataille sous la bannière: « Etudiants, les ouvriers sont arrivés ». La bureaucratie stalinienne chinoise a engagé une répression féroce quand le spectre d'une révolution prolétarienne naissante s'est dressé.

émisaires les femmes qui veulent une éducation supérieure, interdit les pilules contraceptives faiblement dosées et rogne de façon menaçante le droit à l'avortement.

Le GSJ est fortement orienté vers les travailleurs immigrés ou appartenant aux minorités. Les minorités (Aïnous, Burakoumins, Coréens et Chinois) et les travailleurs immigrés récemment arrivés ne constituent pas une partie stratégique du prolétariat industriel, et leur poids numérique dans la population est encore faible. Mais politiquement, l'importance de la question des minorités dépasse de loin cette faiblesse numérique. Le GSJ non seulement exige les pleins droits de citoyenneté pour toutes les minorités vivant au Japon, mais appelle aussi à l'intégration des travailleurs appartenant aux minorités, des «arbeiter» (travailleurs à temps partiel ou saisonniers) et des travailleuses dans les syndicats existants, pour briser les barrières institutionnelles qui leur interdisent d'obtenir un emploi à durée indéterminée dans la grande industrie. Notre mot d'ordre de république ouvrière prend une forme plus concrète encore avec l'apparition d'une contestation ouverte du refus raciste d'accorder les droits de citoyenneté aux habitants non japonais. La création du *Zainichi-to* (parti des étrangers), dirigé par des Coréens d'origine et qui réclame les droits démocratiques bourgeois que sont le droit de vote et le droit de se présenter aux élections, est indicatif des aspirations des Coréens à lutter pour une vie meilleure dans leur pays, le Japon. Ceci pourrait éveiller d'autres groupes minoritaires à la conscience et à l'activité politiques.

Si l'oppression des femmes s'exprime à travers la conception confucéenne de la famille, c'est sur le lieu de travail que le combat pour la libération des femmes intersecte la lutte du prolétariat pour son émancipation de l'esclavage salarié. Du fait des pénuries cycliques de main-d'œuvre,

les femmes représentent maintenant 37 % de la population active, mais elles sont exploitées comme travailleurs à temps partiel, de deuxième classe, sans bénéficier de la protection syndicale. Elles sont confrontées au travail à un harcèlement sexuel dégradant et subissent d'énormes pressions sociales pour trouver un mari et démissionner. Notre revendication d'organiser ces milliers et milliers de femmes dans des syndicats communs avec le prolétariat industriel est une composante clé d'une révolution prolétarienne japonaise. Les militantes ouvrières japonaises se révéleront des combattantes tenaces pour le socialisme.

Bien que le GSJ ait réussi à publier une propagande appropriée et à stabiliser un niveau de fonctionnement qui permet à notre internationale de le reconnaître comme section sympathisante, il reste au niveau organisationnel un sous-groupe de propagande instable. Il se distingue du reste de la gauche japonaise avant tout par sa défense du pouvoir d'Etat prolétarien en Union soviétique et en Europe de l'Est. Les deux grands partis réformistes – socialiste et communiste – se sont alignés sur l'impérialisme japonais contre l'Union soviétique de la façon la plus claire en exigeant que soient rendues au Japon les îles Kouriles, occupées par l'Armée rouge après la Deuxième Guerre mondiale. L'important milieu de la Nouvelle Gauche japonaise, y compris sa composante pseudo-trôtskyste, applaudit bruyamment à la contre-révolution « démocratique bourgeoise » dans l'ex-bloc soviétique. Au contraire, dès le début le Groupe spartaciste Japon s'est réclamé de la tradition de Richard Sorge et d'Ozaki Hotsumi, héroïques défenseurs de l'Union soviétique contre l'impérialisme mondial.

II

L'état d'esprit de plus en plus combatif des Coréens du Japon peut jouer un rôle important dans l'établissement de liens entre le prolétariat japonais, avec son énorme puissance, et la classe ouvrière combative de Corée du Sud. Dans la période récente, le prolétariat sud-coréen, et en particulier les ouvriers du complexe industriel géant d'Hyundai, a engagé la lutte de classe la plus âpre d'Asie. Sous une répression féroce, ces ouvriers ont construit de véritables syndicats, qui s'opposent aux syndicats-maisons parrainés par le gouvernement (et conseillés par l'« AFL-CIA »). Les ouvriers sud-coréens ont rejoint sans hésitation les manifestations étudiantes traditionnelles du printemps, ce qui indique qu'ils ne se confinent pas à une conscience économiste étroite. Une lutte déterminée pour renverser le régime bonapartiste de Séoul pourrait inciter les ouvriers de Corée du Nord à lutter pour une révolution politique.

L'impérialisme mondial aimerait bien refaire un Anschluss à la façon allemande en réunifiant la Corée sur une base capitaliste. Mais la bourgeoisie sud-coréenne est une classe dirigeante faible, étroite et corrompue qui n'a absolument pas la force de frappe économique des capitalistes ouest-allemands. Le régime bonapartiste de Séoul est dépendant de l'armée américaine pour soutenir militairement sa domination et il est dépendant économiquement des investissements toujours plus considérables du capital japonais. Nous appelons à la réunification de la péninsule par une révolution socialiste dans le Sud capitaliste et une révolution politique prolétarienne au Nord, contre un régime stalinien bizarre qui proclame le *juche* (autosuffisance), une version cultiste du « socialisme dans un demi-pays ». L'ingrédient manquant dans cette situation volatile est

un parti léniniste-trotskyiste, pour diriger la lutte pour la réunification révolutionnaire de la Corée, lutte qui aurait un profond impact sur la conscience des masses ouvrières d'Extrême-Orient, et notamment au Japon, le cœur industriel de l'Asie. Nous avons produit notre première publication en coréen, qui sera distribuée au Japon et ailleurs.

III

Historiquement, la principale cible de l'impérialisme japonais en Asie a été la Chine. En fait, c'est avant tout pour le contrôle de la Chine que les *zaibatsu* (trusts) japonais ont affronté les dirigeants de Wall Street pendant la guerre du Pacifique, de 1941 à 1945. Cependant, la Révolution chinoise de 1949, dirigée par des stalinien et basée sur la paysannerie – et qui a été en grande partie le produit de la résistance nationale à la brutale et raciste occupation japonaise – a privé de façon inattendue l'impérialisme américain de sa plus grosse proie asiatique.

Après avoir poursuivi pendant deux décennies une politique d'hostilité agissante à l'encontre de la Chine populaire, Washington a fait volte-face au début des années 1970 et a conclu une alliance stratégique avec le régime de Mao contre l'Union soviétique. Le successeur de Mao, Deng Xiao-Ping, a renforcé cette alliance réactionnaire avec les Etats-Unis (par exemple en envahissant le Vietnam avec le soutien de Washington en 1979), tout en engageant à l'intérieur des réformes de marché agressives. Sous le mot d'ordre de la « construction du socialisme avec des méthodes capitalistes », les stalinien de Pékin ont décollectivisé l'agriculture, encouragé les entrepreneurs privés dans le commerce de détail et l'artisanat et établi des « zones franches » industrielles pour les investissements étrangers, en particulier japonais.

La corruption généralisée des responsables et l'émergence de petits capitalistes nouveaux riches, accompagnées d'une inflation et d'un chômage galopants, ont suscité un mécontentement populaire grandissant qui a éclaté au grand jour avec la crise de 1989. Alors que le mouvement pour la « démocratie », à base étudiante, avait des illusions dans le parlementarisme à l'occidentale, les masses ouvrières qui sont descendues dans les rues voulaient le retour à l'égalité et à la sécurité économiques, une restauration du « bol de riz en fer ».

Le régime de Deng Xiao-Ping entreprit de réprimer les manifestations de masse en ordonnant à des unités loyales de l'armée de perpétrer un massacre. Contrairement aux affirmations de la propagande impérialiste occidentale, les principales victimes de ce bain de sang n'ont pas été les activistes étudiants, qui se sont pour la plupart retirés sans dommage de la place Tiananmen, mais de jeunes ouvriers de Pékin et d'autres villes. Pendant les jours qui ont suivi le massacre de Pékin – quand l'attitude de l'armée dans son ensemble était encore incertaine – la Chine s'est trouvée au bord d'une révolution politique prolétarienne.

La situation qui avait conduit à une quasi-guerre civile en 1989 ne s'est en aucune manière améliorée. La Chine est aujourd'hui un chaudron bouillonnant de contradictions et de mécontentements, mal étouffés par un régime stalinien octogénaire. Alors qu'il y a des émeutes dans la ville méridionale de Shenzhen pour s'arracher des actions boursières, de nombreux cas ont été signalés d'ouvriers agressant leurs patrons pour des « pratiques de gestion occidentales », telles qu'ordonner des licenciements. A la mort de Deng

Xiao-Ping, ou même avant, la crise de succession conduira probablement à une situation dans laquelle la révolution politique prolétarienne ou la contre-révolution capitaliste seront posées à brûle-pourpoint, décidant ainsi du sort du pays le plus peuplé du monde.

IV

Une sérieuse défaite pour notre tendance a été l'écroulement de notre petite organisation à Lanka, et la non-viabilité de notre perspective vers l'Inde qui en découle. Nos camarades avaient établi une réputation de défenseurs déclarés des droits des Tamouls. Dans une situation de semi-clandestinité, sous un régime bonapartiste réactionnaire, ils avaient réussi à maintenir un semblant de cohésion organisationnelle et politique, intervenant en particulier parmi les étudiants et les ouvrières surexploitées de la zone franche.

L'absence d'une maîtrise suffisante de l'anglais, ajoutée à un gigantesque gouffre culturel, avec la situation épouvantable résultant des pogromes anti-Tamouls perpétrés en 1983 à l'instigation du gouvernement et de la guerre civile qui s'ensuivit, ont provoqué une grave érosion politique du groupe. Par la suite, un certain nombre d'individus dans la région sont restés en communication avec la LCI et se considèrent comme nos partisans ; certains ont réussi à travailler ailleurs avec l'internationale.

14. Australie : entre l'impérialisme yankee et le Japon SA

La période de rivalités interimpérialistes exacerbées de l'après-guerre froide a laissé la bourgeoisie australienne profondément partagée et apeurée. Les vents protectionnistes de la guerre commerciale qui se lèvent la trouvent coincée entre le Japon, son premier partenaire commercial mais aussi la cible de ses terreurs xénophobes les plus profondes, et son « protecteur », le grand frère américain. Cette contradiction ouvrira un terrain politique fertile pour notre propagande : l'Australie fait partie intégrante de l'Asie ; les impérialismes japonais et américain sont tous deux des ennemis féroces de la classe ouvrière ; nous luttons pour la seule solution réaliste – une fédération socialiste de l'Asie du Sud-Est.

Plus qu'un simple partenaire à la botte, l'Australie est une puissance régionale, charognarde, volontaire et ambitieuse, qu'il s'agisse d'envoyer des soldats pour contribuer à la guerre américaine au Vietnam ou aujourd'hui d'expédier des « soldats de la paix de l'ONU » au Cambodge. Elle manœuvre pour obtenir une présence américaine plus importante dans la région et sur ses côtes (bases américaines), tout en maintenant sa domination sur ses néo-colonies du Pacifique, durement exploitées et opprimées.

En Australie même, cela se traduit par une terreur policière accrue contre une population aborigène terriblement opprimée et par les rafles et l'incarcération des immigrés « clandestins » par le gouvernement travailliste. Au début de 1992, après d'importantes manifestations étudiantes, le gouvernement travailliste de l'Etat de Victoria a engagé une chasse aux sorcières anticommuniste, avec l'arrestation de militants de gauche et le rétablissement de la tristement célèbre « red squad », la police politique.

Confrontée à la montée du chômage et au marasme économique, l'aile « gauche » travailliste, nationaliste, de la bu-



Gubb/JB Pictures

Dans leur lutte pour la libération sociale, les ouvriers noirs sud-africains opprimés et surexploités regardent vers le communisme. Mais les réformistes de l'ANC/Parti communiste trahissent leurs aspirations au moyen du front-populisme.

reauratie syndicale défend un protectionnisme antisiatique virulent, accompagné de racisme anti-immigrés, essayant ainsi de renforcer la base de l'Australian Labor Party (ALP). Les fondations de presque dix ans de gouvernement travailliste ont été l'Accord (contrat social) antiouvrier garanti par une bureaucratie syndicale complaisante.

Pendant l'année 1991, des grèves répétées et souvent dures ont offert de nombreuses occasions pour une intervention lutte de classe de notre parti. Ces grèves ont atteint leur point culminant avec la puissante grève générale de 24 heures d'octobre 1991 dans les Nouvelles Galles du Sud, grève qui malgré la direction syndicale traître a réalisé l'unité de la classe ouvrière multiraciale de la province contre une série de lois antisyndicales draconiennes.

En partie du fait de leur extrême isolement du reste de l'internationale, les camarades de la Spartacist League of Australia (SL/A) ont été particulièrement vulnérables au mensonge bourgeois affirmant que « le communisme est mort ». Cette démoralisation politique a conduit à une trahison caractérisée du principe syndical élémentaire « un seul en grève, tous en grève ! » pendant la grève générale d'octobre 1991 et à se mettre à la remorque des éléments les plus arriérés de la bureaucratie syndicale.

Ceci fut d'abord relevé par le SI et a conduit à une âpre bataille dont le point culminant a été une conférence nationale d'urgence en 1992. Cette conférence a souligné que l'importante composante immigrée de la classe ouvrière en Australie offrait une occasion de concrétiser notre propagande pour une lutte de classe intégrée contre le travaillisme de l'« Australie blanche ». Un aspect clé de notre propagande dans la période à venir sera la lutte pour les droits démocratiques pour les immigrés et l'agitation pour des mobilisations des syndicats contre la réaction raciste. La dérive social-démocrate de la section a eu comme corollaires une vie politique interne stérile et le développement de pratiques organisationnelles menchéviques. Après la bataille politique, la section a été confrontée à une série de démissions, qui représentaient une désertion de la part de cadres du comité central face à l'offensive bourgeoise.

La SL/A reste un petit groupe de propagande, avec une

direction faible confrontée au défi d'avoir à forger un véritable collectif bolchévique. La SL/A est une de nos plus anciennes sections et compte des cadres de grande expérience et de grand talent. Un certain nombre de camarades ont joué un rôle non négligeable en tant qu'émigrés dans d'autres sections. Il y a de vraies possibilités, parmi lesquelles l'éruption des luttes de la jeunesse et des étudiants en 1992 représente l'ouverture la plus immédiate. Le défi pour la SL/A est de « rencontrer des jeunes, recruter des jeunes et consolider des jeunes ».

15. Afrique du Sud : le nationalisme et la collaboration de classes entravent la puissance du prolétariat

S'il y a un endroit au monde où on trouve des centaines de milliers de gens subjectivement communistes, c'est l'Afrique du Sud. C'est le seul pays où le vieux parti stalinien continue à croître. Le prolétariat sud-africain est un des plus conscients et des mieux organisés du monde. Du fait de sa puissance et de son rôle stratégique dans l'économie de l'Afrique et du monde, le prolétariat noir d'Afrique du Sud peut et doit être la force motrice de la révolution socialiste dans tout le continent. Dans la dernière décennie, le mouvement syndical, avec sa puissance sociale concentrée, s'est affirmé comme une force centrale dans la lutte anti-apartheid. A de nombreuses reprises, les masses sud-africaines, et en particulier la classe ouvrière, se sont soulevées contre leurs oppresseurs. Et à de nombreuses reprises, la classe dirigeante raciste a répondu par une répression féroce.

La puissance du prolétariat noir reste entravée politiquement par le nationalisme et la politique de collaboration de classes, qu'incarne l'African National Congress (ANC)/South African Communist Party (SACP). Ces réformistes ont clairement fait savoir qu'ils voulaient un accord de « partage du pouvoir » avec les patrons de l'apartheid et au diable les aspirations des masses à la justice et à l'égalité. Les nationalistes du Pan Africanist Congress, qui se sont opposés à la grève générale d'août 1992 et ont rencontré secrètement De Klerk au Nigeria, poursuivant leurs propres « négociations » avec le régime de l'apartheid, représentent eux aussi une impasse pour les masses noires. Mais il n'y aura pas d'Etat « post-apartheid » front-populiste avec les capitalistes *verligte* [éclairés]. Le capitalisme sud-africain est bâti sur le socle de la domination blanche. Les dirigeants de l'ANC et le SACP, qui enchaînent les masses noires à leurs maîtres capitalistes, sont les plus importants obstacles pour la libération des Noirs. Comme l'explique la théorie de la révolution permanente de Trotsky, à l'époque impérialiste, la bourgeoisie est incapable de réaliser les tâches démocratiques. Et l'Afrique du Sud, c'est la révolution permanente à grande échelle. Il faudra une révolution ouvrière, dirigée par un parti trotskyste, pour accomplir ces tâches démocratiques.

L'agitation sur la question de l'Afrique du Sud a été une composante importante de notre travail au niveau international, en particulier aux Etats-Unis, où les Noirs voient dans l'oppression des Noirs sud-africains un miroir de leur propre oppression. Elle est aussi un sujet d'affrontement polémique avec nos opposants réformistes et centristes, qui tous veulent se mettre à la remorque de l'ANC, directement

ou par procuration, comme dans le cas du groupe Workers Organisation for Socialist Action (WOSA), lié au SU. Malgré une grande distance géographique, notre propagande a eu un impact dans le milieu des exilés, sur des militants en voyage à l'étranger et dans une mesure limitée en Afrique du Sud même. Nous espérons voir bientôt brandie sur le sol sud-africain la bannière de la Quatrième Internationale reforgée.

16. Le secrétariat international et le centre

Notre centre international, dont l'effectif a diminué de 30 % au cours des dix dernières années, est situé aux Etats-Unis. Pendant cette période, l'expansion de l'internationale et le travail lié à cette expansion ont été considérables. Le SI, ainsi que la section américaine, ont ressenti durement le transfert d'un camarade dirigeant hors du centre, bien que l'équipement moderne de télécommunication ait facilité des interventions aux moments adéquats. Le SI est aussi très limité en termes d'effectifs et de maîtrise des langues, en particulier avec le transfert imminent à l'extérieur d'un cadre dont l'espagnol est la langue maternelle. Les récents renforcements en cadres aideront certainement à rendre le problème moins aigu.

L'internationale a réussi à maintenir son organe théorique en quatre langues, *Spartacist*, avec un contenu historique et documentaire très riche, à défaut d'une parution régulière dans aucune des quatre langues. Avec la publication des principaux documents de synthèse de notre discussion autour de l'effondrement du stalinisme, *Spartacist* a vraiment joué le rôle de mémoire théorique et documentaire de la LCI, tout en servant d'outil d'intervention dans le contexte du désarroi du reste du mouvement qui se réclame du marxisme.

L'irrégularité de la parution de *Spartacist* en français et en allemand est due en large mesure au fait de la stabilisation d'une presse régulière des sections qui opèrent dans ces deux langues. L'édition espagnole de *Spartacist* a eu un caractère hybride – servant à la fois de succédané à une presse de section régulière en espagnol et d'organe théorique de la LCI. Avec la parution régulière du journal *Espartaco* de la section mexicaine, dont nous espérons qu'il servira d'outil d'intervention dans la composante latino-américaine de plus en plus importante de la classe ouvrière nord-américaine, *Spartacist* en espagnol retrouvera son rôle identique à celui des éditions dans les autres langues.

L'équipe rédactionnelle qui a pris en charge *Spartacist* édition anglaise fin 1985, avec l'intention d'augmenter la fréquence de publication de la revue, recouvre en partie celle de la Prometheus Research Library (PRL). Les productions de *Spartacist* ont par conséquent eu tendance à alterner avec celles du bulletin *Prometheus Research Series*. Dans le passé immédiat, la production de *Spartacist* a été retardée par celle de *James P. Cannon and the Early Years of American Communism*. Ce livre est une importante contribution à l'étude de l'histoire communiste et une réaffirmation de notre continuité avec l'Internationale communiste de Lénine. Il représente aussi un pas en avant dans notre capacité de publication.

Le chevauchement des équipes éditoriales de *Spartacist* et de la PRL a eu pour conséquence que *Spartacist* édition

anglaise a eu tendance à prendre l'initiative de publier des documents historiques et d'archives « nouveaux » et significatifs. Depuis 1979, la bibliothèque est devenue une ressource importante pour la tendance internationale tout entière. Particulièrement notable à cet égard a été l'effort international qui a présidé à la production de la déclaration du CEI qui sert d'introduction aux *Prometheus Research Series* n°2 sur la Politique militaire prolétarienne.

La bibliothèque a tissé des liens avec des individus et des fonds d'archives intéressés par l'histoire communiste dans le monde entier et elle nous a souvent servi de carte de visite pour pénétrer dans le milieu international des universitaires « communistes ». La PRL a coordonné la collaboration de notre tendance au journal d'archives *Revolutionary History*, collaboration qui a duré plus de trois ans (ce qui est plutôt long pour ce genre de choses). Quand nous nous sommes retirés du comité de rédaction de *RH* en mars 1991, il était devenu clair depuis quelque temps que l'antisoviétisme de plus en plus agressif du reste du comité de rédaction rendrait une telle décision nécessaire, mais pendant le temps où elle a duré cette collaboration a conduit à la publication de nouveaux documents historiques importants, que nous avons diffusés au niveau international.

17. La Ligue communiste internationale: l'entrée dans une période nouvelle

La Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste) se réclame des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste, ainsi que des documents fondateurs de la Quatrième Internationale. Dès notre apparition en tant que tendance, nous avons été ardemment internationalistes. Nous nous réclamons de la continuité politique révolutionnaire du trotskysme, qui passe par la bataille contre le liquidationnisme pabliste, une bataille menée par le Socialist Workers Party de James P. Cannon, bien que de façon partielle, tardive et non décisive. Nous sommes très tôt arrivés à la conclusion qu'une Quatrième Internationale authentiquement trotskyste devait être reforgée au travers de la lutte programmatique, et pas juste « reconstruite » à partir des fragments moribonds qui prétendaient être la Quatrième Internationale. Nous avons par conséquent reconnu la nécessité de la « tactique de regroupement pour réunir les militants subjectivement révolutionnaires dans le parti d'avant-garde » (« TSI: Document de la première conférence de délégués », 1^{er} août 1979) et nous avons prévu un processus de scissions et de fusions dans les organisations qui se proclament révolutionnaires.

La première conférence de la tendance spartaciste internationale avait noté que nous demeurions « une tendance en train de se consolider ». Pendant les 13 années suivantes, nous avons développé une direction internationale qui a acquis une autorité et nous avons consolidé une organisation communiste politiquement cohérente, qui fonctionne sur la base du centralisme démocratique international. Nous avons brisé le « centrage anglo-américain » qui caractérisait notre tendance avant 1979, avec le renforcement des sections française et allemande et notre récente et réelle extension internationale. Nous avons en effet établi une tête de pont en Extrême-Orient avec la formation du Groupe spartaciste

Japon, mais en ayant perdu entre-temps notre organisation dans l'Asie du Sud. Nous avons une présence en Amérique latine grâce au Grupo Espartaquista de México et pour la première fois nous avons un groupe en Europe de l'Est, le Spartakusowska Grupa Polski, ainsi qu'une antenne à Moscou, avec des contacts dans toute l'ex-Union soviétique.

Mais nombre des tâches que nous nous étions assignées à notre première conférence restent à accomplir. Si nous avons fait front aux pressions de l'offensive idéologique réactionnaire qui accompagnait la campagne belliciste anti-soviétique des années 1980, nous n'avons pas augmenté le nombre de nos militants. Nous n'avons toujours pas réalisé d'extension véritable dans les pays semi-coloniaux d'Amérique latine, d'Afrique ou d'Asie.

I

L'effondrement du stalinisme en Europe de l'Est et en Union soviétique a frappé la gauche avec la force d'un tsunami. Certaines organisations, comme le PC canadien, ont simplement disparu corps et biens. D'autres, comme le Parti communiste italien autrefois hégémonique, ont éclaté en grands blocs aux frontières encore mal définies. D'autres poursuivent la dégénérescence progressive du stalinisme vers la social-démocratie qu'avait prédite Trotsky.

Dans le monde entier, des milliers de gens qui se considèrent comme des communistes remettent aujourd'hui en question leurs convictions politiques et leurs loyautés organisationnelles. C'est pourquoi nous avons fondé la Ligue communiste internationale pour gagner des cadres communistes au drapeau du trotskysme authentique. L'intervention remarquée de la LCI en RDA pendant l'hiver 1989-90, comme le *seul* parti politique qui combattait sans ambiguïté la réunification capitaliste, a conduit très directement à des regroupements qui ont élargi notre tendance de façon réelle – avec des mandéliens de gauche au Canada, des morénistes de gauche au Mexique, le recrutement des jeunes camarades irlandais qui ont établi le Dublin Spartacist Group et la fondation du Spartakusowska Grupa Polski.

La LCI est connue pour sa position sur la « question russe » et pour sa lutte pour cristalliser une avant-garde trotskyste indépendante. De l'Iran au Salvador, en Pologne, en Afghanistan, au Nicaragua, partout où la lutte de classe faisait rage, notre tendance s'est battue pour défendre l'Union soviétique et pour organiser politiquement le prolétariat indépendamment et en défense de ses propres intérêts de classe.

Dans les derniers douze mois, la question russe s'est posée à brûle-pourpoint dans l'ex-Union soviétique même. Alors que les multiples tendances qui revendiquent faussement l'héritage du trotskysme ont grimpé par procuration sur les barricades d'Eltsine, la LCI a été la *seule* à appeler à mobiliser la classe ouvrière comme une force politique consciente et indépendante, pour écraser ces barricades. La perspective de la LCI est de forger un parti léniniste-trotskyste, pour combattre la contre-révolution capitaliste dans la patrie de la révolution d'Octobre. Avec la disparition de l'Etat ouvrier dégénéré soviétique, la « question russe » va devenir moins immédiate et opérationnelle, mais restera néanmoins d'une importance vitale pour démontrer la banqueroute des politiques stalinienne et réformiste.

Dans aucun pays nous ne pourrions nous développer pour devenir le parti d'avant-garde du prolétariat si une majorité des ouvriers politiquement avancés et des intellec-

tuels activistes de gauche croit que les succès de la contre-révolution capitaliste en Europe de l'Est et en Union soviétique démontrent que le programme communiste développé par Marx et Engels et étendu par Lénine et Trotsky est fondamentalement non valide. Alors même que ce qui subsistait de l'Etat ouvrier érigé grâce à la révolution d'Octobre a disparu, cela ne comble en aucune façon le gouffre programmatique qui nous sépare de nos opposants. En tant que tendance propagandiste trotskyste internationale, une de nos tâches centrales et immédiates est d'expliquer la responsabilité de la bureaucratie stalinienne dans la défaite historique subie par le prolétariat international dans la sphère soviétique et de discréditer les enthousiastes et complices pseudo-trotskystes de la contre-révolution « démocratique bourgeoise » en Europe de l'Est.

Les conséquences manifestement réactionnaires de la contre-révolution en Europe de l'Est embarrassent vivement les pseudo-trotskystes, qui traversent une période de grand désarroi interne. Bien que la plus importante de ces tendances, le Secrétariat unifié d'Ernest Mandel, ait déjà perdu plusieurs de ses principales sections (le SWP américain dégénéré et les partisans latino-américains de feu Nahuel Moreno), une opposition de gauche centrée sur la question russe est récemment apparue dans les sections du SU en Europe de l'Ouest, ce qui constitue le premier courant de ce type depuis presque deux décennies.

Il semble que le vieux routier des manœuvres politiques Franco Grisolia tente de construire une nouvelle ligue anti-spartaciste, entrant successivement dans Democrazia Proletaria et Rifondazione Comunista. Son verbiage centriste lui a valu une audience parmi la jeunesse en mouvement vers la gauche dans le SU (le SU avait suivi la même voie d'entrisme-liquidationnisme), qui prend pour argent comptant ses prétentions au trotskysme. Un groupe centriste que nous n'avons pas confronté depuis des années (principalement du fait de son isolement géographique), la Revolutionary Workers League américaine de Peter Sollenberger, est réapparu dans le mouvement contre la guerre du Golfe avec une ligne gauche « Pour la victoire de l'Irak ! » – et un bon nombre de jeunes. Aujourd'hui, Sollenberger, après avoir mené une scission minoritaire de sa propre organisation, s'est abouché avec Grisolia. (L'autre produit de la scission de la RWL est avec la Revolutionary Internationalist League britannique.) Ces deux antispartacistes professionnels, Sollenberger et Grisolia, ont récemment reçu le renfort de Damien Elliott, dirigeant des JCR-*l'Egalité*, le groupe de jeunesse exclu de la section phare du SU, la Ligue communiste révolutionnaire française. Ce conglomérat international se définit politiquement par rapport à nos positions. Leurs documents font référence à plusieurs reprises aux positions de la LCI. Ils cherchent à se ménager une niche entre la LCI et le front populaire, en émoussant le tranchant de notre programme.

Nous devons nous garder de toute autosatisfaction mal placée à l'égard des différents prétendants au trotskysme. Malgré des décennies passées à suivre tous les « mouvements de masse », aussi réactionnaires soient-ils, qui étaient populaires à un moment donné, ces caméléons politiques conservent la capacité de présenter un visage gauche quand cela les arrange. Nous sommes aujourd'hui à un *moment critique* pour infliger une défaite politique décisive aux héritiers de Michel Pablo, avant que l'impact de leur soutien à la contre-révolution appuyée par l'impérialisme dans la sphère soviétique soit estompé par de nouvelles

manceuvres politiques et par l'action du temps. Nous ne pouvons pas nous permettre de laisser le conglomerat centriste Sollenberger-Grisolia-Elliott se présenter comme une alternative crédible à la LCI.

Nous rencontrerons bientôt une nouvelle génération politique, dont la conscience aura été façonnée par un monde de l'après-stalinisme, à la fois au niveau des pouvoirs d'Etat et des partis ouvriers de masse. Cela s'exprimera probablement par la formation de nouveaux courants de gauche, qui ne se réclameront pas de l'autorité de la Révolution bolchévique et de l'Internationale communiste. On peut anticiper une résurgence de l'anarchisme et de l'anarcho-syndicalisme, en particulier dans les pays capitalistes avancés et en Europe de l'Est et la prolifération dans le tiers monde de groupes nationalistes-populistes qui ne prétendent aucunement être « marxistes-léninistes ».

Tout en poursuivant agressivement les courants en mouvement vers la gauche et en polémiquant contre les centristes, il est aussi nécessaire d'être vigilant face aux attaques venant de la droite. La propagande sur la « mort du communisme » a provoqué une augmentation de la violence et des exclusions contre les communistes de la part de gens se réclamant de la gauche et qui sont en mouvement précipité vers la droite. La LCI a récemment été exclue, sur des bases politiques, du Congrès des ouvriers de Moscou et de la fête annuelle de Lutte Ouvrière en France et elle a subi une attaque extrêmement violente des « capitalistes d'Etat » d'International Socialists à Toronto. Workers Power a monté une campagne grotesque qui dépeint la LCI comme complice du fascisme russe, afin de couvrir son propre parrainage d'une tournée de meetings d'un réactionnaire russe lié à des fascistes et son conciliantisme avec l'antisémitisme nationaliste-stalinien en Russie même. La dernière diatribe, émanant de son groupe allemand, est une incitation démente à la violence anticommuniste.

II

Les sections de la LCI dans les pays capitalistes développés vont continuer à maintenir une orientation concertée en direction des populations immigrées. Du fait du besoin de main-d'œuvre à bon marché et/ou à cause de la paupérisation obscène de la plupart des pays du « tiers monde » et de la montée abominable des haines intercommunautaires dans les ex-Etats ouvriers, un nombre de plus en plus élevé des pays capitalistes les mieux lotis connaissent un afflux d'immigrés.

Les courants d'immigration spécifiques peuvent être différents d'un pays à l'autre, mais nos sections sont en général confrontées à une éruption d'atrocités racistes, souvent menées par des forces ouvertement fascistes, tandis que les partis au pouvoir, qu'ils soient sociaux-démocrates ou bourgeois, appliquent des mesures racistes et ségrégationnistes de plus en plus strictes contre les populations immigrées et réfugiées. Ce phénomène a pris les formes les plus dramatiques en Europe et surtout dans le Quatrième Reich allemand. Le pogrome anti-étrangers de quatre jours à Rostock, fin août 1992, est un exemple épouvantable. Ces événements terrifiants sont le produit direct de la destruction revancharde de la RDA, mais dans l'ex-Allemagne de l'Ouest ou dans des pays comme la France ou la Grande-Bretagne, les populations immigrées subissent depuis 15 ans un racisme meurtrier.

Dans des pays comme l'Italie ou l'Espagne, l'immigration est un phénomène nouveau, mais les récentes agres-

sions homicides contre des travailleurs africains et la montée rapide par exemple de la Ligue lombarde en Italie (contre les immigrés et les Italiens du Sud) indiquent qu'aucun pays d'Europe ne sera à l'abri d'un racisme déchaîné.

Nos responsabilités ne sont pas seulement celles d'un tribun du peuple, mais aussi de recruter dans les métropoles impérialistes des cadres originaires des pays coloniaux ou semi-coloniaux. Dans des pays comme la France ou l'Allemagne, d'importantes concentrations d'ouvriers étrangers dans les industries stratégiques nous donnent un outil précieux pour faire le lien nécessaire, même s'il est uniquement propagandiste, entre les prolétariats des pays capitalistes avancés et ceux des pays moins développés. Historiquement, les dirigeants des PC vietnamien et chinois ont été recrutés alors qu'ils étaient ouvriers en Europe.

En outre, la défense des droits des immigrés est une question qu'il est vital pour nous de porter devant la classe ouvrière nationale. Les immigrés sont devenus les boucs émissaires pour la paupérisation des ouvriers nationaux. En l'absence d'une lutte révolutionnaire pour l'unité de la classe ouvrière contre les attaques capitalistes, il y a un risque réel que des ouvriers soient gagnés au fascisme indigène, comme on le voit avec la montée alarmante du groupe de Le Pen en France.

III

Malgré sa petite taille, la LCI a été pendant la dernière période à l'initiative d'un certain nombre de campagnes internationales significatives. Pendant la grève des mineurs britanniques de 1984-85, le Partisan Defense Committee aux Etats-Unis a lancé une campagne financière qui s'adressait en particulier aux syndiqués et aux sections syndicales américaines, leur demandant de montrer leur solidarité avec cette bataille de classe cruciale, face à l'opposition virulente de la direction de l'AFL-CIO.

Dans les années 1980, quand la machine de guerre du Pentagone a pris pour cible le Nicaragua sandiniste, la Libye et l'Afghanistan, nous avons mené contre l'impérialisme US des campagnes que nous considérons comme faisant également partie intégrante de notre défense de l'URSS. En 1985, la Spartacus Youth League des Etats-Unis a organisé en effet la campagne des « Nicabucks », pour récolter de l'argent pour défendre les masses nicaraguayennes dans le collimateur des canons yankees. Nous avons encouragé de jeunes camarades à participer aux brigades de travail, et nous avons appelé à « défendre, parachever, étendre la révolution ». L'année suivante, avec comme mots d'ordre « USA, bas les pattes devant la Libye ! Défense de l'Union soviétique ! », la TSI a envoyé une équipe de journalistes à Tripoli, pour démontrer physiquement notre solidarité internationaliste avec le peuple libyen, qui se trouvait sous le feu de l'impérialisme US. Cette équipe était présente à l'endroit où l'impérialisme US, avec l'aide des Britanniques et des Français, s'appêtait à perpétrer un bombardement terroriste, préfigurant ainsi notre défense militaire de l'Irak en 1990-91. A la suite de l'ignominieux retrait soviétique d'Afghanistan et en réponse à une requête du gouvernement de Kaboul, en 1989 le PDC a été à l'initiative d'une campagne internationale pour récolter des fonds pour les victimes civiles du siège de Jalalabad par les moudjahidins. C'est pendant cette campagne que des organisations de défense légale et sociale fraternelles ont été fondées par un certain nombre de sections de la LCI.

En janvier 1989, nous avons été à l'initiative de manifes-



Grégoire Korganov

Avril 1993 - Les flics de Mitterrand-Balladur font régner la terreur raciste dans le XVIII^e arrondissement de Paris contre les jeunes révoltés par l'assassinat d'un adolescent Noir dans un commissariat. La LTF a mené une campagne pour une action ouvrière de défense de ce quartier immigré, avec un tract en français et en arabe distribué à plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires.

tations de front unique contre les exécutions de militants de gauche iraniens, une initiative qui a attiré des groupes de gauche iraniens en exil. Alors que la plus grande partie de la gauche iranienne et internationale avait salué l'ascension au pouvoir des mollahs en 1978-79, nous avions été les seuls à proclamer « A bas le shah, à bas les mollahs - Les ouvriers au pouvoir en Iran ! » Tragiquement, toute une génération de militants de gauche iraniens a été en grande partie détruite par le sanguinaire régime islamique, ou a sombré dans la démoralisation. Aujourd'hui pourtant, des signes d'une nouvelle vague de luttes sont visibles en Iran, notamment des grèves des ouvriers du pétrole, dont la puissance est stratégique, dans ce qui est à l'évidence une situation de vide de direction. Nous devons saisir l'occasion d'intervenir avec notre propagande parmi la nouvelle génération de militants de gauche iraniens, dont les importantes communautés exilées en Europe et en Amérique du Nord - en martelant les leçons de la défaite de 1979, notre défense des femmes, des Kurdes et des autres minorités nationales, notre programme de révolution permanente et notre ligne sur la question russe et la guerre du Golfe.

Pendant l'été 1990, le PDC et ses organisations sœurs au niveau international ont engagé des actions de front unique en défense de Mumia Abu-Jamal. Plus récemment, en réponse au fait que les autorités de Moscou traînaient les pieds dans l'enquête sur le meurtre de notre camarade Martha Phillips, les sections de la LCI ont organisé des manifestations dans une dizaine de villes dans le monde entier, pour attirer l'attention sur ce crime ignoble et exiger une enquête sérieuse. Cela a suscité un nombre considérable d'articles dans de grands journaux, certains très détaillés, mais les responsables moscovites ont persévéré dans leur obstructionnisme.

L'impérialisme décadent excite et manipule les démons de l'obscurantisme et la haine et essaie de supprimer les

droits démocratiques les plus élémentaires. L'intégrisme réactionnaire a été renforcé par l'écroulement du stalinisme, de façon évidente en Afghanistan où les moudjahidins l'ont emporté, mais aussi par exemple parmi les militants palestiniens, où les forces nationalistes laïques sont largement vues comme banquieroutières et où beaucoup se tournent vers les intégristes islamiques.

Contre le nationalisme, le chauvinisme et l'intégrisme religieux, nous combattons pour le droit à des soins médicaux décents et à une éducation de qualité, pour l'avortement gratuit et sans danger, pour des techniques avancées de contrôle des naissances comme la pilule RU 486; pour l'abolition de la barbarie qu'est la peine de mort; contre l'imposition du voile; contre le poison de l'antisémitisme et du racisme; pour le droit de ceux qui sont entrés dans un pays autre que celui de leur naissance à y rester, à y travailler et à y mener une vie décente, avec les pleins droits de citoyenneté. Il est ironique que ce soit uniquement nous - les communistes - qui soyons déterminés par principe à défendre ces droits, en sachant qu'ils ne se divisent pas. Nous devons gagner les masses à ces luttes.

18. Vers un avenir communiste : l'humanité fait son histoire elle-même

Pour régénérer un mouvement communiste international, il ne suffit pas de dénoncer les crimes et les trahisons historiques du stalinisme, la paupérisation mondiale qu'amène le capitalisme-impérialisme et le danger d'une guerre mondiale nucléaire. Il est aussi nécessaire d'insister à nouveau sur les objectifs libérateurs du communisme, comme constituant l'aboutissement de l'humanisme rationnel des

LE BOLCHEVIK

Ouvriers/Immigrés: organisons une grève générale de 24 heures contre la guerre raciste du gouvernement Mitterrand-Balladur!

Mobilisation ouvrière! Défendez les quartiers Immigrés!

18 avril - Au soir, nous avons distribué 1000 tracts et affiches dans tout le quartier XVIII^e arrondissement de Paris. Les tracts ont été distribués par un groupe de militants de la LTF, au sein de la section de la LCI. Dans la nuit de 6 à 7 avril, nous avons distribué 1000 tracts et affiches, nous avons distribué 1000 tracts et affiches, nous avons distribué 1000 tracts et affiches...

LE BOLCHEVIK

باجما صير العمال و المهاجرين: لا بد من تنظيم إضرابا طيلة 24 ساعة ضد الحرب العنصرية للحكومة ميتيران/ بالادورا

من أجل التصبئة العمالية! للدفاع عن أحياء المهاجرين!

18 أبريل - في مساء يوم السبت، قمنا بتوزيع 1000 نشرة وإعلان في كل أنحاء الحي الثامن عشر من باريس. تم توزيع النشرات بواسطة مجموعة من أعضاء لتيه في القسم الثامن عشر من باريس. في ليلة 6 و 7 أبريل، قمنا بتوزيع 1000 نشرة وإعلان، قمنا بتوزيع 1000 نشرة وإعلان، قمنا بتوزيع 1000 نشرة وإعلان...

Lumières – l'intégration de l'humanité à l'échelle mondiale, la conquête de l'égalité sociale et sexuelle, et la liberté pour tous les individus de maximiser leurs possibilités, sur la base du contrôle collectif de l'humanité sur les forces de la nature. Cela ne pouvait jamais être réalisé par le mensonge stalinien du « socialisme dans un seul pays » – il faut pour cela les forces combinées de tous, et les forces productives les plus développées de la planète.

Au lendemain de l'écroulement des régimes staliniens dans toute l'Europe de l'Est et en URSS, nombre d'ex-militants des PC essaient aujourd'hui de se présenter comme des « socialistes démocratiques ». Mais puisque cette niche est déjà occupée par la social-démocratie et son réformisme pourri, ces ex-staliniens ont cherché à se distinguer en adoptant une livrée socialiste utopique. Le PDS allemand publie ainsi un magazine du nom d'*Utopie kreativ*. Ils rejettent le stalinisme comme un « modèle de socialisme qui a fait faillite » et se mettent en quête d'un meilleur modèle. Cela les absout de la nécessité de faire une analyse matérialiste du stalinisme. Et la plus utopique de toutes les idées était celle du PDS comme quoi on pouvait réunifier l'Allemagne sous l'impérialisme ouest-allemand et avoir un semblant de démocratie; au lieu de ça, ils ont une chasse aux sorcières généralisée menée par une classe dirigeante dont le cri de guerre est *vae victis* (malheur aux vaincus).

Les marxistes n'inventent pas des « modèles » de socialisme. Au contraire, comme l'écrivait Marx en 1875 dans sa *Critique du programme de Gotha*:

« Ce à quoi nous avons affaire ici, c'est à une société communiste non pas telle qu'elle s'est développée sur les bases qui lui sont propres, mais au contraire, telle qu'elle vient de sortir de la société capitaliste; une société par conséquent, qui, sous tous les rapports, économique, moral, intellectuel, porte encore les stigmates de l'ancienne société des flancs de laquelle elle est issue [...]. Entre la société capitaliste et la société communiste, se place la période de transformation révolutionnaire de celle-là en celle-ci. A quoi correspond une période de transition politique où l'Etat ne saurait être autre chose que la dictature révolutionnaire du prolétariat. »

Emergeant de l'empire tsariste, la dictature du prolétariat dans la Russie soviétique montra aux prolétaires de tous les pays que le programme marxiste pouvait être mis en pratique. Avec l'invasion impérialiste et une guerre civile sanglante, un isolement prolongé et une situation d'extrême pénurie, une bureaucratie conservatrice, oscillant de façon parasitaire sur des acquis d'Octobre, a arraché les rênes du pouvoir des mains des ouvriers. Au lieu du « dépérissement » de l'Etat – dont Marx avait annoncé qu'il serait le résultat de la révolution prolétarienne internationale – celui-ci devint hypertrophié sous la dégénérescence stalinienne de la révolution russe.

Pourtant, malgré les monstrueuses déformations que cela produisit, l'énergie organisée de la classe ouvrière soviétique multinationale réussit à faire des prodiges, transformant en l'espace de quelques générations un pays paysan arriéré en la deuxième puissance du monde. Comme l'écrivait Trotsky :

« Même si la bureaucratie stalinienne réussissait à détruire les fondements économiques de la société nouvelle, l'expérience de l'économie planifiée sous la direction du Parti bolchévique serait entrée pour toujours dans l'Histoire comme l'un des plus grands enseignements de l'humanité. »
– « Bolchévisme et stalinisme », août 1937

Grâce au renversement du capitalisme et à l'introduction d'une économie planifiée, même avec les énormes dé-

formations bureaucratiques, l'Union soviétique réussit à construire une économie industrielle avancée pratiquement à partir du néant. Et elle le fit *deux fois*, la première en surmontant les ravages de la guerre civile de 1918-20, puis moins d'une génération plus tard, en évacuant plus de 1500 usines par train au-delà de l'Oural après le déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale, en développant de nouvelles industries comme la construction aéronautique, puis enfin en reconstruisant, après avoir perdu 27 millions de Soviétiques pour repousser les envahisseurs nazis, avec leur politique de « terre brûlée ».

Malgré la pression économique de l'impérialisme – et le sabotage et les entraves constantes de la bureaucratie stalinienne à l'économie planifiée –, la dictature prolétarienne a été capable de construire une société industrielle dans laquelle certains secteurs (principalement ceux liés à l'armée) étaient au même niveau ou plus avancés que dans les puissances impérialistes, tout en assurant à la population l'accès à une éducation de qualité et à la littérature, l'art et la musique classiques à une échelle qui dépassait de loin ce qu'offrait la société de classes capitaliste. De façon caractéristique de l'Union soviétique, cette réalisation était remplie de contradictions, les autorités staliniennes imposant la lourde main de la censure, à commencer par les écrits de Trotsky et s'étendant à de larges secteurs de la pensée moderne.

De même pour la science soviétique. Malgré les diktats bureaucratiques stupides qui ont pu engendrer le lissenkysme, l'URSS a pu aussi produire des réalisations spectaculaires, dépassant de loin les Etats-Unis dans de nombreux domaines, comme la recherche sur les matériaux, qui a joué un rôle clé dans les succès des fusées soviétiques. Un autre exemple : les Allemands ont récemment abandonné le développement du chasseur ultra-moderne « Eurofighter » (Jäger 90), parce qu'en prenant le contrôle de la RDA ils ont aussi hérité d'une flotte de chasseurs-bombardiers MIG-29 soviétiques qui étaient *supérieurs* à l'avion qu'ils n'avaient pas encore construit.

Le fait que les gigantesques possibilités offertes par les ordinateurs aient été mises au service du capitalisme plutôt qu'à celui de l'économie planifiée est un des crimes du stalinisme. Le développement fondamental d'un système de bilans qui est la clé de la planification – système connu sous le nom d'« analyse input-output » – a été effectué en 1924 par l'économiste émigré Vassily Léontieff, en se basant sur des statistiques économiques soviétiques, à une époque où le Gosplan était considéré comme un nid de trotskystes. Les principes fondamentaux de la programmation linéaire, qui permet aux planificateurs de déterminer une répartition optimale des ressources, ont été développés par le mathématicien de Leningrad L. V. Kantorovitch, mais là encore n'ont jamais été utilisés. Le régime bureaucratique stalinien ne pouvait pas tolérer une information librement disponible, même entre les mains de ses propres bureaucraties. Pour dissimuler le prix de la collectivisation forcée, le recensement de 1937 ne fut jamais publié, et ses auteurs furent fusillés pendant les purges.

Les propagandistes du capitalisme prétendent toujours qu'un marché est nécessaire pour éviter les goulots d'étranglement et ajuster l'offre et la demande, et ils affirment que l'économie planifiée est par essence bureaucratique, qu'elle produit des produits inférieurs dont les gens ne veulent pas et de longues files d'attente du fait de pénuries de ce qu'ils veulent. Pourtant, l'information sur les désirs du



Paris, février 1992 – Alors que Mitterrand reçoit Eltsine en grande pompe, les spartacistes protestent contre la contre-révolution capitaliste en URSS.

consommateur peut être obtenue sans marché, en utilisant la technologie qui a déjà été développée sous le capitalisme monopoliste. Les « codes-barres » informatisés peuvent permettre à ceux qui planifient la production de réagir rapidement aux changements qui se produisent devant les caisses enregistreuses. Mais sous le capitalisme, ceci est fait pour engendrer des profits, non pour satisfaire les besoins humains. Un exemple du caractère grotesque que cela prend dans une économie de marché s'est révélé pendant les émeutes de la faim de 1989 à Buenos Aires, où des foules affamées ont attaqué l'« hypermarché » Carrefour. Ce magasin géant était en effet si moderne qu'il tenait compte de l'hyperinflation galopante en ajustant toutes les heures les prix des produits à code-barre sur les rayons. Et quand les travailleurs pénétrèrent dans les allées pour prendre du lait pour leurs enfants, on leur tira dessus.

Un des plus grands problèmes auxquels le genre humain est aujourd'hui confronté est le sida, pour lequel il n'existe actuellement aucun remède. Un gouvernement ouvrier mobiliserait de vastes ressources sociales pour combattre cette pandémie, contrairement à la bourgeoisie qui la traite comme un problème d'« anormaux » et de marginaux, et dépense des sommes ridicules alors que le fléau se répand à travers l'Afrique, l'Asie du Sud et les centres urbains pauvres d'Amérique. Dans le même temps, dans le monde entier des millions de personnes meurent chaque année de maladies qu'on sait prévenir. Aujourd'hui aux Etats-Unis, l'hépatite B, bien plus contagieuse que le sida, est courante dans les ghettos. « Pour de nombreux pauvres, le vaccin de l'hépatite B est inaccessible », rapporte un journal. Pourtant, le petit Etat ouvrier déformé cubain a développé un vaccin contre l'hépatite B, qui comme tous les soins médicaux sera délivré gratuitement à la population.

Le système de santé et la technologie médicale à Cuba sont des exemples de premier plan des possibilités ouvertes par l'économie planifiée. Au niveau le plus élémentaire, la mortalité infantile sur cette île pauvre est tombée à 10,6

pour mille, à comparer avec 20 pour mille à Harlem et plus de 30 pour mille à Washington. Cuba a envoyé plus de 15000 personnels de santé pour aider d'autres pays, du Nicaragua à l'Angola. Et il a développé un secteur biotechnologique florissant, qui a produit de nombreux traitements avancés, dont un vaccin pour la méningite B, le seul dans le monde pour cette maladie courante dans les pays pauvres. Mais en même temps, l'arriération enracinée encouragée par la bureaucratie stalinienne a conduit à la scandaleuse mise en quarantaine des victimes du sida.

Avec le remplacement de la dictature du capital par la dictature libératrice du prolétariat à l'échelle mondiale, sans le fardeau d'une caste bureaucratique déformante et parasitaire qui se nourrit de la pénurie, la voie sera ouverte vers le socialisme. Au lieu d'un monde où les 4/5 de la population épuisent leurs forces dans la lutte pour la survie personnelle, la technique, la science, la culture et l'éducation modernes seront rendues accessibles à tous, avec une explosion correspondante de l'énergie créatrice humaine.

Comme l'écrivait Friedrich Engels dans *Socialisme utopique et socialisme scientifique* (1880) :

« La propre socialisation des hommes qui, jusqu'ici, se dressait devant eux comme octroyée par la nature et l'Histoire, devient maintenant leur acte propre et libre. Les puissances étrangères, objectives qui, jusqu'ici, dominaient l'Histoire, passent sous le contrôle des hommes eux-mêmes. Ce n'est qu'à partir de ce moment que les hommes feront eux-mêmes leur Histoire en pleine conscience; ce n'est qu'à partir de ce moment que les causes sociales mises par eux en mouvement auront aussi d'une façon prépondérante, et dans une mesure toujours croissante, les effets voulus par eux. C'est le bond de l'humanité, du règne de la nécessité dans le règne de la liberté. »

– Projet adopté par le comité exécutif international le 6 septembre 1992. Adopté tel qu'amendé par la deuxième conférence internationale de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste). Version anglaise définitive établie le 10 décembre 1992 par le comité rédactionnel mandaté par la conférence. ■

James P. Cannon...

Suite de la page 64

facteurs réunis ont donné aux trotskystes américains un enracinement plus solide dans les traditions et les pratiques communistes.

Le choix de documents publiés dans *James P. Cannon and the Early Years of American Communism* vise à éclairer les origines du trotskysme américain. Pour documenter de la façon la plus exhaustive l'évolution de Cannon et du groupe qu'il avait rassemblé dans les guerres fractionnelles qui déchirèrent le parti américain pendant les années 1920, on a privilégié les principaux documents et déclarations fractionnels, y compris certains documents qui n'ont probablement pas été écrits par Cannon, mais dont il a été le coauteur ou qu'il a signés. Un certain nombre des textes d'agitation populaires écrits par Cannon dans les années



Labor Defender

De gauche à droite : Bill Dunne, Tom O'Flaherty, Big Bill Haywood et James Cannon, probablement à Moscou pendant le printemps 1925

1920 n'ont pas été retenus, car les meilleurs ont été sélectionnés par Cannon lui-même pour son recueil *Notebook of an Agitator*, publié en 1958 et toujours disponible chez Pathfinder Press. La bibliographie de Cannon pour cette période, publiée à la fin de l'ouvrage, indique la rigueur de la sélection qu'a dû opérer la PRL pour ce livre.

Le livre reproduit également, en appendice, des documents écrits pendant l'été 1928 par plusieurs proches collaborateurs de Cannon au sein de sa fraction, ainsi qu'une lettre d'Antoinette Konikow – exclue elle aussi pour trotskysme en 1928, mais qui n'appartenait pas à la fraction de Cannon –, qui rejoignit la CLA avec un petit groupe de Boston. Dans un autre appendice figure le rapport de Jack Stachel au comité politique du Workers Party, en décembre 1928, sur « Le danger de droite et le trotskysme ». Ce rapport, basé sur des lettres volées dans l'appartement de Cannon par les hommes de main du dirigeant du parti Jay Lovestone, détaille le soutien et l'intérêt que les trotskystes exclus avaient suscités au sein du Workers Party.

En rassemblant les documents pour ce recueil, la PRL a exploré la plus grande partie des archives américaines susceptibles de contenir des documents de Cannon, ainsi que les publications disponibles du mouvement communiste des années 1920. Cette recherche, ce n'est guère surprenant,

n'a permis de découvrir que très peu de textes de Cannon pour la période « clandestine » du communisme américain (1919-21); la PRL n'a pas davantage trouvé beaucoup de documents se rapportant aux sept mois où Cannon séjourna à Moscou en tant que représentant de la section américaine au comité exécutif de l'Internationale communiste; de tels documents se trouvent pourtant peut-être dans les archives de l'IC à Moscou. Cependant, toutes les autres périodes importantes de la carrière de dirigeant communiste de Cannon sont représentées.

Considérés dans leur ensemble, les documents rassemblés dans *James P. Cannon and the Early Years of American Communism* forment un impressionnant corpus qui confirme autant qu'il le complète le recueil de Cannon *The First Ten Years of American Communism*. Comme le note l'introduction: « On ne peut pas dire qu'un tel corpus documentaire – même de textes soigneusement sélectionnés – existe pour ce qui est d'un bon nombre d'ex-communistes de premier plan, sans parler des histoires officielles rédigées par des exécutants staliniens » comme William Z. Foster et Earl Browder.

Ce livre est indispensable pour quiconque se considère communiste et pour quiconque veut étudier sérieusement le communisme américain et l'Internationale communiste; il intéressera nombre de ceux qui étudient l'histoire sociale. L'introduction offre un résumé détaillé de l'histoire du Workers Party dans les années 1920 et la PRL a également inclus 29 pages d'un glossaire des noms et termes, ainsi que des notes de bas de page qui donnent des informations détaillées utiles à l'intelligence du texte, sur le travail syndical du parti, les controverses au sein du Comintern et autres sujets évoqués dans les documents. L'ouvrage comprend un index complet et 16 pages de photographies rares, dont un cliché réalisé pendant le cinquième congrès mondial de l'IC (1924), montrant Trotsky avec un délégué vietnamien, Nguyen Ai Quoc (Ho Chi Minh). Les versions reliée et brochée sont imprimées et reliées par des ouvriers syndiqués (Allied Printing Trades). Le résultat est un ouvrage élégant et solide, facile à ouvrir, à lire et à consulter.

Les archives de Cannon et le parti de Cannon

Une des dédicaces du livre est à George Breitman. C'est le camarade Breitman, directeur de la collection des oeuvres de Trotsky et Cannon à la maison d'édition Pathfinder Press du Socialist Workers Party, qui en 1984 a encouragé l'équipe de la Prometheus Research Library à commencer à réunir les textes pour ce livre, sans avoir aucune responsabilité directe du résultat final. Breitman avait été exclu du SWP en 1983, avec un certain nombre d'autres militants, pour s'être opposé aux attaques ouvertes du dirigeant du parti, Jack Barnes, contre Trotsky et la théorie de la révolution permanente. Breitman a été un des fondateurs et des dirigeants de la Fourth Internationalist Tendency (FIT) jusqu'à sa mort, en 1986.

Le parti de Barnes n'était plus trotskyste depuis longtemps: en 1963, il avait formalisé sa « réunification » avec les pablistes européens d'Ernest Mandel, explicitement autour d'un programme de soutien politique au dirigeant cubain Fidel Castro. Déclarant que l'expérience accumulée depuis la Deuxième Guerre mondiale montrait qu'une avant-garde prolétarienne trotskyste n'était plus nécessaire pour renverser le capitalisme, le SWP (sous le régime du lourd Farrell Dobbs et de l'ambitieux Jack Barnes) fit cause

commune avec Mandel et Cie pour tenter de réduire le « trotskysme » à un fan club pour des staliniens insurgés, des nationalistes du tiers monde et autres « révolutionnaires de l'action ». Aux Etats-Unis, ce liquidationnisme politique s'accompagnait d'une adaptation au programme illusoire du nationalisme noir : posant la possibilité d'une « voie » séparatiste pour la libération des Noirs, le SWP – qui avait fait preuve auparavant d'une passivité et d'un légalisme inadmissibles dans sa réaction aux luttes pour les droits civiques – abdiquait toute responsabilité à lutter pour gagner des cadres noirs au programme et au parti trotskystes. La Spartacist League est issue de la Revolutionary Tendency du SWP, exclue en 1963 pour son opposition au cours centrisme du parti.

La phase centrisme du SWP s'avéra bientôt n'être qu'une brève étape d'un plongeon dans un réformisme déclaré : le parti s'affirma comme le « meilleur bâtisseur » de l'aile droite du mouvement anti-Guerre du Vietnam, entrant avec succès en concurrence avec les réformistes du PC stalinien. Se vautrant dans le social-patriotisme, le SWP travailla d'arrache-pied pour maintenir la jeunesse nouvellement radicalisée sous l'emprise des politiciens du Parti démocrate et des bureaucrates syndicaux pro-Démocrates, en opposition aux groupes de la « Nouvelle Gauche », comme le SDS et les Black Panthers, qui haïssaient l'im-

périalisme et que le SWP dénonçait comme « violents » et « gauchistes ».

Jim Cannon, bien que n'étant plus l'administrateur central du parti, demeura *national chairman* du SWP pendant sa dégénérescence dans un réformisme caractérisé ; il mourut en 1974. De nombreux cadres de longue date restèrent membres du comité central du SWP et ce fut seulement quand Barnes répudia explicitement Trotsky comme un sectaire à côté de la plaque qu'une couche de vétérans du parti fut poussée dans l'opposition. Mais il faut porter au crédit de George Breitman, et d'autres, qu'ils refusèrent de cracher sur la tradition du trotskysme telle qu'ils la comprenaient et qu'ils furent ainsi exclus du parti qu'ils avaient servi si longtemps. En particulier le camarade Breitman – que nous avons connu dans le SWP principalement en tant qu'adversaire, porte-parole de l'orientation vers le nationalisme noir – avait consacré de nombreuses années à superviser le travail de sélection, d'annotation et d'édition des textes des oeuvres de Trotsky pour publication par Pathfinder. Exclu du SWP, handicapé par sa santé précaire et les ressources limitées de la FIT, Breitman eu vent de l'intérêt de la PRL pour les documents concernant la carrière de Cannon comme dirigeant communiste et accepta de nous encourager et de collaborer avec nous sur des questions d'archives.

Un livre de la Prometheus Research Library

James P. Cannon and the Early Years of American Communism Selected Writings and Speeches, 1920-1928



James P. Cannon (1890-1974) a été l'un des dirigeants fondateurs du communisme américain, avant de devenir un collaborateur central du dirigeant révolutionnaire russe en exil Léon Trotsky. Dirigeant du groupe Industrial Workers of the World, il fut plus tard parmi les fondateurs de l'International Labor Defense et joua un rôle actif dans la campagne de défense menée par cette organisation pour les anarchistes Sacco et Vanzetti. Ce nouveau volume des écrits de Cannon couvre la période où il était l'un des principaux dirigeants de la section américaine de l'Internationale communiste, comblant ainsi une lacune dans la publication de ses oeuvres. Complémentaire à l'histoire de la première décennie du communisme américain en deux volumes de Theodore Draper et de l'ouvrage de Cannon « The First Ten Years of American Communism », ce livre présente des documents importants et inédits concernant le parti américain et donne de nouveaux éléments pour comprendre la stalinisation de l'Internationale communiste. Ce livre de 624 pages comprend :

- Une introduction détaillée
- Des notes explicatives
- 16 pages de photographies historiques rares
- Un glossaire des noms et des sigles, avec plus de 200 références
- Une bibliographie de Cannon couvrant la période 1912-1928
- Un index

Broché : 80 FF (Canada : Cdn\$ 18.50) ISBN 0-9633828-1-0
Frais de port (par exemplaire) : 20 FF (Cdn\$ 4.00)

Adressez vos commandes et règlements à : Le Bolchévik, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10, France



Labor Defender

Un groupe de délégués à la deuxième conférence de l'International Labor Defense, en septembre 1926

Le SWP de Barnes a achevé le processus de (littéralement) « jeter aux orties le vieux trotskysme » exactement au moment où la PRL terminait le travail rédactionnel sur *James P. Cannon and the Early Years of American Communism*. Barnes a fait enlever du siège de son parti la plus grande part des papiers et documents qui remontaient aux années révolutionnaires du SWP, sous la direction de Cannon. Les archives sur le travail de la Quatrième Internationale de Trotsky ont été données à la Hoover Institution de Stanford; les papiers et documents concernant le travail du parti aux Etats-Unis ont été remis à la State Historical Society of Wisconsin, où le SWP avait depuis longtemps un fonds d'archives.

Dans ce dernier dépôt figurent la correspondance personnelle et les papiers de Cannon et de sa compagne de longue date, Rose Karsner. Les papiers ont été ouverts aux chercheurs en juillet 1992; des membres de l'équipe de la PRL ont pu les consulter et y ont trouvé quelques documents de Cannon qu'il était impossible d'obtenir par d'autres sources. Ces documents sont répertoriés dans la bibliographie et certains sont cités dans l'introduction, qui utilise aussi des citations tirées de la correspondance jusque-là inédite entre Cannon et Theodore Draper.

Guerre des gangs fractionnelle dans le Workers Party

En plus des documents tirés des papiers de Cannon, l'introduction de la PRL fait un large usage de documents et d'interviews tirés des archives de recherche de Theodore Draper, ainsi que des manuscrits autobiographiques récemment accessibles de communistes américains éminents des années 1920. Ces textes jusque-là inédits rendent l'introduction vivante. Par exemple, Alexander Bittelman, communiste juif d'origine russe qui fut le principal collaborateur fractionnel de William Z. Foster, jette une lumière révélatrice sur les regroupements fractionnels dans le Workers Party en 1923-25, quand Cannon et Foster dirigeaient un groupement centré sur les syndicalistes du parti. Le groupe Cannon-Foster scissionna en deux en août 1925, après qu'un câble du Comintern eut remis en cause la majorité élue à la quatrième convention du Workers Party. Mais de la fin 1923 à août 1925, ce groupe détenait la majorité au comité central du parti et le dirigeait en opposition au bloc fractionnel C.E. Ruthenberg-Jay Lovestone-John Pepper, qui

était basé principalement sur les fédérations de langues d'Europe de l'Est du parti. Bittelman se souvient :

« La plus grande partie du cercle Cannon-Foster était un groupe d'individus plutôt rudes et déterminés. Il y avait entre eux beaucoup de camaraderie, de la franchise et peu de fioritures dans les rapports mutuels. Dans les discussions de groupe, ils utilisaient ce qu'ils avaient coutume d'appeler le "langage syndical", dans lequel les variations sur "nom d'un chien" étaient les expressions les plus innocentes. Et la candeur m'oblige à dire ceci : dans notre cercle, les exclamations avec mot de cinq lettres étaient monnaie courante. Alors que Ruthenberg, dans des circonstances où l'on est tenté d'avoir recours à ce genre d'exclamations, disait seulement "Doux Jésus". Je n'oublierai jamais l'expression sur les visages de certains de mes camarades du cercle Foster-Cannon en de telles occasions. »

— Alexander Bittelman, *Things I Have Learned*
(non publié, écrit en 1963)

Cannon comme Foster avaient été des syndicalistes avant de rejoindre le mouvement communiste. Ils avaient des liens et une expérience réels dans le mouvement syndical, Cannon en tant qu'organisateur de syndicats révolutionnaires dans l'IWW, et Foster comme organisateur soutenu par l'American Federation of Labor qui avait dirigé d'importantes batailles de classe dans la sidérurgie et les abattoirs de Chicago en 1919. (Dans le Workers Party, ils avaient des approches différentes de la question syndicale, Foster étant le principal avocat de la politique de « creuser de l'intérieur » des syndicats existants de l'AFL, tandis que Cannon préconisait une politique plus souple.) Au contraire, Ruthenberg avait été toute sa carrière un homme de parti du PS, mais avec un passé honorable de dirigeant de l'aile gauche et d'adversaire de la Première Guerre mondiale. Lovestone et ses acolytes étaient des néophytes, recrutés au City College de New York.

A l'opposé de cette diversité, en Grande-Bretagne, l'incapacité sectaire du PC à réaliser des regroupements un tant soit peu réels à partir des courants syndicalistes révolutionnaires, celtiques et féministes de gauche attirés au communisme par la Révolution russe rendit à peu près stériles les communistes britanniques, exclusivement recrutés parmi les anciens parlementaristes socialistes (voir « British Communism Aborted », *Spartacist* édition anglaise n°36-37, hiver 1985-86).

Les différences de cultures politiques favorisaient la vitalité politique dans le parti américain des premières années et sous-tendaient la foire d'empoigne fractionnelle qui y sévis-

sait pendant les années 1920, mais elles ne les expliquent pas. Les machinations d'aventuriers politiques comme Jay Lovestone (qui devint par la suite un agent de la CIA) donnèrent à la situation un caractère particulier de vénalité. Dans une lettre inédite à Draper citée dans l'introduction, Cannon décrivait chez Lovestone une « volonté, une ambition impitoyable, sans parler de sa passion diabolique pour l'intrigue et de son énergie inépuisable à dresser les hommes les uns contre les autres, et généralement à gâter toute chose ». Mais si Lovestone et son mentor, le Hongrois John Pepper, arrivé aux Etats-Unis en 1922 comme « représentant » autoproclamé de l'Internationale communiste, ont beaucoup fait pour maintenir la marmite fractionnelle en ébullition, c'est le Comintern de plus en plus stalinisé qui fournissait la chaleur nécessaire.

La dégénérescence de l'Internationale communiste

En tant que léninistes et trotskystes, nous nous considérons aussi comme des cannonistes. Ce n'est pas à cause des origines américaines de notre tendance, mais plutôt à cause de nos origines « russes » – le bolchévisme que James P. Cannon nous a enseigné. Dans son remarquable discours sur la « question russe » d'octobre 1939, dans le feu de la bataille fractionnelle contre ceux qui avaient flanché devant le devoir de défendre l'Union soviétique à la veille de la Deuxième Guerre mondiale, Cannon disait : « Nous sommes, en fait, le parti de la Révolution russe. Nous avons été les gens, et les seuls, qui ont eu la Révolution russe dans leur programme et dans leur sang. »

Les trotskystes se sont toujours réclamés de l'Internationale communiste révolutionnaire de 1919-23; nous nous réclamons également de l'opposition qui a combattu de l'intérieur, en 1924-33, pour renverser le cours de la dégénérescence du régime soviétique et de l'Internationale et qui a fondé par la suite la Quatrième Internationale. La puissante analyse de Trotsky avait identifié la cause de cette dégénérescence : le fait que la Révolution russe n'avait pas réussi à s'étendre au niveau international, avec comme résultat le développement d'une caste bureaucratique à l'intérieur de la jeune république soviétique économiquement retardataire. Acceptant l'isolement, cette caste privilégiée et conservatrice, dirigée par Staline, en arriva à adopter un programme de « construction du socialisme dans un seul pays » et tenta de détourner l'hostilité de l'impérialisme en renonçant à lutter pour la révolution mondiale.

Trotsky insistait que le sort du régime soviétique dépendait, en dernière analyse, de l'extension de la révolution aux pays impérialistes industrialisés; ceci a été pleinement confirmé par la négative aujourd'hui, avec l'écroulement final ignominieux du régime des héritiers de Staline, tant à l'intérieur qu'en dehors de l'ex-URSS. Aujourd'hui, il est plus important que jamais pour ceux qui continuent à lutter pour le communisme de Lénine d'étudier l'histoire et l'expérience de l'Internationale communiste des premières années. *James P. Cannon and the Early Years of American Communism* livre un certain nombre de documents clés pour un tel travail.

Pendant la période couverte par ce livre, Cannon s'est rendu à cinq reprises à Moscou pour différents congrès du Comintern et plénums du comité exécutif de l'Internationale communiste, et certains de ses discours devant des instances du Comintern y sont reproduits. Il a passé sept

mois à Moscou en 1922, quand la direction de l'IC avait toujours une perspective révolutionnaire et cette expérience contribua à faire de lui un « cominterniste » confirmé, qui mit du temps à s'apercevoir, plus tard dans la décennie, que les choses avaient fondamentalement changé avec l'ascension de Zinoviev, Staline et Boukharine dans le parti russe.

Les documents rassemblés dans ce nouveau volume illustrent de façon frappante la justesse de la perspective de lutte à l'intérieur du Comintern défendue par Trotsky dans les années 1920. Cannon essaya de définir pour le Workers Party une perspective basée sur le communisme révolutionnaire, alors même que l'Internationale perdait sa perspective révolutionnaire et que le poids d'un impérialisme américain expansionniste et plein d'assurance pesait sur le parti américain. Après l'attaque finale qui frappa Lénine et sa mort, en janvier 1924, la plupart des dirigeants communistes américains s'inclinèrent devant le Comintern en voie de stalinisation et engagèrent des luttes pour le pouvoir sans principes dans le Workers Party. Cannon, sur la base cependant d'une compréhension incomplète, construisit une « fraction contre le fractionnalisme » qui chercha à pousser le parti dans une direction révolutionnaire.

Cannon subit une grave désillusion quand la mort soudaine de C.E. Ruthenberg, en mars 1927, précipita une orgie de batailles fractionnelles sans principes qui aboutirent à ce qu'un Jay Lovestone, manifestement opportuniste et corrompu, assume la charge de la direction du parti avec le soutien du Comintern. Ayant abouti à une impasse dans les guerres fractionnelles internes, Cannon était prédisposé, quand il reçut un exemplaire de la critique par Trotsky du projet de programme du Comintern au sixième congrès de l'IC, en 1928, à faire le saut vers la compréhension internationaliste qu'avait Trotsky du programme communiste et de la dégénérescence stalinienne de la Troisième Internationale. Entre beaucoup d'autres choses, on trouvait développée dans ce document fondamental l'opposition de Trotsky à la construction antimarxiste de « partis ouvriers et paysans, partis de deux classes », qui avaient donné à Cannon et aux communistes américains tant de fil à retordre sous la forme du mouvement « fermier-ouvrier » [Farmer-Labor].

La question du parti des travailleurs

L'introduction de la PRL note qu'il serait erroné de voir dans les documents publiés dans *James P. Cannon and the Early Years of American Communism* « simplement le prélude à l'émergence ultérieure de Cannon comme un dirigeant trotskyste éminent. Car Cannon a été aussi un des dirigeants communistes les plus capables des années 1920, une période où le parti n'était pas encore homogénéisé dans une orthodoxie stalinienne rigide. C'était une époque de débats réels, nécessaires et inévitables sur les tâches auxquelles étaient confrontés les communistes aux Etats-Unis. »

Les années 1920 furent aux Etats-Unis une période de réaction bourgeoise, du fait du reflux de la vague révolutionnaire de l'après-Première Guerre mondiale et parce que la bourgeoisie réussit à stabiliser l'ordre capitaliste mondial. Inaugurées par l'écrasante victoire du Républicain Warren Harding aux élections présidentielles de 1920, ces années furent marquées par une montée de la terreur du Ku Klux Klan et une apogée des sentiments anti-immigrés. L'Etat



Workers Monthly

Le nouveau recueil d'écrits de Cannon comprend 16 pages de photographies rares. Manifestation communiste à Washington, en mars 1925, pour protester contre la terreur contre-révolutionnaire en Pologne. Sur la banderole: «A bas les laquais sanguinaires de l'impérialisme français à Varsovie.»

lança un assaut général contre le mouvement syndical : les effectifs de l'AFL, qui étaient de presque 20 % de la main-d'œuvre non agricole en 1920, chutèrent à un tout petit peu plus de 10 % en 1930. La classe dirigeante américaine avait la confiance arrogante que la classe ouvrière était matée et qu'une ère de prospérité impérialiste dominée par les États-Unis était à portée de la main. Peu de temps après, le krach de la Bourse américaine et la récession mondiale qui s'ensuivit ouvraient une nouvelle période, marquée aux États-Unis par une radicalisation générale et les luttes mouvementées pour les syndicats industriels. On peut tirer de nombreux parallèles entre l'Amérique des années 1920 et celle d'aujourd'hui et les communistes contemporains trouveront que les écrits de Cannon sont largement d'actualité.

Le livre rassemble des écrits de Cannon sur le bref bloc du Workers Party avec la direction de la Chicago Federation of Labor dirigée par John Fitzpatrick, dans une tentative de construire un « parti fermier-ouvrier » national [Farmer-Labor Party] ; l'adaptation ultérieure du Workers Party au mouvement petit-bourgeois « fermier-ouvrier » ; le travail du parti pour construire une opposition à John L. Lewis dans le syndicat des mineurs ; le rôle des militants du parti dans la direction des syndicats de la confection new-yorkaise ; les activités du parti dans la défense des prisonniers de la guerre de classes, en particulier la grande campagne contre l'exécution des anarchistes Sacco et Vanzetti en 1927, campagne que Cannon conduisit en sa qualité de dirigeant de l'organisation de défense du parti, l'International Labor Defense.

C'est la question du mouvement « fermier-ouvrier » et l'appel des communistes à créer un parti des travailleurs [labor party] qui dominèrent les controverses dans le Workers Party de 1922 à 1925. L'introduction de la PRL décrit dans le détail la formation, la trajectoire et la composition sociale du mouvement « fermier-ouvrier », des connaissances indispensables pour tout lecteur qui essaie de comprendre ces controverses. La direction Zinoviev

du Comintern n'avait engagé la bataille contre l'accès d'opportunisme du Workers Party (qui se révéla le plus clairement dans le quasi-soutien du parti au « candidat du troisième parti » à l'élection présidentielle de 1924, le Républicain « progressiste » Robert M. La Follette) qu'à contrecœur et à l'insistance de Trotsky à Moscou. Par la suite, les discussions du parti sur la question furent déformées et défigurées par la campagne de Zinoviev contre Trotsky, accusé de « sous-estimer » la paysannerie. L'insistance de Moscou à ce que le parti américain continue à s'orienter vers le mouvement de La Follette et lutte pour un parti « ouvrier et paysan » de deux classes obscurcit complètement le débat, créant une confusion quant au mot d'ordre du parti des travailleurs dont souffre toujours le mouvement qui se réclame du communisme dans ce pays.

Dans des notes jusque-là inédites écrites pour Theodore Draper et citées par la PRL dans son introduction, Cannon soulignait le rôle clé de l'infatigable John Pepper dans la formulation de l'adaptation opportuniste du parti au mouvement de La Follette, une politique qui persista même après que l'alliance fractionnelle Cannon-Foster eut renversé la direction Pepper-Lovestone-Ruthenberg à la troisième convention du parti :

« Le fait brutal est que le parti qui s'était proclamé à sa création parti révolutionnaire de la classe ouvrière et qui avait adopté un programme correspondant, était devenu, pendant un certain temps en 1924, l'avocat d'un "troisième parti" du capitalisme et avait offert de soutenir, sous certaines conditions, la candidature à la présidence du démagogue petit-bourgeois La Follette [...].

« Le parti, désorienté, s'est déconsidéré dans cette affaire et tous les dirigeants de premier plan sans exception, moi-même compris, étions impliqués là-dedans jusqu'au cou, sans aucune excuse sauf l'ignorance et sans raison excepté peut-être l'ambition irréfléchie de vouloir être plus malins que nous ne l'étions. Si je peux me forcer à revenir à ce saut dans l'irrationalité politique, même maintenant – 30 ans plus tard –, c'est seulement parce qu'une mauvaise expérience, dont on a fait une évaluation et un bilan honnêtes, peut servir un objectif utile en immunisant le mouvement contre des anomalies similaires dans l'avenir.

« Le rôle de Foster dans cette triste affaire a été le même que le mien et que celui de tous les autres dirigeants américains à l'époque. Pepper – interprétant ce qu'il comprenait comme étant la ligne du Comintern – avait formulé cette politique ; le reste de nous autres avons suivi. Considérant le fait que Pepper avait été battu et mis en minorité à la convention du parti, fin 1923, cela en dit long sur sa résistance et le maintien de son influence, mais ce n'est pas très flatteur pour le reste de nous autres. »

– James P. Cannon, notes inédites
(écrites aux environs de 1959)

Au lendemain des élections de 1924, Cannon et ses partisans fractionnels tentèrent d'assimiler la portée de leur erreur opportuniste et d'éloigner le parti du milieu « fermier-ouvrier » ; Lovestone et Pepper gagnèrent le soutien du Comintern pour continuer l'orientation vers le courant petit-bourgeois « fermier-ouvrier ». En 1924, Cannon ne savait pas que Trotsky était responsable de l'opposition de l'IC à la politique La Follette du Workers Party. Mais le fait que Cannon, sans le savoir et à retardement, ait soutenu l'orientation fondamentale de l'intervention de Trotsky, est un élément important pour expliquer son évolution ultérieure vers le trotskysme. Également notable est le fait que Cannon ne s'est pas exprimé et n'a pas écrit d'articles majeurs pour soutenir la campagne « antitrotskyiste » de Zinoviev-Staline-Boukharine. Tout en votant pour toutes

les résolutions anti-Trotsky rituelles dans le parti américain, où la campagne anti-Trotsky était amalgamée à la lutte contre la tendance social-démocrate dirigée par Ludwig Lore, d'après tous les témoignages Cannon n'était aucunement enthousiaste sur la question. D'après Bittelman, Cannon remarquait souvent : « Staline fait des dirigeants avec de la merde, et de la merde avec les dirigeants. »

Néanmoins, comme le démontrent les documents réunis dans *James P. Cannon and the Early Years of American Communism*, il y avait dans le profil politique de la fraction Cannon de nombreux éléments qui allaient à l'encontre de la possibilité de faire le saut vers l'Opposition de gauche : une insistance marquée par l'étroitesse nationale sur les questions américaines, l'insistance sur la stratégie d'un bloc avec les « progressistes » dans les syndicats, un manque d'attention à la lutte contre la ségrégation raciste du système « Jim Crow » dans le mouvement syndical. Si Martin Abern, Max Shachtman et Arne Swabeck ont fait le saut vers le trotskysme avec Cannon, son principal collaborateur politique, William F. Dunne, qui était aussi son meilleur ami, ne l'a pas fait.

Le fait que Cannon soit resté fidèle à l'idéal révolutionnaire qui avait inspiré sa jeunesse, en amenant un nombre important de cadres fondateurs du communisme américain

dans l'Opposition de gauche de Trotsky en 1928, a été une condition historique préalable clé pour la formation de la tendance spartaciste et le fait que nous existons aujourd'hui. Comme le soulignait Trotsky, le facteur décisif pour la survie du système irrationnel et dépassé qu'est le capitalisme est la crise de la direction prolétarienne révolutionnaire. Nos liens avec l'Internationale communiste révolutionnaire, transmis dans le mouvement trotskyste des premières années et dans le SWP de Cannon pendant les années 1940 et 1950, sont ténus. Mais ils sont réels, comme le démontre *James P. Cannon and the Early Years of American Communism*. Ceci nous permet de proclamer, avec Cannon :

« La chose importante dont il faut se souvenir, c'est que notre mouvement trotskyste moderne a ses origines dans le Parti communiste — et nulle part ailleurs. Malgré tous les aspects négatifs du parti dans ces premières années [...], malgré toutes ses faiblesses, ses maladresses, ses maladies infantiles, ses erreurs ; quoi qu'on puisse dire rétrospectivement des batailles fractionnelles et de leur dégénérescence finale ; quoi qu'on puisse dire de la dégénérescence du Parti communiste dans ce pays — on doit reconnaître que c'est du Parti communiste que sont sorties les forces pour régénérer le mouvement révolutionnaire [...]. Par conséquent, nous devons dire que la période originelle du mouvement communiste dans ce pays nous appartient. »

— James P. Cannon, *The History of American Trotskyism* (1944) ■

Publications des sections nationales spartacistes

Espartaco

Publicación del Grupo Espartaquista de México
4 números/N\$ 8.00 (por correo)
P. Linares, Apdo. Postal 453, 06002 México 1, D.F., Mexique

Spartakist

Herausgegeben von der Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands

10 Nummern DM 5,—
Auslandsabo DM 15,—
Übersee Luftpost DM 20,—
Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands
Postfach 51 06 55, 13366 Berlin, Allemagne

Workers Hammer

Marxist newspaper of the Spartacist League/Britain
£3/1 year International rate: £6—Airmail
Spartacist Publications
PO Box 1041, London NW5 3EU, Grande-Bretagne

Le Bolchévick

Publication de la Ligue trotskyste de France
10 numéros: 30 FF Hors Europe: 40 FF (avion: 60 FF)
Etranger: mandat poste international
BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10, France

Platforma Spartakusowców

Pismo Spartakusowskiej Grupy Polski
4 numery: 12.000 zł
Platforma Spartakusowców, Skrytka Poczтовая 148
01-133 Warszawa 42, Pologne

スパルタクスト

Publication du Groupe spartaciste Japon
Dernier numéro: ¥100
Spartacist Group Japan, PO Box 49, Akabane Yubinkyoku,
Kita-ku, Tokyo 115, Japon

Australasian Spartacist

Marxist journal of the Spartacist League of Australia
\$3/4 issues (1 year) in Australia and seamail elsewhere
\$5/4 issues—Airmail
Spartacist ANZ Publishing Co.
GPO Box 3473, Sydney, NSW, 2001, Australie

Workers Vanguard

Biweekly organ of the Spartacist League/U.S.
\$7/24 issues (1 year)
International rates:
\$25/24 issues—Airmail \$7/24 issues—Seamail
Spartacist Publishing Co.
Box 1377 GPO, New York, NY 10116, USA

Spartaco

Bollettino della Lega Trotskista d'Italia
Abbonamento a 6 numeri: L. 6.000
Europa: L. 8.000 Paesi extraeuropei: L. 12.000
Walter Fidacaro, C.P. 1591, 20101 Milano, Italie

Spartacist Canada

*Newspaper of the Trotskyist League of Canada/
Ligue Trotskyste du Canada*
\$3/6 issues \$8/6 issues—Airmail
Box 6867, Station A, Toronto, Ontario M5W 1X6, Canada

Un livre de la Prometheus Research Library

James P. Cannon et les premières années du communisme américain

Articles et discours choisis, 1920-1928

Nous reproduisons ci-dessous un article publié dans le numéro 565 (11 décembre 1992) de *Workers Vanguard*, le journal de la *Spartacist League/US*.

James P. Cannon and the Early Years of American Communism

Spartacist Publishing Co.,
New York
624 pages, 80 FF, broché

La Prometheus Research Library, bibliothèque et fonds d'archives du comité central de la Spartacist League/US, vient de publier son premier livre, *James P. Cannon and the Early Years of American Communism: Selected Writings and Speeches, 1920-1928*. Cet ouvrage de 624 pages, disponible en version brochée ou reliée, reproduit 60 documents, articles et discours de Cannon à l'époque où il était un dirigeant du Parti communiste (qui s'appelait à l'époque le Workers Party), ainsi qu'une introduction historique détaillée de la PRL. Ce livre de la PRL, qui complète l'excellente histoire du mouvement communiste américain en deux volumes de Theodore Draper (*The Roots of American Communism* et *American Communism and Soviet Russia*), ainsi que les lettres de Cannon à Draper publiées sous le titre *The First Ten Years of American Communism*, présente des documents de première main sur la première décennie du communisme américain. Couvrant les années où Cannon était un des principaux dirigeants de la section américaine de l'Internationale communiste, cet ouvrage constitue aussi un prélude à la collection des écrits de Cannon publiée par Pathfinder Press, qui furent réunis principalement par feu George Breitman. La collection Pathfinder couvre la période où Cannon était le dirigeant le plus influent du mouvement trotskyste américain.



James P. Cannon

Labor Defender

Venu des Industrial Workers of the World (IWW) et gagné au communisme dans la grande vague de radicalisation ouvrière qui balaya le monde en réponse à la Révolution russe de 1917, Cannon fut un fondateur du communisme américain, le *chairman* et le principal porte-parole du Workers Party quand celui-ci fut fondé en 1921 et un membre des organismes dirigeants du parti pendant la plus grande partie des sept années suivantes. En octobre 1928, Cannon et une certaine de membres de sa fraction étaient exclus du parti pour avoir tenté d'organiser une fraction en soutien à l'Opposition de gauche internationale de Léon Trotsky. Ils formèrent alors le noyau de la première organisation trotskyste aux États-Unis, la Communist League of America (CLA). Dirigeant central du trotskysme américain pendant les 25 années qui

suivirent, jusqu'à ce qu'il prenne sa retraite de son poste de secrétaire du Socialist Workers Party (SWP) en 1953, Cannon est le meilleur dirigeant communiste que l'Amérique ait produit à ce jour.

L'introduction de ce recueil note que le mouvement trotskyste américain avait la particularité unique d'être issu d'un groupement fractionnel établi dans la section officielle du Comintern - d'autres sections de l'Opposition de gauche des premiers temps étaient formées d'éléments et d'individualités disparates, dont la plupart n'avaient été exclus du mouvement communiste qu'après avoir été discrédités et dépouillés de tout soutien. Cannon est l'exception: un dirigeant communiste qui a rallié Trotsky avec une autorité très largement intacte. Et contrairement aux groupements européens de l'Opposition de gauche, qui étaient pour la plupart un agrégat de cercles petits-bourgeois, la CLA a commencé avec une base parmi les ouvriers combattifs. Ces

suite page 58